

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE PHARMACIE

N° 303

Monographie Historique
SUR LA
Corporation des Apothicaires en Roussillon
des origines à 1789

THÈSE

POUR OBTENIR LE TITRE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ

(MENTION : PHARMACIE)

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Pharmacie de Montpellier

le 22 Novembre 1943

PAR

PAUL DEVY

JURY.....

MM. A. ASTRUC, doyen, *Président*.

E. CANALS, *Professeur*.

J. SUSPLUGAS, *Chargé de cours*.

Assesseurs.



PERPIGNAN
IMPRIMERIE GABRIEL TRILHA
6, rue du Pont-de-Guerre

1943

Monographie Historique
sur la Corporation des Apothicaires en Roussillon
des origines à 1789

« L'Histoire est proprement la Science du devenir ».

FUSTEL DE COULANGES.
Le Bénéfice et le Patronat. Introd., p. 15.

Monographie Historique

SUR LA

Corporation des Apothicaires en Roussillon des origines à 1789

THÈSE

POUR OBTENIR LE TITRE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ

(MENTION : PHARMACIE)

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Pharmacie de Montpellier

le Novembre 1943

PAR

PAUL DEVY

JURY.....

MM. A. ASTRUC, doyen, *Président*.

E. CANALS, *Professeur*.

J. SUSPLUGAS, *Chargé de cours*.

Assesseurs.



PERPIGNAN
IMPRIMERIE GABRIEL TRILHA
6, rue du Pont-de-Guerre

1943

FACULTÉ DE PHARMACIE DE MONTPELLIER

ADMINISTRATION

MM.	
A. ASTRUC (O. *, I. P. )	<i>Doyen.</i>
A. FAUCON (O. *, I. P.  ,  , C.  , G. O. )	<i>Assesseur.</i>
TOURRETTE (I. P. )	<i>Secrétaire.</i>

PROFESSEURS

MM.	
A. ASTRUC (O. *, I. P. )	<i>Pharmacie galénique et industrielle.</i>
C. HOLLANDE (I. P. )	<i>Zoologie et microbiologie.</i>
A. JUILLET (I. P. )	<i>Botanique et matière médicale.</i>
A. FAUCON (O. *, I. P.  ,  , C.  , G. O. )	<i>Pharmacie chimique.</i>
E. CANALS (I. P. )	<i>Physique.</i>
P. JAULMES (A. )	<i>Analyse et Toxicologie.</i>
R. DOLIQUE (A. )	<i>Chimie minérale.</i>
R. GRANGER, chargé du cours	<i>Chimie biologique.</i>

DOYEN HONORAIRE

M. G. MASSOL (*, I. P. , )

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.	
F. JADIN (O. *, I. P. )	<i>Doyen honoraire de la Faculté de Pharmacie de Strasbourg.</i>
M. MOUSSERON (A. )	<i>professeur à la Faculté des Sciences.</i>

MAITRE DE CONFÉRENCES

M. J. GIROUX	<i>Pharmacodynamie.</i>
--------------	-------------------------

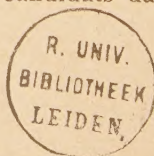
CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

MM.	
A. JUILLET (I. P. )	<i>Botanique.</i>
A. FAUCON (O. *, I. P.  ,  , C.  , G. O. )	<i>Fonctions en chimie organique.</i>
E. CANALS (I. P. )	<i>Hydrologie.</i>
P. JAULMES (A. )	<i>Toxicologie.</i>
R. DOLIQUE (A. )	<i>Chimie organique.</i>
J. GIROUX	<i>Zoologie.</i>
J. SUSPLUGAS	<i>Cryptogamie.</i>
L. ASTRUC	<i>Législation pharmaceutique.</i>

CHEFS DE TRAVAUX PRATIQUES

MM.	
L. FARRÉ (I. P. )	<i>Chimie et Pharmacie.</i>
SUSPLUGAS	<i>Histoire naturelle.</i>
CASTEL	<i>Chimie.</i>

NOTA. — La Faculté de Pharmacie n'accepte la responsabilité d'aucune des opinions émises par les candidats dans les Thèses ou Synthèses qui sont présentées.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE ET DE MON BEAU-PÈRE
TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR

*Leur brève vie fut pour nous un exemple ;
leur sacrifice nous a montré le chemin du
devoir.*

A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

Ravis trop tôt à notre affection.

A MA MÈRE

*Sa vie n'a eu d'autre but que l'accomplisse-
ment du désir de mon père. Ce modeste travail
est un bien faible témoignage de notre profonde
affection et de notre infinie reconnaissance.*

A MA FEMME

*Unis dans un même bonheur, nous poursuivons
d'un cœur commun le plus noble idéal.*

A MES FILS

*Dont le charme et le sourire illuminent
notre foyer.*

A MON FRÈRE

*Qui nous protégea avec sa plus grande
affection.*

A TOUS LES MIENS

A MES AMIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Au seuil même de cette étude sur l'Histoire de la Corporation des apothicaires en Roussillon, nous sommes heureux d'exprimer, non sans émotion, le sentiment de gratitude qui nous anime à l'égard de ceux qui, après nous avoir prodigué leur enseignement, ont poursuivi leur mission directrice en guidant et conseillant notre carrière.

Notre première pensée se reporte vers nos Maîtres dont la science et la haute probité intellectuelle nous ont constamment inspirés.

Nous ne saurions oublier la dette de reconnaissance que nous avons contractée envers M. le Doyen Astruc, qui, après avoir chaleureusement agréé le sujet de notre thèse, nous fit le grand honneur d'en accepter le patronage. Sa parfaite connaissance de l'histoire de la pharmacie, ses judicieux conseils, sa bienveillance à notre égard ont contribué à soutenir nos efforts. Nous lui devons beaucoup. Qu'il veuille bien accepter le modeste hommage que nous lui adressons ici.

Qu'il nous soit permis de remercier particulièrement M. le Professeur Canals. C'est lui qui nous orienta vers le choix de notre travail et qui nous encouragea au cours de notre étude qu'il suivit avec le plus vif intérêt.

Nous devons bien des remerciements à M. Susplugas, chargé de cours, qui s'intéressa à cette monographie locale et nous fit part, avec la plus délicate attention, d'utiles renseignements et d'heureuses suggestions,

Nous ne perdrons jamais le souvenir de ceux qui, quotidiennement, ont collaboré à nos efforts et nous ont fourni les moyens d'accomplir notre tâche.

Il nous est un devoir bien agréable à remplir à l'égard de celui qui fut pour nous le guide le plus précieux et le maître le plus affable : M. le Conseiller Drapé, auteur d'un ouvrage d'archives sur l'Histoire des corps d'arts et métiers en Roussillon. Nous eûmes l'immense privilège de bénéficier des ressources de ce livre fondamental pour toute étude corporative locale et de profiter des enseignements que son auteur nous prodigua avec son inépuisable sympathie. Grâce à ses particulières connaissances en économie politique, jointes à un parfait sens critique dans l'interprétation des faits historiques, qui nous révélèrent la physionomie même des événements du passé, la partie la plus délicate de notre tâche a été facilitée. Nous le prions de vouloir bien agréer l'hommage de notre profonde gratitude et de notre respectueux attachement.

Nous avons eu de fréquents recours à l'érudition de notre camarade d'études, Gabriel Vidal, archiviste municipal. Héritier du patrimoine intellectuel que lui avait légué son père, il a mis à notre disposition ses connaissances d'histoire locale et n'a cessé, avec le plus grand empressement, de nous indiquer les sources intéressantes, nous aidant dans la recherche des manuscrits et nous en facilitant leur lecture. Il nous est agréable de lui manifester nos sentiments de cordiale reconnaissance.

Nous voulons aussi exprimer toute notre gratitude à M. Sellier, professeur d'histoire, qui, avec une affectueuse obligeance, a bien voulu nous faire bénéficier de sa haute expérience en nous prodiguant les plus précieux conseils.

Nous remercions également M. Irissou, pharmacien-chef des Hospices de Montpellier, pour la bienveillante complaisance qu'il a manifestée à notre égard.

Enfin, que tous nos Maîtres qui ont contribué à notre formation intellectuelle soient assurés de notre reconnaissance et acceptent en hommage cette modeste monographie locale d'une profession « dont « Hérophile dit que les médicaments ont été inventés « de la main d'Apollon » (1), dont la légende mythologique a fait non seulement le dieu de la médecine, mais encore le symbole bienfaisant de la beauté et de la lumière.

(1) Ambroise Paré.

INTRODUCTION

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES
LA CORPORATION CATALANE

INTRODUCTION

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Dans son livre célèbre, qui renferme tant de vues d'avenir, Renan écrivait :

« Jusqu'à ce que toutes les parties de la science soient
« étudiées par des monographies spéciales, les travaux
« généraux seront prématurés. Or, les monographies ne
« sont possibles qu'à la condition de spécialités sévère-
« ment limitées. Pour éclairer un point donné, il faut avoir
« parcouru dans tous les sens la région intellectuelle où
« il est situé, il faut avoir pénétré tous les alentours et
« pouvoir se placer, en connaissance de cause, au milieu
» du sujet. » (1).

Nous avons cherché à nous consacrer à une telle
« œuvre, pénible, humble, laborieuse, exigeant le dévoue-
« ment le plus désintéressé; mais solide, durable et,
« d'ailleurs, intensivement relevée par l'élévation du but
« final. »

Nous avons accepté délibérément de pratiquer le
« rude métier de manœuvre », et, « comme le cheval, à ne
voir que le sillon qu'il creuse ». (2).

C'est sous ces directives éminentes que nous avons

(1) RENAN, *L'avenir de la science* (Calman-Lévy), chapitre XIII, pages 213 et suivantes.

(2) *Id.*, page 234 et 235.

entrepris cette étude d'archives, en nous conformant aux règles de la méthode documentaire historique (1).

Nombreux sont les ouvrages généraux traitant des corporations de l'ancienne France, comme de l'étranger; nombreuses aussi, sans nul doute, les monographies consacrées à l'histoire de telle ou telle corporation provinciale. Néanmoins, dans ce domaine des terrains demeurent encore inexplorés, riches en documents d'un intérêt capital pour la meilleure compréhension des institutions du passé.

Dans cette étude sur les apothicaires du Roussillon, nous avons voulu donner un modeste apport à l'histoire de l'institution corporative caractéristique de l'ancienne société et mettre en lumière quelques traits des mœurs de cette province du Roussillon, longtemps à l'écart des grandes voies suivies, si traditionnaliste et particulariste par son isolement même. Ajoutons que cette monographie présente un autre intérêt : celui de l'histoire d'une profession, d'abord confondue avec une autre — celle des épiciers — dont elle se sépare peu à peu pour conquérir, finalement, son autonomie propre.

Au cours de sa lente ascension vers l'unité française qui dura plusieurs siècles, le Roussillon, avant d'y être définitivement incorporé en 1659, subit cinq dominations (2). Or, tous ces changements politiques étaient accompagnés de troubles qui ajoutaient à l'insécurité de ces temps fertiles en invasions, guerres, massacres et terribles épidémies.

Malgré tous ces événements, l'évolution corporative se poursuivait; tant il est vrai qu'une institution comme la corporation, résultant de la nature même d'un état social,

(1) L'ouvrage classique de Ch. LANGLOIS et Ch. SEIGNOBOS, *Introduction aux études historiques*, nous a servi de guide.

(2) a) Une première domination aragonaise, de 1172 à 1276;

b) La période des rois de Majorque (1276-1344);

c) Une deuxième domination aragonaise (1344-1463);

d) Une courte domination française (1463-1493);

e) La domination espagnole (1493-1659).

économique et politique, subsiste et évolue normalement, tant que continue l'état de choses qui lui a donné naissance.

*
* *

Les associations professionnelles sont nées et se sont organisées, en Roussillon, dans le cadre général de ces institutions que les économistes considèrent, du x^e siècle à l'époque révolutionnaire, comme la période intermédiaire et réglementaire entre le travail servile de l'antiquité et le travail libre des temps modernes.

C'est un fait historique et social, admis comme dérivant d'un état de nature, imposé par la satisfaction des besoins et par la nécessité des services, que l'homme ne peut vivre isolément, pas plus qu'il ne peut travailler seul, en dehors de certains travaux rudimentaires et primitifs. Avec la multiplicité et la complexité croissante des besoins, soit individuels, soit collectifs, un ensemble d'applications diversifiées et spécialisées destinés à les satisfaire prit naissance et constitua, dans chaque ordre de production, le « métier ». Peu à peu, par suite du groupement des mêmes métiers offrant des caractères et des intérêts communs, se sont constituées des « communautés professionnelles » qui, dans l'ancienne France, ont pris le nom de « corporations » ou, plus généralement, de « corps d'arts et métiers ».

La dépendance et la défense de ces intérêts communs qui rassemble les hommes de la même profession, constitue comme une sorte de coopération dans laquelle l'intérêt personnel semble secondaire et, en tous cas, ne demeure pas prépondérant. L'individu, dans la société du Moyen-âge, est absorbé par le groupe auquel il appartient. Il est soumis à un ensemble de coutumes et de règles qui sont à la base des premières formes de l'organisation et de la division du travail.

Le système corporatif repose tout entier sur des principes ou des idées communes qui mettent en honneur le

travail, avec la notion d'entr'aide mutuelle dans le domaine matériel et moral. Les règlements des métiers, maintenant et continuant ces principes, détermineront progressivement, au cours des siècles, les conditions générales de l'activité économique et les conventions particulières à chaque ordre de production.

Considérés sous ce double caractère, les statuts corporatifs préciseront, d'une part, les capacités requises pour l'exercice du métier, ainsi que les modalités nécessaires pour accéder à cette fonction (apprentissage, compagnonnage, maîtrise); d'autre part, les conditions du travail professionnel dans le respect des formes de fabrication et de réglementation de la vente.

Dans cet état de fait, la pratique de la vie corporative ne laissait guère de place aux antagonismes sociaux. Par la compétence dans le travail, une hiérarchie juste et logique s'établissait, tandis que la stabilité du métier était garantie par une réglementation, qui, par des concessions réciproques avec les autres professions, assurait le droit de plein exercice de l'activité considérée. De plus, les conflits qui auraient pu surgir étaient tempérés normalement, autant par le respect de l'autorité que par le sentiment et les croyances de la foi religieuse, exprimée et concrétisée sous la forme de la « confrérie », qui assurait l'unité dans la vie morale de la profession, comme dans la vie collective, par son idéal de recherche du bien commun.

Toutefois, si les privilèges accordés à chaque ordre de production créèrent l'orgueil corporatif, en s'appuyant sur les notions de capacité et de qualité, ils ne purent empêcher l'existence de vues étroites et jalouses, souvent exclusives, étouffantes, pour la libre expansion des aptitudes et des intérêts qui constituent le stimulant normal des existences.

*
* *

Les conventions des métiers, en Roussillon, acquièrent force de loi, d'abord par la persistance de la coutume et de l'usage, puis par l'intervention de l'autorité communale

(xii^e et xiii^e siècles), seigneuriale et royale (xv^e et xvi^e siècles).

Si elle a joui, pendant plusieurs siècles, du droit de faire sa police, et même d'un certain pouvoir de juridiction, la corporation, pour maintenir son unité et sa force contre l'arbitraire, contre les excès de l'esprit de privilège ou de monopole, a toujours eu recours à l'intervention de l'autorité qualifiée, selon la circonstance, pour assurer l'équilibre et l'harmonie des institutions professionnelles en vigueur.

Cependant, la royauté française, dont la tendance persévérante consistait à unifier et à soumettre les diverses activités à une réglementation de plus en plus uniforme, avait fait prévaloir, surtout depuis Sully, Richelieu et Colbert, la doctrine que *le travail, étant de droit régalien, devait être soumis au pouvoir de l'Etat*. Le système réglementaire royal, resserré à partir du xvii^e siècle, eut ainsi pour effet de contrarier, sinon de stériliser, l'effort corporatif, souvent affaibli par ses propres rivalités intérieures et par le sens des privilèges de métier et d'hérédité. A la fin du xviii^e siècle, il aboutit, par l'Edit de février 1776, à l'abolition des maîtrises et jurandes, qui devaient définitivement disparaître en vertu des lois des 2 et 7 mars 1791.

Ainsi s'ouvrait la période moderne qui proclamait la liberté du travail et de l'industrie.

Ces considérations d'ensemble, relatives à l'histoire des corps d'art et métiers en Roussillon, nous ont paru utiles pour situer les grandes lignes de l'activité corporative, dans le domaine matériel comme dans le cadre moral et social, dont notre étude sur les apothicaires va exprimer les différentes formes grâce aux nombreux documents d'archives que nous avons dépouillés.

Dans une première partie, nous examinerons les origines de cette corporation avec les conditions d'admission à la communauté : apprentissage, compagnonnage et maîtrise.

Dans une deuxième partie, nous étudierons son organisation administrative intérieure.

Les dispositions particulières de la vie professionnelle extérieure, les relations économiques et les rapports avec les pouvoirs publics feront l'objet d'un examen spécial.

Dans une troisième partie, nous étudierons la réglementation relative au travail, à la fabrication et à la vente des produits.

Enfin, notre quatrième partie aura trait à la période de la domination française, à ses caractères sur la corporation des apothicaires et sur ce qui a dû subsister de la précédente période historique.

Notre conclusion nous permettra, d'une part, de mettre en relief les caractères permanents de sa vie matérielle et spirituelle, et, d'autre part, de dégager l'« esprit » qui l'anima et assura sa pérennité séculaire, dont certains éléments vivaces semblent devoir encore survivre aujourd'hui.

PREMIÈRE PARTIE

DES ORIGINES A L'ACCESSION A LA MAITRISE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES : Périodes historiques. — Vue d'ensemble.
« Speciaiyses et Apothecaris ».

CHAPITRE II

L'APPRENTISSAGE : Règles et conditions.

CHAPITRE III

LE COMPAGNONNAGE : Son existence non établie en
Roussillon.

CHAPITRE IV

LA MAITRISE : Conditions requises. La « Carta Testimonial ».
L'examen secret et public.
Les irrégularités et les exceptions.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

PÉRIODES HISTORIQUES.....	Pages 23 à 29
VUE D'ENSEMBLE. — « SPECIAYRES ET APOTHECARIS ».....	— 29 à 38

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les origines de la Corporation des apothicaires

PÉRIODES HISTORIQUES — VUE D'ENSEMBLE

La question des origines des Corporations en Roussillon demeure assez obscure en raison de la rareté des documents. Les auteurs qui s'en sont préoccupés — Campmany, Senpere y Miquel, Gazanyola, et, plus particulièrement, l'érudit archiviste Alart — s'accordent à reconnaître que le droit catalan a échappé à la persistance de l'influence romaine et s'est développé selon des modalités qui lui sont propres (1).

« La seule origine vraisemblable est celle qui a donné « naissance à tant d'autres institutions : la nécessité. » (2). De même que la « solidarité en face du péril commun avait « formé les groupes communaux, l'identité des intérêts « professionnels » (3) et l'obligation de se défendre contre l'oppression féodale et l'invasion étrangère, expliquent la genèse de la réunion des travailleurs en Corporations —

(1) Voir, sur ce point, Alphonse DAPÉ, *Recherches sur l'histoire des corps d'arts et métiers en Roussillon sous l'ancien régime* ; Paris, Arthur Rousseau, 1898, chap. I, p. 22 à 25, et chap. III, p. 60 à 77.

(2) *Id.*, p. 27.

(3) *Id.*, p. 28.

corporations désignées dans les textes, depuis le ^{xii}^e siècle, par le terme catalan *offici* (offices). (1). —

Dès le début, semble-t-il, « il y avait autant d'offices « que de métiers » (2). Mais l'accroissement de la population, créant de nouveaux besoins, allait provoquer une apparition de multiples et diverses applications qui, de par leur prolifération même, devaient exiger, sous peine de rupture économique, une organisation et une réglementation de travail.

Il faut arriver jusqu'au ^{xiv}^e siècle (3) pour trouver la documentation qui va nous permettre de poursuivre le cours régulier de notre étude. Deux documents (4) précis de cette époque établissent la règle pratique qui semble avoir présidé à la classification des métiers.

Remarquons, tout d'abord que ces deux documents, les premiers dont nous disposons, ainsi que d'autres dont nous parlerons, appartiennent à une période où le commerce et l'industrie, déjà prospères en Roussillon, ont pris un développement qui atteindra son apogée à la fin du ^{xiv}^e siècle. Le premier de ces actes consulaires, de 1322, date du règne de Sanche, roi de Majorque; le deuxième, de 1330, du règne de Jacques II, son fils. Or, Perpignan gagna beaucoup à la domination majorquine; elle devint capitale du nouvel Etat et résidence d'une cour à la vie somptueuse et mouvementée, où nobles et bourgeois rivalisaient de faste: le velours, la soie, le drap d'or, les pierres précieuses foisonnaient. Associés aux Barcelonnais, les Roussillonnais continuèrent à prendre part au grand commerce maritime méditerranéen (5). Pour alimenter le

(1) A. DRAPE, op. cit., p. 35.

(2) *Id.*, p. 36.

(3) *Le Livre des métiers*, d'Etienne BOILEAU, date du règne de Saint-Louis.

(4) Voir p. 23.

(5) Les relations commerciales s'étendaient, non seulement avec la Tunisie et le Maroc, où les Catalans avaient des consuls, mais encore à Chypre, dans les Balkans, et même à Beyrouth et Damas, « d'où les Catalans « d'Asie les font pénétrer jusqu'au centre de l'Ancien Monde. » (Pierre VIDAL, *Perpignan depuis les origines jusqu'à nos jours*; Paris, Welter, 1897, p. 135).

commerce, il fallait une industrie. La première de toutes fut la draperie : draps fabriqués, ou importés pour leur faire subir un apprêt spécial ne pouvant s'effectuer qu'à Perpignan par des spécialistes, les *parayres* (pareurs). D'autres corporations ajoutaient à la richesse : travailleurs du bois, du fer, cordonniers, tanneurs, gantiers, etc.

Un tel développement industriel et commercial rendait prospères les Corporations, qui achevèrent de s'organiser. Les règlements, édictés par les consuls, ne faisaient qu'ordonner un état de chose préexistant, régi depuis lors par la coutume et les usages.

*
* *

En 1322, les consuls décident que les habitants de Perpignan « appartiennent au métier qui leur rapporte le « plus et auquel ils travaillent le plus habituellement. » (*Illius ministerii quo magis lucrantur et quo magis utantur* (1).

Ce principe nouveau fut confirmé par un nouvel acte du 20 septembre 1330 (2), qui stipule que, lors des missions « communes ou spéciales » effectuées par l'*Host* (milice) (3) de la ville, chacun devra payer une redevance au *Sobreposat* (administrateur) (4) du métier dont il « use et jouit le plus ».

L'application de cette classification par la similitude des caractères professionnels, devait se traduire par le

(1) A. DRAPÉ, op. cit. p. 37.

(2) Archives communales de Perpignan, BB7, f° 80, v°. . . ., « item que « daquesta ora a davant cascun hom de la dita vila de qualqua condition sia, « meta e paga a les mession d'aquel mester de que usara et gausara mes, dins « l'any dins loqual seran feytes messions comuns o espéciales per los sobre- « pausatx de mester alcun de la dite Vila per négocis de lur mester. » (20 septembre 1330).

(3) L'*Host* était l'armée levée parmi les habitants de la ville. Voir plus loin, deuxième partie, chap. v, « Les relations avec les pouvoirs publics ».

(4) Les *sobreposats* ou prévôts, dénommés plus tard « administrateurs », étaient chargés de l'administration de la Corporation. Sur leurs fonctions, voir plus loin, deuxième partie, chap. II, « Fonctions des sobreposats ».

groupement en une même communauté des artisans d'un même métier; quant aux « métiers composés d'un petit nombre de membres », ils s'aggrégèrent aux « métiers similaires et formèrent avec eux un *office* commun. » (1).

Dans la diversité de ces nouvelles catégories d'« offices » une distinction naturelle devait se manifester entre les « arts », métiers non manuels présentant un caractère « industriel » et les « métiers mécaniques » essentiellement manuels; distinction d'ailleurs relative puisque l'ordonnance royale du 16 novembre 1346 (2), qui mentionne cette division — dénommant les premiers arts « assez honorables » et les seconds « arts ou offices similaires » — charge les consuls « de trancher les contestations relatives « à la classification d'un individu dans l'un ou l'autre de « ces offices. » (3).

Toutefois, ce principe sélectif prévalut. Une ordonnance consulaire du 11 novembre 1356 (4) — mentionnant l'ordre dans lequel doivent marcher les *Seneyrias cum signo* des Corporations (bannières avec insignes du métier) toutes les fois que l'*Host* de la ville sortira — donne la liste de ces « offices », qui sont répartis en quatorze groupes. Il est intéressant de constater que, seuls, les « offices mécaniques » (5) sont compris dans cette classification. C'était, dans les faits, la scission des métiers d'avec les « arts ». (Ces derniers, de par leur caractère, étaient certainement exemptés de ces obligations de milice). (6).

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 36.

(2) Arch. com. de Perpignan, Livre Vert mineur AA 3, f° 196, charte communale de Pierre d'Aragon (15 des calendes de décembre 1346), « alii artem « satis honorabilem exercentes... artes seu officia similia exercentes. ».

(3) A. DRAPÉ, op. cit., p. 36.

(4) Arch. com. de Perpignan, BB7, f° 114, v° : 1. *Parayres* (pareurs de draps), 2. *Sastres* (tailleurs), 3. *Pelissiers* (peaussiers), 4. *Fixelors* (tisserands), 5. *Fusters* (menuisiers), 6. *Fabres* (forgerons), 7. *Sabatlers* (cordonniers), 8. *Speciayres* (épiciers), 9. *Mercers* (merciers), 10. *Aluders* (mégissiers), 11. *Curaters* (courtiers), 12. *Aventurers* (marchands forains), 13. *Masel'ers* (bouchers), 14. *Ortolans* (jardiniers).

(5) A. DRAPÉ, op. cit., p. 35.

(6) HENRY, *Ancienne constitution militaire de Perpignan*, in *Bulletin de la Société philomathique de Perpignan*, année 1839, p. 245.

Sous l'influence de causes économiques (1) et politiques (2), un mandement de Pierre d'Aragon, du 25 mai 1360 (3), accorda aux consuls le privilège « d'augmenter, diminuer, incorporer et désunir » les « offices ». En vertu de quoi, cette première répartition en quatorze groupes — où les apothicaires étaient rattachés à l'« office » des *speciayres* (épiciers) (4) — servit de base à un *amalgame de métiers*, dont nous trouvons la liste des quinze unions dans une pièce du 25 juin 1387 (5).

1. <i>Parayres</i>	apprêteurs de draps
2. <i>Scrivans</i>	notaires, greffiers
3. <i>Sastres</i>	tailleurs
4. <i>Pellissiers</i>	peaussiers
5. <i>Tixedors</i>	tisserands
6. <i>Spéciayres</i>	épiciers-apothicaires
7. <i>Fusters</i>	menuisiers
8. <i>Sabaters</i>	cordonniers
9. <i>Fabres</i>	forgerons
10. <i>Mercers</i>	merciers
11. <i>Aluders</i>	mégissiers
12. <i>Tenders</i>	marchands, étalagistes
13. <i>Aventurers</i>	marchands-forains
14. <i>Masellers</i>	bouchers
15. <i>Ortolans</i>	jardiniers

« Ces groupes sont placés dans l'ordre de préséance
« aux assemblées générales de la commune. Chacun d'eux
« prit dans l'usage le nom d'un des offices qui le compo-
« saient. Le sixième groupe était indifféremment celui des
« apothicaires ou des épiciers » (6), aucune désignation
officielle n'étant imposée.

*
* *

Cette nouvelle classification, qui n'intéressait que les
« offices mécaniques », conservait la distinction entre les

(1) FLORENT-SERRURRIER, *Etude locale sur la forme primitive de la Corporation au Moyen-Age*, dans le *Devenir Social*, janvier 1896, p. 37.

(2) A. DRAPÉ, op. cit., p. 84.

(3) Arch. com. de Perpignan, AA 5, f° 69 et AA 3, f° 227.

(4) Pierre VIDAL, *Perpignan*; Paris, Welter, 1897, p. 140.

(5) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 48 v°.

FLORENT-SERRURRIER, op. cit.; janvier 1895, p. 49.

(6) *Id.*, p. 49.

« métiers » et les « arts », distinction accentuée par la nouvelle forme d'association que prit chacun d'eux.

Tandis que les « métiers » tendaient à s'associer en « confrérie » (1), les « arts », à partir de 1449, se groupaient en « collèges à matricule » (2), véritables corps fermés « à nombre de places limité », dont la caractéristique était qu'ils comportaient « les formalités de la réception et de « l'approbation par tous les collègues » (3), conditions qui ne furent exigées à l'ensemble des « métiers mécaniques » qu'à dater de 1493 (4). En outre, l'inscription à la « Matricule » conférait aux « collégiés », avec l'honorabilité sociale, la participation aux fonctions publiques dont étaient écartées les quinze « unions d'office » (5).

« De ce fait, une hiérarchie se trouvait créée. Aux « offices d'autrefois, qui avaient embrassé toute la communauté d'habitants, succédaient les métiers où il n'entrait « plus que les ouvriers : ouvriers supérieurs et boutiquiers « associés en collège à matricule et ouvriers inférieurs « groupés en confréries » (6).

L'ancienne solidarité mutuelle collective était remplacée par un « esprit de corps marqué » (7) dont l'ambition cherchait à se constituer en « collège » avec les prérogatives qu'apportait cette nouvelle distinction, qui concrétisait, sans avoir le bénéfice de la « matricule », la supériorité de l'« art » sur le « métier ».

Par l'accroissement du domaine de leurs connaissances, les notaires et les apothicaires ne tardèrent pas à s'associer en « collèges » : les premiers au ^{xv}^e siècle (8), les

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 85.

(2) *Id.*, Au sujet de la *Matricule*, voir plus loin, en deuxième partie, chapitre ^{1er} : « Les *Sobreposats* ».

(3) FLORENT-SERRURIER, op. cit., p. 49, janvier 1896.

(4) Voir plus loin, p. 43.

(5) FLORENT-SERRURIER, op. cit., p. 49, janvier 1896.

(6) *Id.*, p. 50.

(7) *Id.*, p. 49.

(8) *Id.*, p. 50.

seconds au siècle suivant (1520) (1). Ces derniers, cependant, demeurèrent encore agrégés à l'*offici* des épiciers jusqu'en 1622 (2), date à laquelle une pragmatique de Philippe IV d'Aragon scinda ces quinze groupements d'offices en deux nouvelles catégories qui maintenaient la distinction primitive entre les « arts » et les « métiers mécaniques » (3) :

a) les « artistes » ou gens exerçant un art qui seront dorénavant constitués en « collège » ;

b) Les « communs » ou « menestrels », gens exerçant un métier manuel, qui demeureront associés en « confrérie ».

Dans le premier groupement, les apothicaires formèrent désormais isolément un collège, tandis que les droguistes, sucriers et ciriers, autrefois rattachés à eux, s'en séparèrent pour s'associer et constituer un « collège » indépendant, auquel se joindront plus tard les épiciers (4).

Cette dernière classification persista jusqu'à la Révolution (5).

VUE D'ENSEMBLE

« SPECIAYRES » et « APOTHECARIS »

Cet aperçu général sur l'histoire des corps d'arts et métiers en Roussillon nous permet de distinguer deux grandes périodes dans l'évolution de la corporation dont nous poursuivons l'étude.

Une première période, qui s'étend de 1197 (6) à 1622,

(1) Arch. com. de Perpignan, AA 6, f° 125 : *Le Corps des apothicaires qualifié « Collège » par privilège de l'empereur Charles-Quint, du 28 avril 1520.*

(2) *Id.*, AA 1, f° 325 v° (14 mai 1622), et A, DRAPÉ, op. cit., p. 161-162.

(3) Arch. com. de Perpignan, AA 1, f° 355, v° ; voir aussi A. DRAPÉ, op. cit., p. 162.

(4) A. DRAPÉ, op. cit., p. 196.

(5) *Id.*

(6) Le 7 des calendes de mars 1197, création à Perpignan du Consulat et de la Charte de Commune, par Pierre II d'Aragon, fils d'Alphonse II, qui avait hérité du comté de Roussillon par le décès de Guinard.

durant laquelle les apothicaires sont confondus avec les *speciayres*.

Une deuxième période d'autonomie corporative relative, de plus en plus accrue au cours du temps et parachevée par les lois du 21 germinal an xi (11 avril 1803).

En effet, l'édit royal de février 1776 — rapporté le 23 août de la même année — supprimant toutes les anciennes Corporations, ne touchait pas les collèges d'apothicaires. Par contre, les décrets des 2 et 17 mars 1791, abolissant les privilèges des corps d'arts et métiers, atteignaient la corporation des pharmaciens; mais l'intérêt public nécessitant son maintien, elle persista sur son type classique jusqu'à sa réorganisation sous l'Empire (1).

*
* *

L'examen de ces faits est-il suffisant pour nous permettre de conclure à l'existence relativement récente d'une communauté d'apothicaires? Et, comme corollaire, faut-il rechercher dans la Corporation des épiciers, l'origine de cette profession? Nous ne le pensons pas; car, bien antérieurement à cette date, qui consacrait leur autonomie professionnelle (1622), leur existence est signalée par certains auteurs et par de nombreux documents.

L'érudit catalan Alart, dont l'autorité en matière d'histoire locale est peu discutable, déclare qu'il y avait déjà des

(1) Quatre professions, dont la pharmacie, restèrent en dehors de l'édit de Turgot (février 1776), (article iv). L'édit royal du 23 août 1776, qui rétablissait les jurandes, précise : « N'entendons comprendre dans les articles « précédents le Corps des apothicaires, nous réservant de nous expliquer « particulièrement sur ce qui concerne la profession de la pharmacie. » (Article iii). L'année suivante, en effet, une déclaration du roi, du 25 avril 1777, instituait les « collèges » de pharmacie, mais à Paris seulement. Le décret des 3-17 mars 1791, portant suppression de toutes les maîtrises et jurandes — y compris les collèges de pharmacie — fut rapporté (décret des 14-17 avril 1791) pour ces derniers : « Considérant l'objet et l'utilité de cette profession... En « conséquence, il ne pourra être délivré de patentes pour la préparation, « vente et distribution des drogues et médicaments dans l'étendue du royaume « qu'à ceux qui sont ou qui pourront être reçus pour l'exercice de la pharmacie, suivant les statuts et règlements concernant cette profession. »

apothicaires à Perpignan au ^{xiii}^e siècle (1). Plus précis, Pierre Vidal écrit (2) : « De 1277 à 1377, les documents « signalent à Perpignan les *obradors*, ou boutiques, de « Guillaume de Castello, Pierre de Castello, Raymond « Bérenger, Pierre Jaubert, Guillaume Dayen, Raymond « Troyn, Bernard de Castello, G. Lobéra, François Do- « menech, Bérenger Lobéra, Ferrer, Bosch, tous apothi- « caires, ou pharmaciens. Ce sont eux qui faisaient ces « électuaires, ces emplâtres, ces sirops et ces poudres dont « la médecine du Moyen-Age a tant abusé. »

De même, dans la liste des métiers exercés à Perpignan, au ^{xvi}^e siècle, donnée par la *Rigaudine* (3) (1510), nous trouvons mention des apothicaires. Leur existence était donc certaine. Elle sera confirmée par les diverses ordonnances consulaires ou royales que nous analyserons et qui, bien qu'intéressant la corporation des *speciayres*, contiennent toujours dans leurs statuts certaines clauses relatives exclusivement aux apothicaires. Ils étaient donc considérés comme différents, au moins par le caractère particulier de leurs attributions professionnelles, des *speciayres*.

De plus, un acte officiel, en date du 3 mars 1324, en fait mention directe. C'est une ordonnance du roi Sanche prescrivant aux apothicaires de tenir une lumière allumée dans leur boutique, pendant la nuit (4). C'était bien là le signe et comme le symbole matérialisé du caractère spécial d'une fonction qui s'affirmait différente de celle des *speciayres*, par son utilité publique.

(1) J.-B. ALART, *La médecine et les médecins en Roussillon au ^{xiv}^e siècle*; Lézignan, Loupiac, 1913, p. 4.

(2) Pierre VIDAL, *Histoire de la ville de Perpignan depuis les origines jusqu'au Traité des Pyrénées*; Paris, Welter, 1897, p. 183.

(3) *Rigaudine* ou *Recollecta de tots los privilegis, provisions, pragmatiques e ordinacions de la fidelissima vila de Perpinya* (Arch. com., AA 7). Cet ouvrage, écrit par le notaire RIGAU, et imprimé en 1510, constitue un manuel fondamental pour l'étude des corps d'arts et métiers à Perpignan pendant le Moyen-Age.

(4) Arch. com. de Perpignan, AA 3, f^o 117 v^o, Livre vert mineur.



A une époque où l'esprit de communauté animait toute la vie économique et sociale, cela nous autorise à supposer l'existence d'un groupement d'apothicaires, en quelque sorte parallèle à celui des épiciers, mais en tout cas différent ou distinct de ce dernier. Cependant, à cause de leur faiblesse numérique pour une population assez peu nombreuse, et pressés par la nécessité de vivre (1), cause déterminante de toute association professionnelle, et aussi par l'identité d'intérêts communs à sauvegarder, les apothicaires restèrent unis aux *speciayres*, car le commerce des épiciers « n'est pas moins délicat, ni moins important à la « santé que celui des apothicaires. Si ceux-ci composent « des remèdes, ce sont ceux-là qui fournissent la plus « grande partie des drogues et des ingrédients qui entrent « dans ces compositions. » (2).

En considérant que le nombre des apothicaires, à Perpignan, dépassa rarement la dizaine — ceci confirmé par les rares documents antérieurs à 1515 et les divers registres de *Totis* postérieurs à cette date (3) — nous concevons d'autant mieux leur union aux *speciayres* qu'elle était, non seulement consacrée et sanctionnée par le pouvoir royal, mais encore motivée par les attributs spéciaux d'un commun négoce. En effet, la vente des médicaments au public n'était point libre comme de nos jours ; les apothicaires ne pouvaient délivrer leur *médecines e exerobs* qu'aux « médecins, femmes-médecins et barbiers légalement diplômés. » (4).

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 27.

(2) DELAMARRE, *Traité de la Police*, tome I, livre IV, p. 618, (Paris, Hérisant, 1738).

(3) Les livres dits de *Totis* (Arch. com. de Perpignan, série BB) contiennent tous les actes de l'administration municipale, règlements, délibérations, nominations et réceptions à la maîtrise, de 1515 à 1789. Rédigés en langue catalane jusqu'au 26 avril 1700, et en français depuis cette date, ils constituent une véritable encyclopédie de la vie corporative en Roussillon.

(4) Pierre VIDAL, op. cit., p. 140.

Placées sur le plan pratique, toutes ces circonstances nous autorisent à estimer qu'une réglementation aussi étroite ne pouvait leur permettre de réaliser des conditions d'existence suffisantes. Dès lors, force leur était, pour y parvenir, de vendre des produits d'épicerie en même temps que des produits de droguerie (1). Cette nécessité vitale, cette situation de fait, se traduisait par l'épithète de *speciayre*, à laquelle s'ajoutait le terme générique d'*apothecari*. C'est, en effet, sous ce double titre, justifié et approuvé par les ordonnances des consuls, que nous les trouverons sans cesse désignés (2).

S'ils avaient, seuls, le privilège de délivrer les médicaments, sirops, électuaires, huiles, onguents, emplâtres, etc. (3), ils étaient également qualifiés pour vendre des produits qui ne sont pas spécifiquement pharmaceutiques, tels que « brandons de cire, cierges, torches et chandelles », objets « qui jouaient un grand rôle dans toutes les fêtes « publiques et religieuses, et qu'on employait pour l'éclairage des appartements » (4). De même, nous les verrons aussi fournir des draps à l'hôpital (5) et exercer concur-

(1) Arch. dép. de Perpignan, C, 1544: « Le corps des marchands droguistes « était anciennement uni aux apothicaires, qui en conservent le titre et qui « font en même temps le commerce d'épicerie. » (1730).

(2) Voir plus loin, en deuxième partie, chap. iv : « Les relations économiques. »

(3) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 134 : *Exarops, laytuaris, olis, onguents, empasts* (Ordonnance du 7 mai 1381).

(4) Pierre VIDAL, op. cit., p. 178. Les apothicaires vendaient des torches et des cierges : a) Arch. dép., B 470 : Réclamations de François Tamaro, apothicaire, de Perpignan, pour le prix des torches par lui louées aux commissaires d'un bal et d'une promenade faite pendant le Carnaval de 1513 ;

b) Arch. dép., série E. Fonds des apothicaires. (Ordonnance du 14 juillet 1615, art. 7) : *Item ordenam que ningun apothecari, droguer, candeler y sucrer que obrara... cera*. (Nous enjoignons à tout apothicaire, droguiste, fabricant de chandelles ou de sucre qui travaillera la cire...);

c) Arch. com. de Perpignan, BB7. Registre d'*Ordinacions* (ordonnances consulaires), f° 25. Ordonnance portant règlement pour la fabrication des torches, chandelles et cierges (1296). — C'est le document le plus ancien que nous possédions sur l'office des *speciayres*.

(5) *Les pauvres et l'hôpital de Perpignan au xvi^e siècle*, par Philippe TORREILLES, dans la *Revue d'histoire et d'archéologie*, 6^e année (1905), p. 353-357.

remment le commerce de la droguerie (1) avec celui de l'épicerie qu'ils pratiquaient journellement.

Comment expliquer d'aussi différentes licences en cette période de stricte réglementation, où l'exercice de chaque métier était nettement défini et la nature des ventes sévèrement délimitée? Tout porte à croire « que cette mesure fut inspirée par une pensée d'utilité publique. » (2). Devant la modicité des ressources et des bénéfices procurés par la seule vente des médicaments, le commerce de l'épicerie et ses accessoires, leur assurait, dans une certaine mesure, un complément de bien et de bénéfices matériels.

C'est à la faveur de ce privilège commercial que le « métier » primitif, par sa spécialisation progressive, se transformera en « art ».

Héritiers des connaissances thérapeutiques que leur avaient transmises les *pigmentarii* (3), les membres des ordres monastiques étaient seuls détenteurs de l'enseignement admis et organisé à cette époque (XI^e-XII^e siècle). (4). C'est à leur école que les apothicaires acquièrent sans doute les premières notions utiles à l'exercice de leur « métier », qui commence à revêtir une existence propre au XIII^e siècle (5), lorsque « l'étude des sciences médicales fut introduite dans les Universités. Alors, les médecins considèrent l'art de mélanger et de préparer les drogues comme indigne d'eux et confièrent ce soin à leurs apprentis, que l'on peut considérer comme les premiers ancêtres de nos apothicaires. »

Il conviendrait de compléter cette opinion, peut-être trop absolue, par les conclusions qui se dégagent d'elles-mêmes du développement naturel d'une profession qui

(1) Voir p. 33, note 1.

(2) FLORENT-SERRURRIER, op. cit., p. 813, décembre 1895.

(3) M. BOUVET, *Histoire de la Pharmacie en France* (Paris, Occitania, 1937, p. 11.

(4) *Id.*, p. 25.

Pierre VIDAL, op. cit., p. 152.

(5) M. BOUVET, op. cit., p. 42.

s'étendait à mesure qu'elle se spécialisait davantage, grâce à l'évolution de la science médicale, et selon une route parallèle. Par l'étude, le classement, les multiples associations et combinaisons des drogues, dont l'isolement des principes actifs venait couronner une technique qui se perfectionnait sans cesse, par la nécessité de répondre aux progrès de la thérapeutique, les apothicaires devaient acquérir un ensemble de connaissances pratiques qui allaient revêtir, avec le temps, le caractère d'une science.

Ainsi se trouve mis en évidence, par une documentation historique, le caractère simultanément commercial à l'origine, puis progressivement technique, et, enfin, scientifique de notre profession, tel que nous le trouvons en Roussillon.

*
* *

L'étymologie, cette science qui donne aux mots leur signification vivante, puisqu'elle reflète, sans la modifier, la manière de voir et de sentir de ceux qui les ont primitivement utilisés, nous offre le typique tableau de cette évolution historique concrétisée et symbolisée par le sens originaire des mots.

En effet, le sens primitif du terme apothicaire désigne ceux d'entre les *speciayres* qui savent classer, mettre dans un lieu réservé les *species*, non pas des drogues, en général, mais des « drogues particulières et spéciales » (1), toxiques ou non. Ils bénéficieront du privilège exclusif de ces ventes, et, à ce titre, seront dénommés plus tard « pharmacopoles ». Ce seront, en définitive, ceux que la loi reconnaîtra sous le vocable exclusif de « pharmacien ».

De l'ensemble de ces considérations, nous pouvons retenir l'existence d'une corporation d'apothicaires à Per-

(1) « Semblablement, l'apothicaire nommait ses drogues *species*, non pas « des drogues en général, mais des drogues particulières et spéciales. Fait « significatif à l'époque contemporaine, l'italien nomme l'apothicaire : *speciale* ». (LITTRÉ, vol. 1, p. 1458-1459).

pignan (1), capitale du Roussillon. Nous avons démontré comment, et par suite de quelles nécessités pratiques, ils furent, dès l'origine, agrégés aux *speciayres*, sinon confondus avec eux. Si nous les retrouvons encore unis à eux, même après que leur autonomie corporative se fut largement opérée (2), c'est précisément au regard du caractère de cette profession où la pratique manuelle s'interpénètre avec « l'art ».

Dualité dont la persistance ne permit jamais une délimitation exacte et définitive de sa position commerciale ou libérale, mais qui motiva, par son caractère essentiel d'utilité publique, son organisation en « type constitué », dès le xiv^e siècle, qui a été celui de l'expansion et de la prospérité de la corporation catalane (3).

Si nous rapprochons, dans leur esprit, les actes consulaires de 1322 et de 1330, qui consacrent le principe de la « corporation ouverte » permettant l'exercice de toute profession selon l'habitude ou le goût de chacun, avec le mandement de Philippe d'Aragon de 1360 qui a classé les métiers en offices mécaniques et arts, il devient plus aisé de comprendre pourquoi cette classification devait être en quelque sorte complétée et vivifiée par l'acte de 1381 (4),

(1) Nous avons limité notre sujet à l'étude de la corporation des apothicaires à Perpignan, car c'est là seulement que nous avons trouvé des documents. De plus, sa position géographique, sa vie économique, son système politique donnaient à cette cité — seule ville importante de la province — une situation privilégiée. — Voir, à ce sujet, Pierre VIDAL, op. cit., p. 48, et Arch. dép., C 1052, *Etats de la situation des corps d'arts et métiers en Roussillon* : « Il n'y a que les villes de Thuir et de Prats-de-Mollo où les artisans « soient rassemblés en corps formant jurande ; à l'égard des autres villes, « il y en a peu qui en aient. » (1762).

(2) Ce fut seulement à la veille de la Révolution que les apothicaires, par un singulier retour des choses, se plaignent de la condition qui leur est faite par les épiciers. Par leur « recteur » Finat, ils demandent à leurs confrères de Paris dans quelles conditions ils ont pu obtenir l'édit de 1777 qui mettait fin à leur union avec ceux-ci. (M. BOUVET, op. cit., p. 285). L'édit royal du 25 avril 1777 n'intéressait, en effet, que les maîtres apothicaires de Paris.

(3) A. DRAPÉ, op. cit., p. 222 et suivantes.

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f^o 133. Etablit, pour la première fois, l'apprentissage obligatoire des « épiciers » dans un but d'utilité publique.

qui, pour la première fois, rendit l'*apprentissage obligatoire en ce qui concerne les apothicaires*.

Cet acte précise, en somme, que le caractère essentiel et permanent de la Corporation réside dans ce fait, qu'il fallait avant tout, savoir son métier pour l'exercer. Une telle règle, résultant normalement de la nature des choses autant que de la logique humaine, plaçait à la base du travail, les principes de la compétence de la technique et de la hiérarchie, que procurent la capacité et l'autorité du savoir.

Ce stade corporatif s'affirma par la réglementation particulière de 1381 qui se généralisa rapidement. Son apparition était en corrélation avec l'évolution sociale, économique et politique du milieu et du temps.

Aux groupements primitifs, où la libre admission à l'exercice du métier était seulement soumise au respect de quelques règles habituelles, succédèrent alors des « Communautés », ayant chacune leur organisation propre, mais dont la caractéristique commune à toutes, comportait la double formalité d'un apprentissage suivi d'un examen consacrant la capacité au titre de maître.

Le « corps » des apothicaires n'a pas échappé, dans son histoire, à cette orientation générale, avec, toutefois, une originalité qui lui est propre, parmi les autres corps de métiers en Roussillon. Il fut, vraisemblablement, le premier à s'être organisé en corps constitué présentant le type classique du système corporatif.

C'est ainsi que nous allons procéder à l'examen documentaire de l'apprentissage avec ses règles et son évolution particulières.

CHAPITRE II

L'APPRENTISSAGE

RÈGLES GÉNÉRALES.....	Pages 41 à 47
CONDITION DE L'APPRENTI.....	— 48 à 52
SA CULTURE.....	— 52 à 55
SA FORMATION TECHNIQUE.....	— 55 à 60

CHAPITRE II

L'APPRENTISSAGE

RÈGLES GÉNÉRALES

Au début, la Corporation était « ouverte » à tout individu voulant exercer la profession de *specier*, qu'il fût apothicaire ou épicier, car l'un supposait l'autre. Cependant, alors que les conditions d'admission à l'« office » continuèrent à ne présenter aucune difficulté pour les autres corporations, une ordonnance du 7 mai 1381 (1) établit, pour la première fois, l'*apprentissage obligatoire* des « épiciers », dans un but d'utilité publique.

Il convient de signaler l'importance de cette innovation, car, jusqu'alors, l'« apprentissage n'avait rien de « réglementaire; c'était, comme de nos jours, un contrat « purement privé, librement consenti entre le patron et le « débutant, et ne donnant aucun titre officiel ». (2).

Cette ordonnance du 7 mai 1381 s'exprime ainsi: « Tout « individu qui ouvrira une boutique d'épicerie dans la « ville de Perpignan, ou exercera la profession d'épicier, « devra dorénavant avoir pratiqué le métier pendant 5 ans « s'il n'est pas fils d'épicier; et, si cet individu a pratiqué « le métier hors de la ville, il devra exhiber un certificat « délivré là où il aura appris le dit métier et pendant com- « bien de temps il y aura été ».

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 133.

(2) FLORENT-SERRURIER, *Etude locale sur la forme primitive de la Corporation au Moyen-Age* (Le Devenir Social, décembre 1895, p. 812).

(3) « Tot hom que livara obrador del mester de la speciayria en la vila « de Perpinya, ho usara del dit mester, d'aysi avant haia star en lo dit

C'est donc l'obligation du « stage ». Cette première règle se précisa à mesure qu'apparaissait la notion de capacité. C'est ce qui se dégage du préambule même d'une nouvelle ordonnance du *18 juin 1439* (1), dans lequel les consuls estiment que les remèdes doivent être préparés par des personnes expertes et capables « pour le profit et l'utilité de la chose publique » (2). Le premier article de cette ordonnance fait connaître que celui qui voudra ouvrir une boutique d'*apothecaria* ou d'épicerie, à Perpignan, devra avoir travaillé chez un apothicaire ou un épicier pendant *6 ans* accomplis. Il devra fournir la preuve de cet apprentissage, soit par écrit authentique, soit à l'aide du témoignage de celui ou de ceux chez qui il aura travaillé pendant ce stage. Le postulant devra, en outre, sous la foi du serment, et en présence des consuls et des *sobreposats* (administrateurs) de l'office, déclarer qu'il a passé six ans chez des apothicaires et épiciers et donner le nom des apothicaires et épiciers qui l'auront employé (3).

Il existe une particularité intéressante dans les prescriptions de cette ordonnance. Elle vise celui qui voudra « user », non de l'« art d'apothicaire », mais de l'« office

« *mester V anys, si donc no era fill d'especiayre, et si es hom qui en lo dit mester havia stat fora la vila, ha mostra carta testimonial del lloch o llochs hon auria apres lo dit mester, in cant tems hi aura stat* ». (Arch. com. de Perpignan, BB7, f° 133).

(1) Arch. com. de Perpignan, BB7, f° 288, « *Ordinacio dels apothecaris e speciers*. » Nous avons parlé de la distinction qui est faite, dès cette époque, entre l'office de la *speciayria* et l'art de *apothecaria*.

(2) Id. « *Experts e be sufficients en lo offici e art de apothecaria... per profit et utilitat de la cosa publica* ».

(3) Id. « *Primarement que quaseun dasi avant, qui volra livar o parar obrador de apothecaria o speciaria, en la dita vila. que avans que aquell puga tenir o livar, haia et sia tengut haver stat et servit ab alcun apothecari o specier per spasi de seys anys complits... e mostrar per scriptura autentica o per testimoni de aquell o aquells ab loqual haura stat per lo dit temps... aytal qui volra tenir o parar obrador haia jurar en presentia dels honorables consols de la dita vila e dels sobreposats del dit offici haura stat et servit per lo dit temps de seys anys ab apotecaris e speciers nomenant los dits apothecaris et speciers ab qui haura stat* ».

d'« épicier ». Il devra simplement justifier de l'accomplissement des six années d'apprentissage sans avoir à subir l'examen (1) requis des seuls candidats apothicaires, en vue de justifier leur « aptitude » à la préparation de « bonnes médecines » nécessaires pour assurer la sauvegarde de la « santé et de la vie humaine. » (2).

C'est ce que précise une troisième ordonnance en date du 15 novembre 1485, qui, si elle se contente de rappeler les prescriptions précédentes en ce qui concerne l'apprentissage, accentue la distinction entre les candidats à la profession d'apothicaire et à celle d'épicier. Les premiers devront, obligatoirement, accomplir leur apprentissage chez des « apothicaires examinés » (3), ayant subi l'examen professionnel ; les seconds pourront se placer chez un apothicaire ou un épicier quelconque (4).

Dans une quatrième ordonnance, conservée dans les registres des *Ordinacions*, à la date du 7 novembre 1508, il n'est point question de la durée de l'apprentissage. Le législateur spécifie, toutefois, que les ordonnances antérieures demeurent toujours en vigueur, « sans dérogation de celles-ci », dit le texte (5).

*
* *

Le 28 avril 1520, un Privilège accordé par l'empereur Charles-Quint aux apothicaires de Perpignan (6) porta

(1) Arch. com. de Perpignan, BB7, f° 288 : « *Enles e declarat que si algun « ou alguns qui hauran stat per los dits VI anys en lo dit offici e volran solament usar de offici de speciayria, e no en res de apothecaria, que aytal « sens altra examinatio pus haura stat et servit per lo dit temps puga parar « e tenir son obrador de speciayria* ».

(2) Id., BB7, f° 378 : « *Zelants la salut e vida dels cossos humanos per miga « aptes apothecaris e de bones medecines* ».

(3) Id., BB7, f° 378 : « *E que haia stat per sis anys continuus ab alguns « apothecaris examinats* ».

(4) Id., BB7, f° 378 : « *Hagen stat los dits sis anys ab algun apothecari o « specier* ».

(5) Id., BB7, f° 424 : « *A instant a les ordinacions sobre dits speciers e « apothecaris fets e sens derogacio de aquelles* ».

(6) Ce document se trouve aux archives de la couronne d'Aragon, à Barce-

de six à huit ans la durée de l'apprentissage, savoir : six ans chez un ou plusieurs « apothicaires examinés » de la ville, et deux ans au dehors de Perpignan, toujours chez des maîtres « examinés » (1).

Ce dernier privilège, dont les règlements demeurèrent en vigueur jusqu'aux lois de germinal, peut, à juste titre, être considéré comme la « charte » constitutive de la profession (2).

lone. Nous avons pu en recevoir une copie photographique conforme grâce à l'amabilité de l'érudite archiviste catalan, M Martinez Ferrando. Ce document essentiel sera déposé par nos soins et enregistré aux Archives départementales. (Voir Bibliographie).

(1) Archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone. — (*Apothecarium ville Perpiniani*) : « ... daqui avant algun qui volra parar o tenir o abrir botiga « de apothecaria en la dita vila de Perpinya, no gos ni sie licit ni permes per « ho si dons primer no haura stat vuit anys en la dita art ab apothecari « examinat, o apothecaris examinats en la dita vila, co es a saber sis anys e « dos anys en qualsevol parl usant de dita art ab apothecaris examinats »,

Quelques faits historiques méritent d'être cités à titre d'illustration :
a) les *sobreposats* (administrateurs) du collège des apothicaires font connaître à Jean Mercer, qui, le 14 janvier 1657, demande à subir l'examen pour être admis dans le dit collège, qu'il doit justifier de huit ans de pratique (dont six à Perpignan) comme l'exigent les dispositions contenues dans l'article 6 du privilège concédé par l'empereur Charles-Quint : « ... donara primer infor- « matio de la practica per lo temps de vuyt anys, que disposa lo Real privi- « legi concedit a dit collegi per lo emperador Carlos-Quint en lo capitol « seys de aquell, volent y disposant que abans de esser admes ningun jove « apotecari en dit collegi haja de fer constar de sa practica, co es que « haze apracticat en casa de algun apothecari de la present vila per spay « de seys anys, y los dos anys en qualsevol altre part fora de Perpinya ab « algu apothecari examinat. . » (Arch. dép., Série E, Fonds des apothicaires (xvi^e et xvii^e siècles).

b) Le 23 octobre 1668, le Conseil des apothicaires rejette une demande semblable de Pierre Montoya, jove apothecari, de Perpignan, parce qu'il n'a pas huit ans de pratique. . « que qualsevol que vol passar en apothecari de « dit honrat colligi, dega haver practicat per lo spay de vuit anys en la art « pharmacopea. » (Arch. com. de Perpignan, BB 65, Liasses du Greffe (1660-1670).

c) Témoin, enfin, cette requête générale présentée par le Collège, le 13 janvier 1643, au Tribunal de la Royale Audience, afin d'empêcher d'exercer celui qui n'aura pas accompli ses huit années d'apprentissage : « Ninguna « persona puga parar ni obrir botiga de apothecaria en dita vila, que primer « no hagi estat vuyt ans en la dita art de apothecaria » (Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (1643).

(2) Une ordonnance postérieure du 14 juillet 1615 (Arch. dép., série E,

En effet; d'une part, elle déterminait définitivement la réglementation de l'apprentissage, dont les six premières années devaient obligatoirement être effectuées dans la ville même, alors que jusque-là le choix de la localité était demeuré libre; d'autre part, ces nouvelles dispositions — si avantageuses pour les apothicaires, puisqu'elles érigeaient en « collège » cet « art » — marquaient en fait leur scission d'avec les épiciers, qui, cependant, ne fut reconnue officiellement qu'en 1622 (1). Pour ces derniers, la durée d'apprentissage ne fut pas modifiée et demeura fixée à six ans (2).

Ainsi, le corps des apothicaires de la ville de Perpignan a eu l'insigne honneur d'exiger le premier, en 1381, l'apprentissage, qui ne fut de rigueur en Roussillon qu'un siècle plus tard, en 1493. A partir de cette date, « l'apprentissage devient obligatoire, et tous les métiers l'exigèrent « comme condition d'admission à la maîtrise » (3).

Il ressort des documents ainsi analysés que l'entrée dans la carrière des apothicaires s'entourait de garanties croissantes, exigées à mesure que la profession se spécialisait parallèlement aux progrès de la science médicale. La prolongation progressive de la durée du stage était le critère de cette évolution, dont la stricte observation des règlements en constituait la sauvegarde et la valeur.

*
* *

Cependant, des exceptions s'étaient affirmées, basées sur les principes de la tradition et de l'hérédité, en faveur des fils de maîtres; mais elles ne furent pas maintenues. Les privilèges à eux consentis par l'ordonnance de 1381,

Fonds des apothicaires) se contente de préciser des questions d'administration et de réglementation.

(1) Voir plus haut, p. 27.

(2) Cet apprentissage pouvait être effectué, indifféremment, chez des apothicaires ou des épiciers... « *pus haquen stat sis anys ab alguns apothecaris o speciers dins la dita villa de Perpinya* ».

(3) A. DRAPÉ, op. cit., p. 124.

qui les dispensait de l'apprentissage (1), et par la charte de 1439, qui n'exigeait d'eux que quatre ans de stage (2), furent abrogés par les règlements postérieurs.

Il faut reconnaître, en effet, que ces exemptions n'étaient plus en accord, ni avec les conditions d'âge (3) (24 ans accomplis), ni avec les garanties de capacité professionnelles exigées par l'évolution des temps dont nous venons d'indiquer les étapes ascendantes.

Et, si certaines dérogations furent parfois admises, c'était toujours sous l'empire de circonstances exceptionnelles.

En voici un exemple caractéristique : Par délibération en date du 20 avril 1637, le collège des apothicaires, en la personne de Michel Badie et Jacques Cadène, *sobreposats* (administrateurs), et de Bonaventure Roig, syndic (4), accorde une dispense en faveur de Jean Mercer, François Reig et Joseph Amada, qui n'avaient point accompli leurs huit années de pratique (5). Cette décision avait été motivée à la suite des calamités de la guerre (6) et, surtout,

(1) Arch. com. de Perpignan, BB7, f° 133. « .. Tot hom qui livara « obrador del mesler de la speciayria en la villa de Perpinya ho usara del dit « mesler, daysi avant haia star en lo dit mesler V anys, si donchs no era fill « d'especiayre ».

(2) Arch. com. de Perpignan, BB7, f° 288, « ... que los fills o frares de « speciers qui hauran stat ab llurs pares o pare, per temps de quatre anys. que « tals puguen parar e tenir obrador del dit offici.. » Le privilège s'étendait non seulement aux fils mais encore aux frères.

(3) Voir plus loin, en troisième partie, chap. 1^{er}, « Conditions générales de l'exercice de la Pharmacie »,

(4) Syndics. (Voir plus loin, en deuxième partie, chap. II, « Fonctions des *Sobreposats*).

(5) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (1637), « ... *Attento quod « non practicatis per tempus statutem in regiis privelegiis eidem collegio « et singuloribus illius concessis, cupientes et desirantes in eodem collegio « etiam vos admittere... dispensamus practicae vestrae dictorum. Mercer, « Reig et Amada... et valeatis examen subire in dicto collegio admite pro « ut eum presenti admittere promittimus ».*

(6) La ville de Perpignan fut conquise par les armées de Louis XIII, en 1643, après un siège rigoureux qui contraignit la population à la famine (Pierre VIDAL, op. cit.) (Arch. dép., série E. Fonds des apothicaires (1637) « ... *propter « belli et temporis calamitates ».*

d'épidémies (1), qui, ayant décimé la population, avaient réduit également à un très petit nombre les membres du collège des « pharmacopoles » (2).

Il est aussi curieux de constater qu'à la faveur de ces dérogations particulières certaines exemptions étaient *officiellement imposées*. En 1675, une ordonnance consulaire permit à Antoine Muixart de subir l'examen dont le collège s'obstinait à lui refuser l'autorisation, car le postulant, quoique ayant effectué neuf années d'apprentissage, n'avait pas « pratiqué » pendant six ans à Perpignan comme l'exigeaient les règlements. Les consuls, rappelant le précédent en faveur de Mercer, Reig et Amada, estiment à juste titre que Muixart doit bénéficier, lui aussi, d'une dispense; d'autant que les renseignements recueillis sur son compte sont excellents (3).

L'analyse des précédentes chartes nous ayant fixé les règles générales de l'apprentissage, recherchons quelle fut la condition de l'apprenti, ainsi que sa culture et sa formation technique.

(1) La peste, qui avait ravagé la ville aux ^{xiv^e}, ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles, reparut au ^{xviii^e} siècle. La période la plus violente fut celle constatée le 17 juillet 1631, qui dura jusqu'en février 1632: 4.500 personnes périrent (Pierre VIDAL, op. cit., p. 321-324). En vue d'enrayer et de combattre ce fléau, il existait au sein du Conseil Général de la commune une commission de douze membres, dite *dotzena del morbo* (douzaine des épidémies).

(2) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (1657). « ... *Quod ad presens collegium indiget pharmacopulis* ».

(3) Arch. com. de Perpignan, HH 18 (26 avril 1675), « ... *Vista la dispensacio de temps feu lo collegi de speciers co apothecaris en la persona de Joan Mercer, Francisco Reig, Joseph Amada, als quals fouch dispensat per dit collegi, encara que no agussen practicats per lo temps e statuit fossen admes y gaudir de las mateixas prerogatives, gaudian les qui se trobaran de dit collegi* ».

LA CONDITION DE L'APPRENTI

Les statuts de l'office étant muets sur la condition des apprentis, il nous faut interroger les contrats d'apprentissage pour être fixés sur ce point. Nous n'en avons trouvé aucune copie, soit dans le fonds de la Communauté, soit aux Archives municipales.

Nous avons dû dépouiller les registres des notaires (1), qui en contiennent les originaux. Nos recherches se sont étendues aux actes du ^{xvii}^e siècle et postérieurs à cette date, les registres antérieurs étant encore imparfaitement classés et non inventoriés. Nous n'avons pu ainsi remonter aux origines. Toutefois, la similitude des contrats nous permet de supposer, depuis le début, une teneur, si ce n'est une forme, inspirée par des conditions sensiblement identiques. L'analyse des différents documents ainsi découverts nous a permis de préciser les conditions générales relatives à l'instruction et à l'entretien matériel de l'apprenti, ainsi qu'au paiement des droits afférents au maître ou à la communauté.

En premier lieu, une remarque s'impose : les jeunes apprentis sont toujours assistés de leur père ou de son représentant légal, qui passent le contrat (**locavit**) avec le maître (2).

Les deux parties conviennent, d'abord, de la durée du stage, qui impliquait, jusqu'à son accomplissement, l'interdiction de quitter le maître pour aller s'employer ailleurs (3).

NOTA. — Tout au long des contrats, les apprentis sont dénommés indistinctement *joven apothecari* ou *jove apothecari* (jeune apothicaire), ou même tout simplement *joven*.

(1) Arch. dép., série E, Registre des notaires.

(2) Etude d'Antoine COLOM, Plechs, n° 3484, année 1675. « *Joseph Azamar, « filii sui etatis 19 annorum locavit cum magnifico Francisco Terme medicini « doctore et pharmacopule* ». (Contrat Azamar-Terme).

(3) *Id.*, Contrat Azamar-Terme, « *per tempus et spatium trium annorum* ».

Etude Honoré ALBAFULLA. Plechs, année 1710, « le dit sieur Dautaner « Jean, pour le temps et l'espace de deux années et demy à commencer

Si l'apprenti passait outre (1), ses parents ou son représentant légal devaient le faire revenir « pourvu qu'il « soit dans la province du Roussillon », sinon le maître pouvait prendre « un garçon pour travailler à sa place, « afin de finir le temps du dit apprentissage » aux frais et dépens de l'apprenti et de ses parents (2).

*
* *

Le maître s'engage ensuite à initier son élève de la meilleure manière qu'il lui sera possible (3). Il lui dispensera toute la science qu'il possède du mieux que « Notre-Seigneur » le lui permettra (4) ; en échange, il exigera de lui des garanties de moralité, de la conscience et de la probité dans le travail (5). Point de manquement à l'accomplissement de sa tâche, point de fraude dans la préparation des remèdes. Le père demeure, d'ailleurs, responsable des « fraudes » ou « fautes » causés au préjudice du maître (6) qui, tout en donnant l'instruction professionnelle, veillait également à l'éducation morale de son apprenti (7).

« ce jourd'huy, en avant a mis comme de présent, met Michel Dautaner, son « frère, en la maison et boutique du dit Joseph Delpont ».

Etude de Joseph Estrève, Plechs, années 1668-1690. Contrat entre Martin Fiva et Michel Font (12 octobre 1690), « *No sera licit ne permes al dit Fiva « anarse de la casa o botiga de dit Font per treballar en altre part* ».

(1) Arch. dép., série E. Contrat Dautaner-Delpont. « Si dit Michel Dautaner s'en allait pour travailler ailleurs ou pour faire le bagabon (*sic*) ». (Etude Honoré Albafulla, Plechs, année 1710).

(2) *Id.* Contrat Dautaner-Delpont (1710). (Etude Honoré Albafulla).

(3) *Id.* Contrat Dautaner-Delpont (1710).

(4) Contrat Azamar-Terme. « *Y aixi be en ensenyar li le dit art de apo- « thecari sebra y com millor Nostre Senyor esperera.* » (1675). (Etude Antoine Colom).

(5) *Id.*, Contrat Azamar-Terme. « *Item ab pacte... y quant lo dit Joseph « Azamar son fils, fraudes o faltas en casa o botiga de dit Sr Terme durant « dit temps (lo que nos creu), lo dit Jean Azamar conven y promet pagar alio « que se li fara constar lo dit son fill haver fallat o fraudat* ». (1675).

(6) Contrat Dautaner-Delpont... l'apprenti servira le maître « en toutes « choses licites et honnêtes. » (1710). (Etude Ronoré Albafulla).

(7) *Id.* Contrat Dautaner-Delpont (1710).

Il pourvoyait, en outre, à son entretien matériel « bien et honnestement » comme un père de famille. Il fournissait gratuitement le blanchissage (1), le logement et la nourriture (2), « tant s'il est en bonne santé que malade » (3). Toutefois, s'il lui doit le nécessaire, il ne prend point à sa charge les frais de nourriture spéciale, ni les visites des médecins et chirurgiens (4). Si l'élève tombe malade chez son patron qui l'héberge et pourvoit à son état pendant toute la durée de la maladie, il devra fournir, à l'expiration du contrat, deux journées de travail pour une de maladie, et, s'il est soigné ailleurs, à ses frais, il ne sera redevable que d'une journée de travail par jour de maladie (5).

En contre-partie, l'apprenti dédommageait en espèces le maître, des enseignements et de la nourriture qu'il lui donnait.

Les contrats sont formels à ce sujet. Le montant de cette redevance variait selon la durée de l'apprentissage et selon l'époque (6); son paiement était effectué en un seul ou

(1) Etude Joseph ESTÈVE, Plechs, année 1701. Contrat entre Monserat Clavarias et Bonaventure Roig, « toutes les fois qu'en sa maison se fera de la « lessive ou *vogada* (du catalan *bugada*) en faire mettre toutes les chemises (*sic*) et linge... faire blanchir chemises et mouchoirs du dit Clavarias « (*sic*) sans que se doive payer aucune chose. » (1701).

(2) Contrat Azamar-Terme, « ... *prestar les aliments nécessaires de menjar « y beurer, tant solament sany com malalt.* » (1675). (Etude Antoine Colomb).

(3) Contrat Dautaner-Delpont, « ... à la réserve de poulailles (*sic*) et « visites de médecins et de chirurgiens. » (1710). (Etude Honoré Albafulla).

(4) Contrat Azamar-Terme, « ... *item ab pacte que durant dit temps per « quiscum die de fallas, que dit Joseph Azamar fora de la casa y botiga del « dit Terme. refara die per die. y malalléjant en casa dos dies per hu.* » (1675) (Etude Antoine Co'om).

(5) Contrat Dautaner-Delpont, « ... rendra deux jours pour un de ceux « aura esté malade, et au cas fasse sa maladie ailleurs à ses frais et dépens, « n'en rende que jour par jour de ceux aura été malade. » (1710.) (Etude Honoré Albafulla).

(6) Arch. dép., série E, Registres des Notaires: a) Contrat Azamar-Terme (1675). « Le docteur Terme prendra une somme de six doublons d'or. » (Etude Antoine Colom).

b) Contrat Fiva-Font (1690). « Martin Fiva paiera à Michel Font dix doublons d'or à raison de 11 livres et 2 sous par doublon. » (Etude Joseph Estève).

c) Contrat Clavarias-Roig (1701). « Douze louis d'or à raison de 12 francs « par louis. » (Etude Joseph Estève).

d) Contrat Dautaner-Delpont (1710). « Neuf pistoles et demy à raison « douze livres monnaie de France, la pièce. » (Etude Honoré Albafulla).

plusieurs versements (1). Une sanction était prévue contre celui qui contreviendrait aux clauses du contrat au profit de celui qui l'aura respecté et de l'autorité judiciaire qui aura reçu la dénonciation (2). En outre, l'apprenti payait quelque chose au collège d'« apothicaires-épiciers » de cette ville « pour raison du dit apprentissage », « à peine de tiers et obligations de ses biens » (3), car, par le fait même de son contrat professionnel, il était déjà intégré à la Communauté. Cette redevance était versée à la « Confrérie du glorieux Saint-Michel », patron du Collège (4).

L'ordonnance du 16 juillet 1615, qui l'avait créée et imposée, en fixait le montant à un « réal », exigé pour chaque solennité du Saint (5).

Dans tous les textes cités, la précision avec laquelle sont énumérées les clauses du contrat d'apprentissage nous prouve, une fois de plus, l'importance capitale que les gens du Moyen-Age, et aussi ceux des temps plus proches, attachaient à l'acte notarié nécessaire, selon eux, pour la bonne exécution de l'accord intervenu. Le contrat verbal n'était point de mise alors.

*
* *

Cette documentation nous demontre que l'apprenti devait trouver chez son maître, en même temps qu'une

(1) Contrat Azamar-Terme (1675). « Le maître sera payé en 3 fois, à « raison de deux doublons d'or et par an, à l'échéance du 22 avril (*dos quiseun any als 22 avril*). » (Etude Antoine Colom).

(2) Contrat Delpont-Dautaner (1710). « Sous la peine de six cents livres « de la dite monnaye de France... en faveur, savoir des deux parties de « l'acquiesçant et le restant partie à la cour où la peine se trouvera dénoncée. » (Etude Honoré Albafullà).

(3) Contrat Azamar-Terme, (1675) (Etude Antoine Colom).

(4) Voir plus loin : Confrérie, deuxième partie, chap. III.

(5) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. « *Que desta hora en avant... los jovens que practican dintra la present vila, un real per qui- « scuna festivitât.* » L'ordonnance du 15 novembre 1485 (Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 344), prescrit le paiement de *lo quo es acostumat* à la *Confraria del glorios San Miquel* pour les apprentis désirant s'installer comme épicier et non comme apothicaire. On ne peut donc considérer cette redevance non comme une taxe d'apprentissage, mais bien comme un droit d'entrée dans la profession.

complète éducation professionnelle, la surveillance d'un autre père ; grâce à la simplicité des mœurs de la petite bourgeoisie — la partie la plus saine de la nation — il faisait vraiment partie de la famille ; il en partageait la vie, les plaisirs et les peines.

La religion exerçait d'ailleurs sur les âmes une emprise qui ne saurait être méconnue, le sentiment de la confraternité religieuse adoucissant les rapports du maître avec les apprentis. Tous font partie de la confrérie (1) qui s'adresse à l'homme et au chrétien, comme la corporation au citoyen et à l'artisan. Elle a son cierge, comme le corps de métier a sa bannière. Au nom de la religion qui avait affranchi et réhabilité le travail, elle tendait à faire de tous ses membres une seule famille, unie par la foi, sous le patronage d'un Saint.

Il nous reste à examiner quelle était la culture de l'apprenti, sa formation technique et l'ensemble des conditions morales et civiques exigées avant de parvenir à l'examen de la maîtrise.

LA CULTURE DE L'APPRENTI

Quelle était la culture générale du jeune homme qui se destinait à l'étude de l'art pharmaceutique ?

Au Moyen-Age, il pouvait fréquenter les écoles particulières qui enseignaient la philosophie, la logique et la grammaire (2), ou suivre, à l'Université (*Estudi General*), les cours de la Faculté de philosophie qui devait « donner l'instruction à tous » (3). Mais, antérieurement, à

(1) Voir p. 51, note 4.

(2) Pierre VIDAL, *Perpignan* (Paris, Welter, 1897, p. 174).

(3) Abbé TORREILLES, *L'Université de Perpignan des origines à 1789*, dans le *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, 33^e vol, année 1892, p. 273 à 344. L'Université de Perpignan, fondée le 20 mars 1439, par Pierre IV d'Aragon, avait quatre facultés dans son sein : la Faculté de théologie était la première avec ses quatre professeurs et un grand nombre de docteurs séculiers et réguliers ; la Faculté de droit venait

ces créations, les monastères « devaient garder probablement le monopole » de l'enseignement (1). Peu à peu, on passa de la « pratique » à la connaissance des données professionnelles et, plus tard, le futur apprenti put faire des études classiques au Collège des Jésuites, qui, après une série de luttes avec l'Université, conserva le monopole de l'enseignement secondaire (2) (1663).

Quand le « jeune apothicaire » établissait son contrat d'apprentissage, il ne manquait pas de fournir la preuve de sa scolarité. Ainsi, Martin Fiva présente un certificat, délivré par le préfet des études du collège des Jésuites, qui atteste que cet élève a suffisamment appris le latin pour être à même « d'exercer l'art de la pharmacie » (3). Ceci ne doit point étonner, car toute la pharmacopée, ainsi que

ensuite avec ses cinq professeurs; puis, la Faculté de médecine et, enfin, la Faculté de philosophie devenue, en 1759, Faculté des arts. L'édit du 31 mars 1759, changeant le doctorat en philosophie en maîtrise ès-arts, réduisit à deux les années d'études et les rendit obligatoires pour les aspirants au doctorat en médecine, ainsi que pour les chirurgiens. Ces derniers, érigés jusqu'alors en collège, à l'instar des autres corps d'arts et métiers, eurent désormais accès à l'Université. Les trois premières facultés constituaient l'enseignement supérieur; la Faculté de philosophie ou des arts constituait précisément l'enseignement secondaire. Mais l'instruction conférée, dit Pierre Vidal (op. cit., p. 174), n'était « ni bien étendue, ni bien profonde.

(1) a) Pierre VIDAL, op. cit, p. 152.

b) TORREILLES et DESPLANQUE, *L'Enseignement élémentaire en Roussillon depuis ses origines jusqu'au commencement du XIX^e siècle*, dans le numéro de janvier 1896 du *Devenir Social* : « L'école était peu fréquentée, on y passait « pour prendre une profession lettrée : le sacerdoce, le droit, la médecine, la « pharmacie. »

(2) Les Jésuites fondèrent à Perpignan, au début du XVII^e siècle, un établissement scolaire qui prit le nom de Collège Saint-Laurent. Le collège fut confié au clergé séculier, en 1762, après l'expulsion des Jésuites; il fut démoli en 1794. « Cet établissement, dit Pierre Vidal (op. cit., p. 400) devait être effectivement l'un des meilleurs moyens de francisation des Perpignonnais. »

(3) Arch. dép., série E, Registres des notaires. Etude ESTÈVE, Plechs, année 1690. « *Ego, infrascriptus praelectus scholarum collegii Perpinianensis omnibus quorum interiiit fidem facio Martinum Fiva sufficientis linguam latinam collere ad exercendum pharmacopolae artem. (Datum Perpiniani, 12-x-1690, P. Alexander Arnaud, prof. Schol. Coll. Perp. Société Jésus.* »

les prescriptions médicales étaient rédigées en latin, et, en outre, les interrogations lors de l'examen se faisaient dans cette langue, comme nous le verrons plus loin.

*
* *

Après l'annexion française (Traité de la Bidassoa, 7 novembre 1659), des écoles royales furent créées par les consuls, sur l'ordre de Louis XIV (1). Elles étaient chargées, principalement, d'apprendre la langue française dont la connaissance était requise pour l'admission « aux collèges de notaires, procureurs, chirurgiens, *apothicaires* ». (2).

Nanti de ses « humanités », le jeune apprenti ne pouvait, toutefois, accéder à l'enseignement supérieur conféré par la Faculté de médecine, et ceci, non point à cause du côté commercial de la profession d'apothicaire, mais simplement parce que les matières les intéressant n'y étaient point professées. En effet, « la botanique n'avait jamais été cultivée et enseignée à Perpignan » (3). Ce ne fut que le 31 mars 1759 (4) qu'eut lieu l'institution d'une cinquième chaire de médecine affectée en particulier à cet enseignement. En même temps, fut créé un Jardin des plantes dirigé par le même professeur (5).

Mais ces nouveaux cours ne s'adressaient toujours

(1) Pierre VIDAL, *op. cit.*, p. 407).

(2) *Arrêt du Conseil souverain du Roussillon*, 1682 (Arch. dép., C., 1291. — Mais la diffusion du français se fit avec lenteur; aussi l'arrêt précité échoua-t-il, et il fallut un nouvel édit royal (mai 1700) pour exiger son emploi dans les actes publics. « A partir du 1^{er} mai 1700, les notaires rédigent leurs actes « en français. » (Abbé TORREILLES. *La diffusion du français après l'annexion dans le Bulletin de Société agricole, scientifique et littéraire*), 55^e vol, année 1914, p. 379.

Malgré ces prescriptions royales, l'emploi de la langue catalane persista au point que les délibérations municipales continuèrent d'être écrites, jusqu'à la Révolution, en catalan

(3) Pierre VIDAL, *op. cit.*, p. 402.

(4) Article 8 de l'ordonnance du roi du 7 septembre 1759 portant règlement pour l'Université de Perpignan. (Arch. com. de Perpignan, BB, 104).

(5) Pierre VIDAL, *op. cit.*, p. 402. Par manque de professeur spécialisé, cette chaire ne fut définitivement établie qu'en 1765.

qu'aux étudiants en médecine. Les candidats à la profession de pharmacien n'entrèrent à la Faculté qu'en 1786, à la faveur d'un édit royal du mois de juin de la même année, qui établissait « une sixième chaire de professeur de médecine qui sera expressément affectée à la chimie ». Ce cours devant être suivi pendant deux ans par les « élèves « en médecine, chirurgie ou pharmacie » (1).

On était déjà à la veille de la Révolution.

François Carrère a très bien résumé cette situation dans les lignes suivantes : « Perpignan n'a point d'école « pour les Arts. Il y a une communauté de chirurgiens et « d'apothicaires, mais ce ne sont que de simples *jurandes*. « Les élèves en chirurgie sont reçus seulement dans les « écoles d'anatomie et de chirurgie de la Faculté de « médecine. Les élèves en pharmacie trouvent une ressource « dans l'établissement qu'on vient de faire d'une chaire et « d'un cours de chimie » (2).

Ecarté de la faculté, l'apprenti ne devait compter que sur les enseignements de son maître. Quelle était donc sa formation technique à la suite de cette instruction professionnelle ?

LA FORMATION TECHNIQUE DE L'APPRENTI

Il est probable qu'à l'origine l'enseignement donné par le maître, fidèle conservateur des principes traditionnels, devait être essentiellement « pratique ». Par la suite, avec la spécialisation de la profession, liée au développement des sciences physico-chimiques, cet enseignement,

(1) Arch. dép., C, 1307 : « Edit du Roy portant création d'une chaire de chimie dans l'Université de Perpignan, du mois de juin 1786 ».

(2) François CARRÈRE, *Voyage pittoresque de la France* (province du Roussillon), année 1788, p. 35. — Quelle que puisse être l'autorité de cet auteur, nous estimons que le terme de « jurande » a dû être employé par lui en application d'une désignation courante dans l'étude de la corporation française en général. Or, la corporation catalane s'est développée *sponte sua* et toutes nos recherches ne sont jamais parvenues à trouver une telle désignation ou son équivalent, en ce qui concerne le Roussillon.

par l'ensemble des connaissances exigées, devint plus « théorique ». A la manipulation empirique succéda une « méthode », fruit de la culture scientifique.

Il nous serait difficile de préciser l'étendue et la nature de cette instruction devant la rareté des documents antérieurs au xvii^e siècle (1), si, Pierre Vidal, dans son *Histoire de la ville de Perpignan* (2), ne nous avait donné de précieux renseignements sur une boutique d'apothicaire au xiv^e siècle.

Nous y trouvons des indications sur les drogues végétales, bases essentielles de toute médication : le *fonoll* et l'*anis* (3), les *porcellanes* et le *capell de veneris* (4), la *rahiu de tormentilla* et le *senet* (5) ; quelques espèces exotiques : la *gingibra*, le *sandol vermell picat* et les *mirobolans sechs menuts* (6) ; ainsi que des produits d'origine animale : le *corayll vermeyll* ou la *bayna de cervi cremada* (7).

Quant à la manipulation, dont la perfection semblait résider dans la préparation des *sucre rosat*, *confitures*, *laytuaris*, *exarops*, *olis*, *unguents*, *empasts*, *totes altres coses compostes axi de mel cuant de sucre* (8) ou des *pilloles*, *oppiats* et des célèbres *confectionnes* (9) telles la *triacha de quator rebus* ou le *metridat* (10) ; l'analyse des formules mentionnées (11) nous laisse supposer la

(1) Les diverses chartes déjà citées nous donnent seulement la liste des diverses préparations galéniques trouvées chez les apothicaires. (Voir les notes 8 et 9).

(2) Pierre VIDAL, op. cit., p. 392.

(3) Fenouil et anis.

(4) Pourpier et capillaire.

(5) Racine de tormentille et séné.

(6) Gingembre, santal vermeil concassé, myrobolans petits et secs.

(7) Corail vermeil et corne de cerf brûlée.

(8) Sucre rosat, confitures, électuaires, sirops, huiles, onguents, emplâtres, autres mellites ou sirops. (Charte du 7 mai 1381 (Arch. com. de Perpignan, BB 7 f° 133).

(9) Pilules, opiat, confections. (Charte du 13 juin 1439 (Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 288).

(10) Thériaque de quatre produits, thériaque de Mithridate.

(11) Pierre VIDAL, op. cit., p. 392.

connaissance d'une technique certaine complétée et perfectionnée par l'étude des « manuels » d'Arnaud, de Nicolas et de Jean Mesuae (1).

Cependant, ce n'est qu'à partir du ^{xvii}^e siècle que nous voyons s'épanouir cette technique, mûrie lentement dans les siècles précédents, en accord avec les progrès scientifiques.

Au perfectionnement et à la complexité des manipulations, devait répondre un matériel (*hayna del serbeix*) varié et précis que l'apprenti trouvait dans la *botiga* de son maître dénommé souvent « pharmacopole » (2).

Des balansas grans, un trabutxat (3) et leur *série de pesos de bronzo, de ferro y de llauto* (4) voisinent avec une grande variété de *mortiers de fusta*, de *pedra*, de *bronzo*, de *couïre* (5) avec leur *ma de morter* (6) correspondants et leurs accessoires : *spatulas*, *ramanadors* (7), tamis aux fils de *seda* ou de *pel* (8).

Voici des *alamnicks de vidre* ou de *plom* (9) avec

(1) Arch. com. de Perpignan, BB7, f° 296. — Un bref additif, en date du 18 juillet 1466, à la Charte du 13 juin 1439, précise, qu'avant de subir l'examen professionnel, tout apothicaire devait prouver la connaissance de trois auteurs : Arnaud, Nicolas et Jean Mesuae, *tres libres, co est l'Arnau e Nicolai e Johannes Mesues*.

(2) Nous avons trouvé tous les détails qui suivent dans les registres des notaires (Arch. dép.)

a) « *Inventari de la botiga de apothecaria de Joan Noguer el I Septembre 1660* ». Etude Joséph Costa. Plechs, année 1660, n° 5 469.

b) « *Memorial de las mercaderias o drogas o medicaments simplas y compostas que son en la botiga del senyor Theodor Malé apothecari de la vila de Perpignan, vui als 12 de agost 1694* ». Etude Estève, année 1694. Plechs, n° 486,

c) « *Inventari de la botiga d'apothecari de Francisci Sauva pharmaco-pole en vila de Coqliure dies prima aprilis 1699* ». Etude Albafula, année 1699. Plechs, n° 199.

(3) Balances et trébuchet.

(4) Poids en bronze, fer, laiton.

(5) Mortiers en bois, pierre, bronze, cuivre.

(6) Pilon.

(7) Spatules plates et creuses.

(8) Tamis en soie ou crin.

(9) Alambics en verre ou plomb.

leur *capitell* et leur *refrigeram de aram* (1), des *bassines* à sirop de couïre o de llauto (2); un *format de ferro* (3) pour la cuisson et des *coladors de llana o de tela* pour la filtration (4); une *gavinet* de fer *tauletas* avec sa *post de noguer* (5), une *prensa ab dos planxas de ferro* (6).

Les médicaments sont conservés dans tout un assortiment de récipients (*vexells*) : *pots*, *capsas* (7) *poms de oli*, *gerras de pisa* (8) ou *ollas de terra* (9) pour les *grexius* (10), *ampolles* (11) nues ou *vestidas de paille* (12) bouchées même à l'*hémeri* à destination des *aygues fortes* (13).

L'initiation du jeune apothicaire se complétait par l'étude des drogues aussi nombreuses que variées. La *quina picada* la *canyella* (14), le *café*, la *nimfa* et l'*opiy* (15) exotiques voisinaient avec les *clavells* (16), l'*arthémise*, l'*herbe de la donzella* et la *torongina* indigènes (17).

Le prodigieux développement des sciences naturelles et de la chimie apporta sa contribution sous l'espèce d'un monde de *minerals* où le *verdet*, la *flor de sophra*, le *suplimat*, l'*argent viu*, l'*arcenich grog* (18) rejoignaient le *lapis saphiro* (19), les *esmeraldas* (20) déjà usitées et

(1) Chapiteau et réfrigérant en étain.

(2) Bassines en cuivre ou laiton.

(3) Fourneau en fer.

(4) Chausses de laine ou de toile.

(5) Emporte-pièce pour faire les tablettes et la planchette en noyer.

(6) Une presse avec deux planches en fer.

(7) Pots, boîtes.

(8) Vases pour les huiles, jarres de Pise.

(9) Vases ronds en terre.

(10) Corps gras.

(11) Flacons en verre.

(12) » revêtus de paille.

(13) » à l'émeri, à destination des acides.

(14) Quinquina concassé, cannelle.

(15) Café, nénuphar, opium.

(16) Clous de girofle.

(17) Armoise, pervenche, fleur d'oranger

(18) Verdet, fleur de soufre, sublimé, mercure, arsenic jaune.

(19) Saphir.

(20) Emeraudes.

les *alcantaridas*, *apopanaix*, *dragan*, *sanch de drago* et *benjoi* (1) également connus.

Familiarisé avec ces diverses drogues, dont le maître devait lui faire connaître, outre leurs caractère, leur nom, leur origine et la manière de les conserver, l'apprenti pouvait alors commencer à pratiquer *lo art de apothecaria*, cette synthèse d'opérations complexes d'*axarops*, *unguents*, *confections*, *pindolas* (2) où brillait la *thriaca magna* (3) reflet de toute la science et la technique galénique.

L'enseignement oral et pratique de maître était complété par certains *llibres de formacio* traitant, les uns de *lapidibus*, les autres de *plantas y animals y minerals* (4), par la *pharmacopolo régale galénique et chimique* (5), par le *dispensarium Nicolai* (6) et le *scriptus Mesuae* (7) véritable *Codex* rédigé en latin — antérieur à la pharmacopée catalane d'Allos (8) — contenant, avec l'étude des simples, leur description et leurs propriétés, les *canones universales* très détaillés sur les diverses manipulations galéniques, telles la préparation des eaux distillées (9), l'extraction des sucres végétaux (10), l'obtention des poudres

(1) Cantharides, opopanax, gomme adragante, sang-dragon, benjoin.

(2) Sirops, onguents, confections (électuaires), pilules.

(3) Grande thériaque.

(4) Les livres de formation traitant, les uns « des pierres », les autres des « plantes, animaux et minéraux ».

(5) Pharmacopée royale galénique et chimique.

(6) *Dispensarium Nicolai Praepositi ad aromatarios* (1584). (Bibliothèque de Perpignan, F. 100).

Thomas PLATTER, dans le récit de ses voyages, nous dit qu'il vit, à Barcelone, « les apothicaires seuls autorisés à vendre les *dispensatoria* » (livres où sont consignés les remèdes). Il remarque aussi qu'à Perpignan « les pharmaciens ont de belles officines et suivent le *dispensarium* imprimé à « Barcelone. » (23 janvier 1599). PLATTER (Thomas) le Jeune « Félix et Thomas PLATTER à Montpellier » ; Montpellier, Camille COULET (1842).

(7) Joannes Mesuae *damasceui medica clarissimi opera* (1602). (Bibliothèque de Perpignan, F. 563).

(8) *Allos Pharmacopea cathalana*. *Barcinonae* (1686). (Bibliothèque de Perpignan. F. 532).

(9) *Ayguas redistillatas*, de *cascalls vermells* (pavots rouges), de *maïluxas* (fraises), etc.

(10) *Suchs* de *llimonas* (citrons), de *codoyns* (coings), de *regalissa* (régisse), etc.

simples ou composées végétales et animales (1), la fabrication des huiles composées (2), des sirops simples et composés (3), des oxymels (4), des farines (5), des conserves (6) et même des extraits (7).

Le même ouvrage renferme aussi le précieux *antidotarium Nicolai*, recueil de toutes les célèbres formules transmises depuis les temps les plus reculés. Citons entre autres l'*emplastrum diachylon magna* (8), l'*unguentum populeon* (9), les *pindolas ante et post cibum* (10) ou *sine quibus esse nolo* (11); enfin les complexes *trochiscos de Gallia Moscata* ou de *Minio* (12) et les célèbres *confections* : *Benedicta laxativa* (13), *Mithridat* et l'universelle *thriaca magna* (14).

La simple énumération de ces nombreuses et diverses préparations, toutes effectuées à l'officine, nous permet de concevoir combien étaient indispensables les cinq, six et enfin huit années d'apprentissage imposées au *jove apothecari*, qui, son instruction terminée et une fois acquises toutes ces connaissances, allait tenter d'accéder à l'examen de maîtrise.

(1) *Polves simples y compostos de aromatich rosat* (de roses aromatiques) *pro lasitudino* (contre la lassitude), etc., p. 96.

(2) *Olis de amellas dolcas* (amandes douces), de *cuchs* (de vers), etc., p. 181-182).

(3) *Azarops de papaveri rubri* (pavot rouge), de *diachodion* (diacode), p. 132, etc.

(4) Page 144.

(5) *Modus faciendi amyllum ex hordeo*, p. 247, livre II.

(6) Page 68: *Conservas de viola* (conserves de violette), etc.

(7) Page 71: *Extret de torongina* (extrait de fleur d'oranger), etc.

(8) NICOLAS, p. 177.

(9) » p. 190.

(10) » p. 183.

(11) » p. 183, *Pilules de longue vie*.

(12) Trochisques de mouche ou d'oxyde de plomb (p. 152, NICOLAS).

(13) Page 167, NICOLAS.

(14) NICOLAS, p. 178 à 185 : *Electuaires de Mithridate et la grande thériaque*.

CHAPITRE III

LE COMPAGNONNAGE

Son existence non établie, en Roussillon, dans la corporation
des « speciaires-apothecaris » comme dans les autres
corps d'arts et métiers. Preuves diverses. Pages 63 à 70

CHAPITRE III

LE COMPAGNONNAGE

« Avant d'être admis à faire ses preuves pour obtenir « la maîtrise, dans l'état des apothicaires, comme dans les « autres états organisés, l'aspirant était obligé de justifier « de deux stages successifs : l'apprentissage et le compa- « gnonnage. Le premier était une initiation ; le second, « un perfectionnement. Pour les apothicaires, l'apprentis- « sage, d'une durée variable suivant les localités, était, en « général, fort long. A Montpellier, on exigeait sept ans, « à la fin du xvi^e siècle ; on se contenta de trois ans à dater « de 1731. Régulé par un contrat notarié, ce premier stage « s'accomplissait d'habitude chez le même maître.

« D'une durée aussi longue, le compagnonnage se « faisait, au contraire, successivement chez plusieurs maî- « tres et le plus souvent dans des lieux différents. » (1).

Tels étaient, d'après l'étude de M. Irissou, les caractéristiques du compagnonnage des apothicaires du Languedoc et du Rouergue immatriculés à Montpellier de 1574 à 1736.

Les conditions formulées par cet auteur sont conformes à l'idée générale de la corporation dite « classique », telle qu'elle était constituée dans notre vieille France.

Elles répondent également à l'étymologie. Littré donne du compagnonnage cette double définition : 1^o « temps « pendant lequel un compagnon devait travailler chez un « maître après son apprentissage » ; 2^o « association entre « compagnons ». (2).

(1) Louis IRISSE, *Les Compagnons apothicaires originaires du Languedoc et du Rouergue immatriculés à Montpellier de 1574 à 1736* (*Revue d'histoire de la Pharmacie*), juin 1939, 40^e vol., p. 62.

(2) *Dictionnaire de la langue française*, tome I, p. 694.

Nous ne considérerons point cette deuxième énonciation qui correspond à un état de fait tout différent. Nous retiendrons que *deux conditions* étaient nécessaires pour être qualifié compagnon : avoir été apprenti et, après ce stage, en pratiquer un second de durée variable chez divers maîtres et en divers lieux.

Alors, le compagnon pouvait prétendre parvenir à la maîtrise. Sa situation corporative était celle d'un intermédiaire, d'une sorte d'aspirant entre l'apprenti et le maître, car il n'était ni l'un ni l'autre.

Un tel état de fait a-t-il existé en Roussillon, notamment chez les apothicaires? Nos recherches nous autorisent à répondre négativement et à en fournir les preuves.

La fidélité aux documents demeure la base de la découverte de la vérité historique. Dans son étude d'ensemble de l'histoire des corporations en Roussillon sous l'ancien régime (1), M. Drapé a pu se prononcer contre l'existence du compagnonnage dans cette province. « Cela est certain, » écrit-il, d'après tous les documents des *xvi^e*, *xvii^e* et *xviii^e* siècles, on n'exige qu'une condition primordiale « pour prétendre à la maîtrise : le certificat authentique « d'apprentissage. . . Jamais il n'est question d'un temps « de stage autre que celui de l'apprentissage. »

Les analyses documentaires auxquelles nous avons procédé, en ce qui concerne les *speciayres-apothecaris*, nous confirment dans cette opinion.

En effet, les chartes, les privilèges ou les constitutions réglementaires corporatives établissent d'une manière constante, à travers la période de plusieurs siècles, que l'accession à la maîtrise était *uniquement subordonnée* à l'accomplissement préalable de l'apprentissage dans des conditions déterminées et consacrées par le temps.

Ce stage, de durée variable, réduit pour les fils de maîtres, augmenté pour ceux qui avaient pu aller au dehors de la province, après des vérifications dont nous

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 125 et suivantes.

avons décrit les phases, était suivi d'un examen, c'est-à-dire d'épreuves destinées à justifier des aptitudes professionnelles antérieures acquises.

Celles-ci étaient, pour ainsi dire, appuyées par des garanties d'ordre civique et moral, exigées par la dignité du métier, par le souci de la santé publique et celui du bien commun, inséparable de celui de la chose publique.

Réunissons quelques actes chronologiques démonstratifs.

D'abord sous la domination espagnole : l'ordonnance de 1381 a rendu obligatoire l'apprentissage ; celle de 1439 en a augmenté la durée. Les chartes de 1485 et de 1508 ont confirmé les prescriptions antérieures et sont concordantes à ce sujet : nul ne peut exercer la profession en qualité de maître, s'il n'a accompli son apprentissage dans les formes voulues et s'il n'a ensuite été examiné.

Le Privilège de Charles-Quint du 28 avril 1520, qui concerne spécialement les apothicaires, pourrait, selon une analyse superficielle porter à croire à une institution analogue à celle du compagnonnage, au sens classique, si l'on ne considérait que l'imposition de six années de stage obligatoire à Perpignan et de deux années passées hors de la ville, n'était qu'une simple modalité pour déterminer les lieux où devait s'effectuer l'apprentissage, lieux dont le libre choix avait été toléré jusqu'alors.

Ce Privilège est resté en vigueur, sous la domination française, et a régi la corporation des apothicaires roussillonnais jusqu'à la révolution de 1789.

Ainsi donc, en l'absence de documents ou d'une réglementation contraires (1), nous pouvons tenir pour exact et historiquement vérifié, que pendant le cours des siècles, dans la corporation des apothicaires en Roussillon, *il n'a jamais été question de compagnonnage.*

(1) LANCLOIS et SEIGNOBOS, op. cit., p. 2 et 43... « Car rien ne supplée « aux documents : pas de documents, pas d'histoire .. Les documents sont « les traces qu'ont laissé les pensées et les actes des hommes. »

Mais, d'autres preuves aussi directes nous confirment dans cette affirmation. Il est, en effet, particulièrement notable de constater que dans aucun des nombreux textes d'archives consultés, nous n'ayons jamais trouvé trace du vocable « compagnon ».

Cependant le terme « compagnon » existe parfaitement dans les langues catalane, française ou latine, successivement employées dans les divers actes de la vie corporative. S'il n'a pas été employé c'est que l'institution correspondante n'existait pas : c'est une déduction logique.

En dehors des vocables d'apprenti et de maître, les contrats d'apprentissage font mention du qualificatif de « jove apothecari » ou de « jove » pour désigner l'apprenti (1), qui est désigné après l'occupation française sous la dénomination de « garçon apothicaire » (2). La charte de 1439 cite le « massip » (3), qui, par son sens étymologique, désigne clairement le manipulateur, le le préparateur comme l'on dit de nos jours.

Il y a là, dans ces termes, une sérieuse présomption de l'inexistence du compagnon comme auxiliaire, employé ou intermédiaire entre l'apprenti et le maître.

M. Drapé cite un document, daté de 1602 (4), dans lequel certains auxiliaires des corporations sont désignés sous le nom de *baylets* (ou valets). Or, en France, l'apprenti est également désigné, parfois, sous le nom de « valet » (5). Ce terme, conservé et appliqué en Roussillon, à celui qui connaît le métier sans avoir accédé à la maîtrise porte à croire qu'il n'occupe pas dans la communauté une situation égale ou supérieure à celle de l'apprenti. En effet, « ils se trouvaient dans une assez grande dépendance « vis-à-vis des maîtres (6) et cette condition inférieure cer-

(1) Voir plus haut, p. 48, nota.

(2) Voir plus loin, chap. iv. L'examen, considérations générales.

(3) Du latin : *mancipium* (de *manus* et *capere*).

(4) A. DRAPÉ, op. cit., p. 125 et suivantes.

(5) Martin SAINT-LÉON, *Histoire des corporations de métiers* (Paris, Presses universitaires de France (1941), p. 75)

(6) A. DRAPÉ, op. cit., p. 125 et suivantes.

« taine (1) serait peu en harmonie avec la collaboration professionnelle qu'apportait le compagnon » (2).

Puisqu'on ne trouve nulle part la mention d'une semblable fonction, c'est qu'elle n'existait donc pas en Roussillon.

* *

Une nouvelle preuve positive nous en est fournie par les règlements coporatifs des apothicaires roussillonnais.

Dans le cas de décès du maître, on accordait à sa veuve ou à ses enfants (jusqu'à leur majorité) l'autorisation de continuer le même négoce, avec l'aide d'une sorte de gérant temporaire qui devait obligatoirement être diplômé (3).

C'est ainsi que l'ordonnance du 13 juin 1439 (4) autorise la gérance des officines laissées vacantes par décès du maître, à « *algun specier o massip que fos examinat en la dita art de apothecaria.* » (5).

La charte du 28 avril 1520 (6) est plus précise; elle impose « *un mestre algun que fos examinat.* »

Les deux textes sont formels : le remplacement ne peut être effectué que par des membres de la corporation *examinats*, c'est-à-dire dont la compétence était ainsi garantie.

De plus, dans les requêtes formulées aux *sobreposats* par les candidats à l'examen de maîtrise (7), ceux-ci ne mentionnent d'autre qualité que celle d'apprenti.

* *

D'autres objections restent à examiner. Nous opposerons-t-on que notre affirmation n'a pu être vérifiée complètement

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 125 et suivantes.

(2) Compagnon (*cum panis*) : celui qui mange le même pain. Caractère intime et commun du travail, unissant patron et ouvrier dans une même entreprise.

(3) Voir plus bas, notes 4 et 6.

(4) Arch. com. de Perpignan, BB7, f° 287 et 288.

(5) Massip (du latin : *mancipium*), voir p. 29.

(6) Archives de la couronne d'Aragon. Barcelone.

(7) Voir plus loin, chapitre IV. L'examen, considérations générales.

et n'a pas une valeur définitive, parce que nous n'avons pas épuisé la recherche et la totalité des documents, classés ou non, ensevelis dans les archives publiques ou privées ?

Sans doute, une telle recherche est demeurée impossible pour nous ; nos moyens et notre sincérité nous font un devoir de le reconnaître. Notre but est infiniment plus modeste et limité, dans le cadre d'une monographie.

Si l'on ne peut isoler la partie du tout, il demeure toutefois incontestable que les textes réglementaires qui se sont succédés pendant plusieurs siècles, ont, en quelque sorte, la valeur d'un témoignage constant et probant.

Nous objectera-t-on, d'autre part, que le Roussillon ayant été soumis, jusqu'à l'annexion française, à la législation du royaume d'Aragon et de Majorque, il eût été nécessaire de dépouiller les archives de la « Couronne d'Aragon » ?

Cet argument n'a pas plus de portée que le précédent ; il n'est que spécieux. En effet, les réglementations que la couronne d'Aragon édictaient pour notre province n'étaient pas nécessairement les mêmes que celles de la Catalogne espagnole. Il n'est pas douteux que cette domination a tenu compte du particularisme local et provincial. Toutes les chartes successives font le rappel des privilèges anciens (*fueros*), en demandant la confirmation et souvent l'extension. Les affinités locales, l'évolution des mœurs ou des constitutions étaient respectées par un pouvoir souverain préoccupé de la stabilité de l'organisation des forces corporatives, qui lui servaient de point d'appui et de contre-poids vis-à-vis des puissances rivales ou seigneuriales du dedans et du dehors (1).

(1) A. DRAPÉ, p. 33 : « Les princes de Catalogne savaient, en outre, que « toute force violente de compression se serait infailliblement brisée contre « les sentiments de fière indépendance des Corporations ».

Et n'est-il pas intéressant de constater comme nouvelle preuve confirmative, que, même après le rattachement du Roussillon à la France et malgré le désir constant d'unification recherché par la royauté, aucun des textes, pourtant nombreux de cette époque, ne mentionne pareille institution du compagnonnage (1).

En somme, l'absence de compagnons dans la corporation des apothicaires roussillonnais n'avait rien d'illlogique. L'exercice personnel de la profession ne justifiait pas leur présence dans l'officine et le maître trouvait, pour le seconder parmi ses apprentis, une main-d'œuvre suffisante que l'on peut considérer comme qualifiée en raison même de la durée du stage.

Cependant, il n'était pas interdit d'avoir recours à d'autres auxiliaires sans qualité, *baylets* ou *massips*, appelés au fonctionnement du travail corporatif selon les circonstances et l'importance de l'officine.

Nos conclusions sur les divers points de la question posée restent conformes à celles de nos devanciers. Elles sont aussi étayées par les documents rappelés et analysés par nos soins, dont le contenu précis et objectif répond aux exigences de la méthode et de la vérité historiques, en même temps qu'aux appréciations des divers auteurs, relatives à l'originalité, à l'esprit particulier et à la variété d'organisation qui animait les institutions catalanes sous l'ancien régime.

(1) Ajoutons que, dans son étude si documentée sur *Les Compagnons apothicaires du Languedoc et du Rouergue immatriculés à Montpellier de 1574 à 1736*, M. IRISOU n'a relevé aucun nom de compagnons-apothicaires roussillonnais inscrits durant cette période sur les registres-matricule.

CHAPITRE IV

DE L'APPRENTISSAGE A LA MAITRISE

CONDITIONS REQUISES DE L'APPRENTI.	Page 73
LE CERTIFICAT D'APPRENTISSAGE.....	Pages 74 à 79
L'INFORMATION DE « VITA ET MORIBUS »	— 80 à 84
L'EXAMEN DE MAITRISE. — CONSIDÉRA- TIONS GÉNÉRALES.....	— 85 à 90
L'EXAMEN SECRET.....	— 90 à 95
L'EXAMEN PUBLIC.....	— 95 à 99
EXAMENS IRRÉGULIERS ET EXCEPTION- NELS	— 100 à 105
LES DROITS D'EXAMEN.....	— 105 à 108

CHAPITRE IV

DE L'APPRENTISSAGE A LA MAITRISE

CONDITIONS REQUISES DE L'APPRENTI

Sous le régime corporatif ancien, la qualité de « maître » consacrait la supériorité reconnue dans l'habilité pratique et le savoir professionnel. La « maîtrise » était ainsi la résultante normale d'un apprentissage obligatoire, et le témoignage public et officiel de la capacité du candidat, dont en même temps, elle reconnaissait la valeur morale autant que la compétence scientifique ou manuelle, propre à l'exercice de la profession.

Diverses formalités étaient requises, qui concouraient toutes au maintien des institutions établies par la coutume, les usages et les règles du métier ou statuts corporatifs.

La justification de l'apprentissage, complétée par une enquête simultanée sur la religion, la vie, les mœurs du postulant et de ses parents, devait nécessairement précéder l'examen dont les difficultés progressives étaient le corollaire de l'accroissement d'instruction demandée.

Après l'admission à la communauté, venait la réception par devant les consuls, au cours de laquelle l'impétrant prêtait le serment professionnel.

Ainsi officiellement investi et après le paiement des droits, le nouveau maître pouvait désormais ouvrir boutique et bénéficier des avantages de la profession.

Tel était le processus normal de l'admission à la maîtrise dont nous allons suivre les diverses formes et les modalités dans la corporation des apothicaires.

LE CERTIFICAT D'APPRENTISSAGE

La justification de l'apprentissage était fournie primitivement par simple témoignage oral ou déposition écrite ; plus tard, avec la réglementation de la profession, par la production d'un acte notarié attestant l'authenticité de l'accomplissement du stage prescrit.

La charte de 1381 qui l'avait institué, précise que, quiconque voudra exercer le métier de *speciayre* devra fournir les preuves de son apprentissage par la présentation d'une *carta testimonial* (1) faisant connaître le ou les divers endroits où il aura appris le dit métier. Ceci pour celui qui aura « pratiqué » « hors de la ville ».

Un simple témoignage était suffisant pour celui qui l'aura effectué dans la ville même.

L'ordonnance de 1439 est encore plus explicite ; pour être apothicaire ou épicier, le candidat devra montrer un certificat ou faire appel au témoignage de ses maîtres de stage. En outre, en présence des consuls et des *sobreposats* de l'office, il devra indiquer, sous la foi du serment, le nom des localités où il aura accompli ses six années d'apprentissage ainsi que le nom des « apothicaires » et « épiciers » qui l'auront employé (2).

Les ordonnances postérieures corroborent les instructions précédentes (3).

(1) Arch. com. de Perpignan. BB 7, f° 133. « *Haia star fora la dita vila ha « mostrar carta testimonial del lloch o llochs hon aura apres lo dit mester ».*

(2) Id., BB 7, f° 288. « *.. et daço tal mostrar per scriptura authentica, o « per testimoni de aquell o aquell ab lo qual haura stat per lo dit temps... « e encara aylal qui volra tenir o parar obrador haia jurar en presencia dels « honorables consols de la dita vila y dels sobreposats del dit offici, haia stot « e servit per lo dit temps de seys anys ab apothecaris e speciers nomenant los « dits apothecaris e speciers ab qui haura stat ».*

(3) a) Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone. « *Apothecariorum ville « Perpinyani... e certifficar als sobreposats autenticament que lavors se tro- « baran de dita art apothecaris ».* (Charte du 28 avril 1520).

b) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (xvi^e et xvii^e siècles). Requête de Jean Maurer (1657), pièce déjà citée. « *... donara primer infor- « macio de la practica que disposa lo Real Privilegi concedit a dit collegi per « lo imperador Carlos-Quint en lo capitol seys de aquell, volent y disposant « que abans de ser admes ningun jove apothecari a dit collegi haja de fer « constar de sa practica... ».*

Voici un exemple démonstratif :

Le 20 septembre 1536, à l'Hôtel de Ville, Jacques Mas fait appel au témoignage de deux personnes pour prouver qu'il a fait son apprentissage et, partant, qu'il a les capacités nécessaires pour subir l'examen de maître.

Jean Pla, « marchand de la ville de Perpignan », déclare, sous la foi du serment, devant le premier consul (1) qu'il « connaît très bien » Jacques Mas qui a fait son apprentissage chez Michel Folcro, apothicaire, pendant cinq ou six ans. Il l'a vu à l'œuvre et le « tient pour habile dans son art ». Il sait aussi que Jacques Mas a été placé chez un épicier à Valence pendant un an ou deux, parce que son fils est parti dans cette ville avec le dit Mas (2).

Gérard Fornols, « mégissier de Perpignan » (3) affirme, à son tour, qu'il voit Jacques Mas travailler chez Michel Folcro depuis sept ou huit ans, et qu'il y est encore. Il le tient pour « bien habile dans son art », car il le connaît très bien (4).

Postérieurement à cette date, nous n'avons plus trouvé trace de ces diverses dispositions devant les consuls. Il est probable que, dès 1615, à la suite de la création du commissaire enquêteur (5) et pour en garantir son authen-

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 27, Registres de Totis (1530-1546), f° 56.
« *Johannes Pla, mercator ville Perpiniani qui juravit in posse magnifici consulis primi* ».

(2) Id. « *Et dixit que ell lo coneix molt be y que sab molt be que ha stat y sta ab Miquel Folcro apothecari y ha stat ab dit Folcro cinq o six anys y asso sab ell per que ha vist y ell lo ten abil en son art...* » E aixi mateix sab « *ell que ha stat en Valencia un o dos anys ab spatier (sic) y asso sab perquant son fill de ell sen ana ab dit Mas en Valencia* ».

(3) Id., f° 57. « *Geraldus Fornols aluderius perpinianensis* ».

(4) « *Et dixit que ha set o vuyt anys que ell ha vist star dit Mas ab Folcro specier, specier usant lo art de apothecari, y que encara vuy lo veu star ab dit Folcro y que ell lo te per ben abil en son art y asso sab perque coneix molt be* ».

(5) Arch. dép., Fonds des apothicaires (Ordonnance du 14 juillet 1615).
« *... aja a donar plena prova de son llinatge y de altres coses contingudes en dit privilegi (Privilège de Charles-Quint) ordenam que dassi en avant semblans proves aja de fer un apothecari collegial de la present vila nominal per la major part de dit collegi* ».

ticité, le « testimonial » devient un acte notarié rapportant les déclarations des anciens maîtres, des voisins ou des camarades de l'apprenti ainsi que celles des clients, qui, à la requête du jeune apothicaire (1) font tous leur déposition sous la foi du serment religieux (2).

L'analyse des deux documents suivants suffira à établir les formes, désormais employées pour faire constater l'apprentissage :

I. *Preuves de l'apprentissage de Pierre Mir* (15 mai 1659) (3) :

Par devant Maître Antoine Colom, notaire et secrétaire du collège des apothicaires, la veuve de Joseph Guiot, apothicaire, certifie que le jeune Mir a dirigé l'affaire que lui a laissé son mari à l'entière satisfaction des clients et des médecins ou chirurgiens chargés de l'inspection des boutiques (4). De même, les « honorables Antoine Busquet et Gaspard Riu » (5) confirment que le « jeune Mir » a fait son apprentissage dans la boutique de la veuve Guiot, depuis le 1^{er} mars 1657 jusqu'à ce jour; il est ponctuel et consciencieux dans son travail, et les clients sont contents de ses préparations (6).

II. *Testimonial de François Muixart* (28 mai 1675) (7) :

(1) Arch. dép., Fonds des apothicaires (15 mai 1659). « *Ad petitione et requisitione Patri Mir juvenis pharmacopolae* ».

(2) Id. « *Medico juramenti quod prestiterunt ad Dominum Deum et ejus sancta quatuor evangelia* ».

(3) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires : « *Preuves de l'apprentissage de Pierre Mir.* » (15 mai 1659).

(4) Id. « *Regint governant la botiga sua ab tota satisfactio, tant de las personas prenen las medecinas en sa botiga com dels magnífichs doctors en medicina y honorables chirurgians visitan en la present vila.* »

(5) Id. « *Honorable Antoni Busquets y Gaspar Riú habitant dins dita vila y la senyora Lluïsa Guiot viuda deixada del honorable Joseph Guiot (quondam) apothecari collegiat.* ».

(6) Id. « *Apracticant en dita botiga de la art de apothecari yr eginta quella ab tota satisfactio, y aco, del primer del mes de mars de 1656 fins vuy die present... ab tota punctualitat y satisfactio aportantse sempre be y llealment y donant sempre entera satisfactio a las personas venian en dita botiga a comprar medecinas.* ».

(7) Arch. com. de Perpignan, HH 18. « *Testimonial, co attestatio de la practica de Francisco Muixart.* ».

Par devant le même notaire, sur la demande de François Muixart (1) sont réunies différentes personnes (2). Le maître apothicaire Emmanuel Vernet atteste la présence de son apprenti chez lui depuis le 29 juillet 1674 jusqu'à ce jour. Il ne manque pas de déclarer que ce dernier a effectué son stage avec fruit et conscience, à son entière satisfaction (3).

Le témoignage des voisins ou des camarades rapporte fidèlement une même opinion favorable. Joseph Battle et Louis Candia se souviennent de l'arrivée de François Muixart à Perpignan au mois d'août 1672; il était placé chez M. Pierre-François Gasch où ils l'ont « vu » faire son apprentissage jusqu'au mois de juillet 1674. Ils étaient et sont encore voisins de la « maison et boutique » du dit Gasch, aujourd'hui décédé, qui ne tarissait pas d'éloges sur son élève (4). Cosme Manegat, très lié (5) avec François Muixart, relate ses premières années d'apprentissage à Puigcerda, chez M. François Piguilhem, de 1663 à 1666, qui en était très content. François Lleonet fut le camarade de Muixart à Barcelone en 1667 et il peut assurer que son maître (6), Thomas Pasqual, en était également satisfait.

Voici enfin le témoignage des clients qui appuie et corrobore les précédentes déclarations.

(1) Arch. com. HH 18. « *Ad instanciam Francisci Muixart* ».

(2) Id. « *Emmanuel Vernet et Dominicus Vernet pharmacopoli collegiati; Franciscus Lleonet aromatarius, magistri Josephus Battla ligni faber, Ludovicus Candia sutor, Cosme Manegat estipendarius suae majestatis christianissimae, reverendus Petrus Roger presbiter et rector loci de Estavar terrae ceritaniae et magnificus Narcissus Labarta medicini doctor* ».

(3) Id. « *Lo dit Emmanuel Vernet attestant que dit Francisco Muixart a practicat en sa casa botiga y companya lo dit art de apothecari dels del die de vint y nou del mes de juliol proxim passat fins vuy die present, be y llealment a tota satisfaccio sua* ».

(4) Id. « *Apracticant sempre y habitant en dita casa y botiga de dit Gasch a tota satisfaccio de aquell, tant per ser estats y ser encara de present vehins de la casa y botiga de dit Gasch* ».

(5) Id. « *Molt familiar tant de dit Piguillem com de dit Francisco Muixart* ».

(6) Id. « *... dexta al dit Muixart en « casa y botiga de dit Pasqual, lo que diu saber per que dit spay de temps « lo tractava molt sovint y eran familiars* ».

Le révérend Pierre Roger a eu recours en 1666 aux bons offices de François Piguillem, apothicaire : c'est François Muixart qui a préparé les remèdes (1). De même Pierre Labarta, docteur en médecine, a vu ce dernier chez Thomas Pasqual, chez qui il allait chercher des médicaments pour ses propriétaires, lorsqu'il faisait ses études à Barcelone (2).

La diversité de tous ces témoignages était justifiée par l'importance de ce certificat véritable *curriculum vitae* du candidat et condition essentielle pour son admission à subir l'examen. Ce certificat attestant la réalité de la « pratique » de l'apprentissage était, comme nous l'avons vu, remis aux *sobreposats* (3). Son contrôle s'en trouvait facilité par la déposition officielle, devant les consuls et les *sobreposats*, des témoins accompagnés par le « jeune apothicaire ».

Cette formalité fut supprimée avec la création du *commissaire enquêteur* (4).

C'est ainsi que le même François Muixart demande aux *sobreposats* de désigner des commissaires pour reconnaître le bien fondé des preuves de son apprentissage (5). De même François Venessi et François Reig, jeunes apprentis désirant subir l'examen de maître, demandent aux administrateurs du collège de désigner un ou deux apothicaires collégiés en qualité de commissaires afin de leur remettre leur *testimonial* (6).

(1) Arch. com. HH 18. « En dit any 1666 ell attestant se exaropa y purga, « y los axarops y purga se li feren en casa del dit Francesch Piguillem apothecari y lostreballa lo dit Francisco Muixart ».

(2) Id. « A la botiga delqual anava ell a cercar las medecinas gastavan « los amos ab qui ell habitava ».

(3) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 287. « ... primarement ho haia dit « et denunciât als sobreposats »,

(4) Voir plus haut, p. 75, note 5.

(5) Arch. com. de Perpignan, HH 18. Délibération du collège des *apothicaires-especiers* (31 mars 1675) : « Ordinam procehir a la justificatio del testimonial nomenant comissaris per la justificatio de dit testimonial ».

(6) Arch. dép., série E, Registre des notaires : Etude Colom et Companyo, n° 3.483 (Plechs, année 1657). Requête de François Venessi et François Reig : « Offerint donar informatio de vita moribus et practica han fete de « dila art, fer nominatio de un o dos apothecaris collegiats de dit collégi per « comissaris per rebre llur testimonial ».

Ces commissaires, généralement au nombre de deux (1) étaient désignés par voie de tirage au sort (2). Ainsi le 17 février 1698, Pierre Blat et Hyacinthe Sabater sont « extraits » pour vérifier le testimonial de Jérôme Mercer *jove apothecari* (3). Leur rôle consistait à étudier le dossier du candidat et à le soumettre ensuite à l'approbation du collège.

Jaloux de ses prérogatives, celui-ci n'acceptait que les témoignages fournis par des maîtres apothicaires *collégiés* de la ville de Perpignan. Dans une délibération du 18 septembre 1721, l'office ne prend pas en considération les attestations produites par les jeunes candidats Vernet, Fiva, Taix et Razouls parce qu'elles émanent de médecins, apothicaires-majors et chirurgiens-majors des hôpitaux (4).

Ces mêmes commissaires étaient chargés d'une seconde mission plus importante : ils devaient faire une enquête sur la « religion », « la bonne vie et mœurs » du candidat : c'était l'information dite *de vita et moribus* (5).

(1) Voir plus loin, p. 81.

(2) Cette opération s'appelait l'*extraction* ; voir plus loin. Deuxième partie. Nomination des sobreposats.

(3) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. Délibération du collège en date du 17 février 1698. « *Y son estats extrets en comissaris, dits Père Blat « y Hyacinto Sabater* ».

(4) Arch. dép., série E, Registre des notaires. Etude Albafulla (Plechs, année 1721), f° 522. Délibération du collège des *apothicaires-especiers* du 18 septembre 1721 : « Certificats des médecins, apothicaires-major et chirurgiens-major des hôpitaux pour ne avoir aucun droit et ne être point faits par des « maîtres apothicaires collégiés du présent collège, et contraire aux statuts et « privilèges du dit collège approuvant seulement ceux qui ont été faits par des « maîtres apothicaires du dit collège ».

La création de ces nouvelles fonctions d'apothicaire-major était toute récente. Un arrêt du 23 mars 1686 (le Roussillon était rattaché à la France) décrétait que les apothicaires et chirurgiens qui auront servi en qualité de major ou d'aide-major dans les places fortes, pendant une durée de 4 ans, seront admis dans leurs corps respectifs, en payant seulement la moitié des droits d'examen pour exercer leur fonction dans la ville, mais ne les exemptait pas de l'examen d'aptitude. Cet édit fut prorogé de 4 ans par décret du 28/xii/1691. Arch. dép., série C. 1051. La décision du collège des apothicaires, si elle était conforme à la tradition et à l'esprit corporatif, était contraire aux décisions de l'autorité royale. (Voir plus haut, p. 17).

(5) Voir p. 78, note 6.

L'INFORMATION DE « VITA et MORIBUS »

D'après l'ordonnance du 14 juillet 1615, cet acte qui devait devenir, plus tard, une enquête sur la vie et les mœurs de l'apprenti et de ses parents, aurait été institué par l'empereur Charles-Quint dans son privilège du 15 avril 1520, dont le chapitre VI précise que le candidat à la maîtrise devait donner les preuves de sa parenté (*donar plena prova de son llinatge*) (1) c'est-à-dire faire connaître qu'il était le fils légitime de gens honnêtes et sérieux.

Nous avons vainement recherché ces dispositions spéciales dans la copie du privilège que nous possédons, toutefois, 16 ans plus tard nous en trouvons l'application. Le 11 septembre 1536, les administrateurs du corps des apothicaires, invités par les consuls, à faire « l'examen des mœurs » (*lo examen de moribus*) de Jacques Mas, se recusent, et leurs collègues requis agissent de même (2). Le lendemain, ils donnent les motifs de leur attitude : en vertu de « us et coutumes, des privilèges et ordonnances », disent-ils, nul ne peut être apothicaire s'il n'est issu d'un « mariage légitime », or, Jacques Mas est un enfant bâtard (3). Leur art ne saurait être pratiqué par un tel sujet « car il est très délicat et la vie de chaque personne est entre les mains des apothicaires (4) ».

(1) Arch. dép., série F, Fonds des apothicaires (xvi^e, xvii^e siècles). Ordonnance du 14 juillet 1615 : « Item perquant ab réal privilègi concedit a dit « collegi per lo emperador Carlos-Quint de gloriosa memoria, en lo capitol « seys, statucra y ordona que qualsevol qui voldra examinarse de dita art en « la present vila, aja a donar plena prova de son llinatge ».

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 27, Registre de Totis (1530-1546), f^o 55 : « Diuhen què no sta puells... ham invitat los altres apothecaris de dita vila, « per fer dit examen, y dits apothecaris firen deparer que nos devie fer ».

(3) Id. « Tenen los us, y practica y privilegis y ordonacions, que ningun « que no sia fill de llegitim matrimoni no sie admes en llur art de apothecaris... y que dit Mas no es fill llegitim matrimoni ans es bastart ».

(4) Id. « Com dit art sia molt delicat y la vida de qualsevol persona, « stigue en ma de « apothecaris ».

D'autre part, cela porterait atteinte à la profession qui tomberait en décadence (1); cependant Jean Salro et Michel Folcro reconnaissent que le jeune Mas est d'une conduite irréprochable et que d'ailleurs, d'autres bâtards ont exercé la profession d'apothicaire (2).

Enfin, le 20 septembre, les consuls ordonnent de procéder à l'examen *de moribus* de Jacques Mas. Les deux témoins qui ont fourni les preuves de son apprentissage viennent, à nouveau, déposer sur sa bonne moralité. Jean Pla déclare qu'il est célibataire et de mœurs irréprochables (3). Gérard Fornols corrobore les mêmes dires (4).

Cette enquête sur la moralité du candidat était confiée à un commissaire enquêteur (5) (ordonnance du 14 juillet 1615), dont le nombre par la suite fut porté à deux (6).

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 27, Registre de Totis (1530-1546). f° 55. « *Per llur art que no vage en ruyña* ».

(2) Id. « *Et dicti Salro et Folcro que dit Mas es de bones practiques... que en llur art ja y ha hagut altres bastarts* ».

(3) Id. « *Lo te per fedri de bones practiques y persone ben morigerat* ».

(4) Id. « *Lo te per fedri de bones practiques y ben morigerat* ». (Le terme catalan *fedri* ou *fadri* s'applique seulement à un jeune homme célibataire; lorsqu'il s'agit d'un jeune homme, en général, on le désigne par le mot *minyó* ou *jove*).

(5) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. Ordonnance du 14 juillet 1615, art. 6. « *Orderam que d'asi en avant semblant proves aja de fer un apothecari collegiat de la present vi'a, nomenat pert la major part de dit collegi* ».

(6) a) Arch. dép., série E, Registre des notaires. Etude Honoré Albafulla (Plechs, année 1710, 18 décembre). Délibération du collège des *apothicaires-especiers*, f° 350. « Pour satisfaire Isidore Muixart demandant qu'il lui fut nommé deux commissaires pour assister à l'information qu'il devait faire recevoir de sa bonne vie et mœurs », le collège désigne Pierre Blad et Jérôme Mercer ;

b) Id. Etude Albafulla-Guitart (Plechs, année 1721, 14 août). Délibération du collège des *apothicaires-especiers*. A la requête des « jeunes » Vernet, Taix, Fiva et Razouls sont désignés : Joseph Coderc et Joseph Montoya pour Fiva, Michel Font et Joseph Vernet pour Razouls, Gaudérique Tixador et Raphaël Blad pour Vernet, Pierre Blad et Joseph Racord pour Taix ;

c) Id. Etude Albafulla-Guitart. Délibération du collège des *apothicaires-especiers*, f° 281 (22 juin 1726). Isidore Muixart et Raphaël Blad sont désignés pour recevoir l'information de Joseph Montoya; Joseph Racord et François Vernet pour celle de Joseph Coderc.

Désignés par la majorité des membres du collège (1), ils avaient un rôle simplement d'information et recevaient pour cela une indemnité : le candidat payait six *réaux* par jour pendant toute la durée de l'enquête, si elle était effectuée à Perpignan ; le tarif était d'un *ducat* si elle était conduite hors de la ville (2).

*
* *

Leur mission, avons-nous dit, était uniquement *d'information*, ou plus exactement de représentation du collège, aux différentes formalités de l'enquête dont nous allons étudier le processus.

Comme le certificat d'apprentissage, l'information de « bonne vie et mœurs » constituait un acte officiel enregistré devant la cour royale du « bayle » par le notaire de cette juridiction (3).

A cet effet, et en premier lieu, le candidat à la maîtrise adressait, suivant une formule conventionnelle (4) une requête au « batlle » pour lui représenter que son admission au collège des apothicaires n'était possible qu'après la réception *de vita moribus et natalibus* (5).

(1) Voir p. 81, note 6.

(2) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. Ordonnance du 24 juillet 1615. « Y si ditas provas se aurán a fer fora de la present vila lo examinant « aja a pagar a dit apothecari un ducat per cada dia que anira y vendra « y fara ditas provas, e si aura a fer dintra la present vila pagara al dit, sis » reals per cada dia se farán ditas provas ».

(3) a) Arch. com. de Perpignan, HH 18 (1675 . Dossier Muixart. « *Informatio de vita moribus en la cort real ordinaria del molt magnífich batlle « de Perpinya rebuda instant mosen Francisco Muixart jove apothecari de là « present vila, als 24 avril 1675* ». Le batlle ou bayle, officier de justice nommé par le roi, était un juge ordinaire ayant pouvoir de connaître et de décider des causes sommaires. Jusqu'en 1392, les ordonnances consulaires eurent besoin de son intervention pour être homologuées ;

b) Arch. dép., série E, Registres des notaires. Etude Albafulla. (Plechs, année 1726, f° 282). Une délibération du collège des *apothicaires* et *especiers*, du 23 juin 1726, nous apprend que Joseph Montoya a fait recevoir son information de ses « Vie et Mœurs » par devant le juge de la cour du baillage de « ditte ville ».

(4) Arch. dép., série E, Registres des notaires. Etude Colom et Companyo. (Plechs), n° 3.453. Requête de François Venessi et François Reig (17 avril 1657) et la *Supplication* de Joseph Amada (20 avril 1657).

(5) a) Arch. com. de Perpignan, HH 18 (1675). Dossier Muixart. « *Per « posser esser hi admes se necessile rebre informatio de vita moribus et nata-*

Simultanément le postulant demandait aux *sobrepo-*
sats du collège la nomination de un ou deux apothicaires
pour assister à cette information (1), car leur présence était
indispensable. En effet, par délibération du 18 septembre
1721, le collège rejette l'information de bonne vie et mœurs
des jeunes Vernet, Taix, Fiva et Razouls, parce qu'elle
« n'a pas été reçue par devant les sieurs commissaires
nommés par dit collège (2) ».

Cette information était le recueil de la déposition de
différentes personnes venant témoigner de la catholicité et
de la bonne moralité du candidat et de ses parents. La
question religieuse était primordiale, elle dominait tout.
C'est ainsi qu'introduits par un *sarjant* (huissier) (3), Louis
Candia, cordonnier ; Pierre Bardina, tailleur ; et Cosme
Manegat, fonctionnaire, déclarent que les parents de
François Muixart sont « de bons chrétiens, apostoliques et
romains » qui agissent comme tels. Ils obéissent aux com-
mandements de l'Eglise et pratiquent les Sacrements ; ils
sont très pieux et n'ont jamais eu maille à partie avec le
tribunal de l'inquisition (4), ni appartenu à une secte com-

« *libus co es com dit Francisco Muixart es de bon nom, vida y fama christia
« y fill illegitim y natural de Francesch Muixart y Anna conjugues, y que dits
« sos pares y progenits sont nats y son bons christians* ».

(1) a) Arch. dép., série E. Registre des notaires Etude Colom et Com-
panyo (Plechs, année 1657), n° 3.453. « *Offerint donar informatio de vita moribus
« e practica han feta de dita art, fer nominatio d'un o dos apothecaris collé-
« giats de dit collegi per comissari, per rebrer lur testimonial* ». (Requête de
François Venessi et François Reig) ;

b) Arch. dép., série E, Registre des notaires. Etude Alfabulla. (Plechs,
année 1710, f° 354). Une requête d'Isidore Muixart à « Messieurs du Collège de
Pharmacie de cette ville de Perpignan », en date du 22 décembre 1710, prouve
qu'il a fait procéder à l'information de sa « bonne vie et mœurs ainsi que de
« ses père et mère, par devant Monsieur le Juge de Bayle de cette ville et en
« présence de Sieurs Pierre Blad et Jérôme Mercer, commissaires nommés
« par le présent collège pour assister en icelle ».

(2) *Id.* (Plechs, année 1721, f° 522).

(3) Arch. com. de Perpignan, HH 18 (1675). Dossier Muixart. « *Père Font,
« sarjant del Concell Sobera ha citat per testimoni de veritat* ».

(4) *Id.* « *Bons christians, apostolichs y romans, obedients a la Santa Mare
« Iglesia... haver vist adequells fer y professar actes de bons christians fre-*

damnée. Il en est de même pour leur « fils légitime et naturel » François Muixart (1).

En outre le postulant et ses parents devaient être de « bonne vie et mœurs », menant une existence irréprochable, n'ayant jamais fait l'objet de poursuites judiciaires et jouissant d'une excellente renommée (2). Le même Cosme Manegat, parrain de confirmation de François Muixart, a suivi son éducation, ainsi que Pierre Baronia. Les deux témoins qui ont jadis habité la ville de Puigcerda, dont la famille Muixart est originaire, sont éloquents en faveur de la moralité des parents et du fils (3).

L'information terminée, une copie en était transmise, jointe au *testimonial*, aux *sobreposats* qui réunissaient le collège en vue d'en délibérer (4).

Antérieurement à la création de l'information *de vita moribus*, il nous est permis de supposer, surtout en cette période de grande foi chrétienne, que la simple constatation de catholicité devait être seule exigée. Nous en trouvons la preuve dans cette ordonnance du 23 juillet 1415 de Ferdinand I^{er} d'Aragon, demeurée toujours en vigueur, interdisant aux juifs d'exercer la profession de « fisic (médecin), chirurgien, épicier-apothicaire » (5).

Ainsi l'enquête morale, jointe au certificat de scolarité, constituait le dossier du candidat qui pouvait, désormais, après approbation du collège, être admis à subir l'examen.

« quentent los sacraments... gent de molt pia concensia... ni insulpats de
« ninguna damnada secta... ni per lo tribunal de la Sancta Inquisitio ».

(1) Id. « Y tambe lo dit Francisco Muixart llur fill llegendim y natural ».

(2) Arch. com. de Perpignan, HH 18. Dossier Muixart. « Son gent de bon
« nom, vida y fama... sens aver ouyt si en estats querelats ni inculpats per
« algun tribunal ».

(3) Id. « Per coneixer lo dit Francisco Muixart de petit minyo per esser
« de dit Francisco Muixart, ell, testimoni de fadri de confirmar y haver lo vist
« criar per lo dit Francisco Muixart y Anna conjugues ».

(4) Voir plus loin, p. 89.

(5) Arch. dép., B 217, Registre de la *Procuracio Real*, f° 28.

L'EXAMEN

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'accession à la maîtrise dans la corporation du Roussillon était d'abord subordonnée à la justification de l'apprentissage et de l'attestation de moralité. L'épreuve de l'examen devait ensuite constater les qualités requises pour exercer la profession.

En quoi consistaient ces épreuves ?

L'ordonnance du 7 mai 1381 avait institué, outre l'apprentissage, un examen (1) dont les formes à cette date ne nous sont pas connues, mais étaient communes à tous les *speciayres*. Quiconque avait satisfait à cette épreuve pouvait se dire apothicaire, car les « épiciers travaillaient » et vendaient au « poids médicinal » non seulement du « sucre candi au détail, du sucre rosat et des confitures », mais encore des remèdes tels que « sirops, électuaires, huiles, onguents et emplâtres » (2).

On reconnut, par la suite, que la préparation des médicaments exigeait des capacités et des connaissances que tous les *speciers* étaient loin de posséder. Aussi le 18 juin 1439, les consuls rendirent-ils une ordonnance capitale : l'examen précédemment institué où le candidat

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 133. « ... Fins podra haver letra « que sia examinat per les sobrepausats del dit mester ».

(2) *Id.* « Item que negu no gos vendre negunes coses... a menut si « donchs en lo dit mester, no ha stat manualment per lo temps damont « expressat... coses que manualment se fassen, ni sucre de rocha a menut, « ni sucre rosat, confitures, layturaris, exarops, olis, onguents, empasts, tots « altres coses compostes axi de mel quant de sucre ».

était examiné par les seuls *sobreposats* (1), serait complété par un autre examen spécial passé en présence des consuls et des *sobreposats* (2). Cette même charte précise que si l'apprenti apothicaire ne veut pas exercer son art, et se contente d'être épicier, il ne subira pas d'examen, mais devra avoir satisfait aux six années d'apprentissage requises (3).

En ce cas, il ne pourra « détenir et vendre » que les denrées non pharmaceutiques, que les épiciers sont « accoutumés licitement » à « détenir et vendre » (4).

S'il veut devenir apothicaire, il sera admis à passer l'examen, dans les mêmes formes (5). Cet avantage en faveur des épiciers semble leur avoir été consenti pour atténuer la scission qui les détachait des apothicaires par la présente charte. « L'art » se sèparait du « métier ».

L'ordonnance de 1485 confirme les prescriptions antérieures ; nul ne pourra exercer la profession d'apothicaire s'il n'a subi avec succès l'examen d'aptitude (6). Celle du 7 novembre 1508 les rappelle en termes énergiques, car certains apothicaires ou *speciers* n'en continuaient pas moins à les violer en exécutant les prescriptions des médecins ou des chirurgiens « sans avoir été examinés » (7) ;

(1) a) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 133. « Que sia examinat per los « sobreposats del dit mester ». (1381) ;

b) Id. BB 7, f° 288. « Primerament ho haia dit et denuntiat als sobre-
« posats de dit offici los quals se informen de la suficiencia de aquell ». (1439).

(2) Id. « .. Après se pug e haia examinat en presentia dels honorables
« consols de la dita vila, et dels dits sobreposats ».

(3) Id. « Pus hauran stat et servit per lo dit temps ».

(4) Id. « Que aytal, sens altra examinatio puga parar e tenir son obrador
« de speciayria... puga tenir vendre les coses que no son de apothecaria que
« licitement son acostumades vuy tenir e vendre per los speciers de la dita
« vila que no usen de apothecaria ».

(5) Id. « ... Que aytal puguen esser aïmes en lo dit examen ».

(6) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 378. « Qui voldra esser apothecari
« no gos parar obrador dins la present vila si donch no es examinat ».

(7) Id., f° 424. « Que no sia algu qui gos ni presumexa parar ni tenir botiga
« uberta d'apothecaria en la present vila, ni compondre medecinas algunas
« ni pendre receptas algunas, de metges o sirurgias, fins a tant sia exha-
« minat ». La même ordonnance interdit aux médecins et chirurgiens de
remettre toute ordonnance à tout apothicaire-épicier qui n'est pas diplômé :

Id. « Que no sia mestre algun en medecina ni cirurgia qui gos ni presu-

de tels procédés risquant de mettre « les vies humaines » en grand péril (1).

En 1520 le privilège de Charles-Quint confirme les dispositions de l'ordonnance de 1439 : les épiciers qui voudront s'établir à ce titre et non à celui d'apothicaire, pourront le faire sans passer d'examen s'ils ont accompli leurs six années d'apprentissage et sous la condition de n'exécuter aucune préparation pharmaceutique et de ne posséder dans leur boutique que le matériel licitement autorisé et limité à leur métier (2).

Par contre, les apothicaires devront subir *deux épreuves* : un premier examen *secret* passé au sein même du collège, précédant un examen *public* soutenu en présence des consuls (3).

Des documents postérieurs nous ont fourni des précisions sur ces épreuves successives.

Ainsi, à partir de la deuxième moitié du *xvii^e* siècle, le premier examen dit « secret » (4) comprit trois épreuves : la « tentative », la « théorique », la « pratique » (5). Le

« mescha ordinar ni transmetre receptas algunas en botigas de specier o apo-
« thecari que no sia exhaminat ».

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f^o 424. « Fahent compositions de mede-
« cinas et pendre receptes de metges et sirurgias sens haver subit lo dit
» examen, lo que redunde a gran perill des cossos humans ».

(2) Archives de la Couronne d'Aragon, Barcelone. «... Que si algu volra
« parar obrador de specier e no de apothecari...co es que no fassa medecinas,
« aquell puga parar sens examiparse de apothecaria... pus hagen stat sis
« anys ab alguns apothecaris o speciers dins la dita villa de Perpinya, laqual
« licencia li pugan dits sobreposats donar y consentir de parar dit obrador sols
« ab los vassells següents, y no ab altres: capses de fusta de qualsavulla formes
« y sorts, y alguns pots de vidra per tenir totas obras de ceras y confitures,
« tant de mel com de sucre, emperlats y axaropats e dits speciers no pugan
« ni gosén tenir ni vendre en lur obrador ningunas medecinas compres ni
« olis, ni aygues, ni conservas de ningunas flors ni tenir ninguns vaxells de
« terra sino los demont dites ».

(3) *Id.* » Se haje de examinar en la forma següent :... hagen interrogar
« lo examinant una vegada o moltes, axicom millor vist les sia... assumir
« cumplidament lo examen, aquell tal plahent a los honorables consols. . com
« es acostumat ».

(4) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (*xvi^e, xvii^e* siècles). Réponse
des Administrateurs au candidat Jean Mercer (14 janvier 1657) : « Esta prompt
« dit college en admetre Jean Mercer per a que subexa lo examen secret que
« vol lo dit privilègi real, primerament ha de fer lo dit collègi ».

(5) Voir plus loin, pages 90 à 95.

deuxième examen « rigoureux et public » (1) était aussi dénommé « examen de consulat » (2). Enfin, en cas de refus du collège de procéder à l'examen d'un candidat, nous verrons les consuls se substituer à lui (3).

*
* *

Avant d'étudier les formes de l'examen « secret » et « public » ainsi que les réceptions irrégulières ou exceptionnelles, il convient de connaître les conditions générales d'admission.

On ne pouvait subir l'examen avant l'âge de vingt-quatre ans accomplis.

Ceci ressort des dispositions de l'ordonnance du 18 juin 1439 au sujet des apothicaires décédés dont les fils ne pourront, jusqu'à cet âge, laisser ouverte la boutique paternelle qu'en vendant seulement de l'épicerie (4), à moins de s'adjoindre un *specier* ou *massip* examiné (5). Cette limite d'âge fut toujours conservée : ainsi le 30 avril 1714, le jeune Vernet, qui vient de perdre son père, demande aux *administrateurs* du Collège de lui désigner un apothicaire pour diriger l'officine jusqu'à ce qu'il eut accompli vingt-quatre ans (6).

Après avoir présenté son dossier, tout candidat à la maîtrise adressait une demande (7) aux administrateurs

(1) Arch. com. de Perpignan, Livres de Totis : a) BB 46, f° 27. Examen de Jean Mercer, François Roig et Joseph Amada, le 11 août 1657 : « Acerca del examen rigoros y public de dita art de apothecaria » ;

b) BB 51, f° 160. Examen de Jérôme Mercer, le 25 août 1698 : « Acerca del examen rigoros y public de dit art de apothecari ».

(2) Puisque passé à l'Hôtel de Ville, en présence des consuls.

(3) Voir plus loin : Examens irréguliers et exceptionnels.

(4) Arch. com., BB 7, f° 378. « ... Fins hajen et sien de edat cumplida de « vint y quatre anys ».

(5) Voir plus haut, p. 66.

(6) Arch. dép., série E, Registre des notaires. Etude Honoré Albafulla (Plechs, année 1714 (f° 195 et 196).

(7) L'institution de cette demande préalable remonte à l'ordonnance du 18 juin 1439, qui s'exprime ainsi : « ... E si aytal dit volra usar de offici o art « de apothecaria que primerament ho haya dit e denunciat als sobreposats « de dit offici ». (Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 288). « Quiconque voudra devenir apothicaire devra, en premier lieu, en exprimer le désir aux *sobreposats* de l'office ».

dans laquelle il exprimait son désir d'entrer au Collège et, à cet effet, de voir sa requête prise en considération. Il précisait, en outre, qu'on lui désignât la date, le lieu et l'heure de l'examen (1).

Lecture de cette lettre, ainsi que la copie du certificat d'apprentissage et de l'information *de vita moribus*, était donnée aux membres du Collège qui, après délibération, émettaient un avis favorable (2) ou opposaient une fin de non recevoir (3). Si personne ne présentait aucune observation, l'assemblée fixait la date du premier examen (4) et

(1) a) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (xvi^e, xvii^e siècles). Requête de Jean Mercer (17 avril 1657) : « Jean Mercer apracticant lo rt de « apothecari en la present vila de Perpinya, dessitja ser agregat al honorable « y present col·legi de apothecaris de dita y present vila, y gosar de totas les « prerogativas y honras que los collegiats de aquell gosan; perço supplica a « Vos (vostres magnificencies) tingan a be en voler li donar lloch así y effecta « pugam examisar-se »;

b) Arch. dép., série E, Registre des notaires, Etude Honoré Albatulla (Plechs, année 1710, n^o 220, f^o 354). « A Messieurs du Collège de pharmacie de « cette ville de Perpignan, supplie humblement Isidore Muixart, *garçon apo- « thicaire* de cette ville de Perpignan disant qu'il a fait procéder à l'informa- « tion de sa bonne vie et mœurs et de ses père et mère par devant « Monsieur le Juge de Bayle de cette ville et en présence des sieurs Pierre Blat « et Jérôme Mercer, commissaires nommés par le présent collège pour assister « en icelle, le 10 du courant cy-joint, mais, comme à présent soit nécessaire « de procéder par vous, Messieurs, à l'examen du suppléant, luy marquer « jour, lieu et heure certains pour subir y celui (le 22 octobre 1710). »

(2) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (xvi^e, xvii^e siècles). a) « Dixeont que acceptan dita suplicatio y que de present li donan con « sedeixen la plassa per obs de ser examinat y agregat al present col·legi »;

b) *Id.* Délibération du Collège des apothicaires (17 février 1698). « Ohida « la petitio feta per Hieronim Mercer, jove apothecari de la present vila. . es « e-tat per tots unanimes y conformes deliberat que s'a con·cedida la plassa a « dit Hieronim Mercer ».

(3) Arch. com. de Perpignan, III 18, Dossier François Muixart. Délibération du Collège des apothicaires (31 mars 1675) : « Se reserveixan promptos « en concederli la plassa ».

(4) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (xvi^e, xvii^e siècles). Délibération du Collège des *apothicaires-especiers* (15 mars 1698). Jérôme Mercer devra subir l'examen de tentative dans les huit jours : « E encontinent llegit « lo dit testimonial li es esta abonat per tots unanimes assenyalant li com « de present li assenyalen, per subhir son examen d'attentiva, del die present « a vuit di s inmediatamente següents ».

Id. Série E, Registre des notaires. Etude Honoré Albatulla (Plechs,

désignait un *andador* (introduceur ou conducteur)(1) pour le candidat. Désormais, celui-ci pouvait subir les deux examens, *secret* et *public*.

EXAMEN « SECRET »

Cet examen était ainsi dénommé parce qu'il se passait, sans aucune ingérence étrangère, dans le local où le Collège se réunissait en vue de délibérer : la sacristie de la Chapelle Saint-Michel, sise dans l'Eglise du Couvent Saint-François (2).

Le candidat était interrogé par les *sobreposats* nous disent les ordonnances de 1381 (3) et de 1439 (4).

Le privilège de 1520 est plus précis. Selon les dispositions de l'article 6 le postulant devait comparaître devant un jury composé des deux *sobreposats* en exercice et de six *prohomens* (conseillers) exerçant la profession d'apothicaire à Perpignan (5). Nous n'avons trouvé que peu de

année 1726, f° 282). Délibération du Collège des apothicaires-*especiers* (28 juin 1726). Joseph Montoya subira l'examen de tentative sur le champ, « la trouvant « (la lettre) en due forme expédiée suivant les privilèges du dit Collège, a été « délibéré que le dit Montoya subira son examen de tentative tout in ontinente ».

(1) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. Délibération du 16 mars 1698. Examen de Jérôme Mercer : « Crean un andador de dit collegi a Miquel « Gelamo, Sastre ».

Cet *andador* était dénommé *manaler* dans le Privilège de Charles-Quint qui en motive la création.

(2) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. Délibération du 22 mars 1698 : « Convocates an la Sacristia de Sant-Miquel arcangel, construi de dins « la iglesia del couvent de St-Francesch de Perpinya ».

Id. Série E, Registre des notaires. Etude Alfabulla (Plechs, année 1721, f° 555. Délibération du Collège des *apothicaires-especiers* (3 novembre 1721) : «... Assemblé le Collège des *apothicaires-especiers* dans la Sacristie de la « chapelle de Saint-Michel leur patron ».

Voir également plus loin. Deuxième partie, chap. III : La Confrérie.

(3) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 133. « ... Que sia examinat per los « sobreposats del dit master ».

(4) *Id.*, BB 7, f° 288. « . . . Si los dits sobreposats conexen que deia intrar « en lo dit examen ».

(5) Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Co es los qui seran « sobreposats haguén haver sis prohomens apothecaris de la dita villa, e los

renseignements sur la nature de ces interrogations. Un bref additif à l'ordonnance de 1439 nous indique que le stagiaire devait prouver sa connaissance des formulaires d'Arnaud, de Nicolas et de Mesuæ (1). Le privilège de Charles-Quint (1520) ajoute que les examinateurs interrogeaient le candidat « une ou plusieurs fois » sur la composition et la préparation des remèdes simples et composés (2). Mais ce n'est que vers la fin du xvii^e siècle (grâce aux registres des notaires) que nous avons pu trouver des renseignements complets sur cette épreuve. Elle comprenait trois examens successifs et progressifs, celui de « tentative », celui de « théorique » et celui de « pratique ».

Au jour fixé pour l'examen de « tentative » — ou examen d'essai — le candidat était introduit par le « conducteur » dans la Sacristie de la Chapelle de la Confrérie, où le Collège se trouvait réuni (3). Tous les membres présents l'interrogeaient (4). L'assemblée rendait son verdict, eu égard aux réponses faites par le candidat (5)

« susdits prohomens ab los dos sobreposats qui lavorsseran hagu'n interrogar
« lo examinant una vegada o moltes, ax com millor vist les sia de medecines
« simples et composites ».

Par cette nouvelle composition du jury, tous les apothicaires collégiés étaient, en fait, examinateurs, car leur nombre semble ne jamais avoir dépassé ce chiffre.

Au sujet des *prohomens*, voir plus loin. Deuxième partie, chap. 1^{er}: Nomination des *sobreposats*.

(1) Voir plus haut, note 1, p. 57.

(2) Voir note 5, p. 90.

(3) Arch. dép., série E, Registres des notaires. Etude Albafulla. (Plechs, année 1721). Examen F va, f° 555. Délibération du 3 novembre 1721. «... Incontinent, on fait entrer le dit Fiva dans la dite sacristie pour l'interroger du « dit examen d'attentative ».

(4) *Id.* a) «... Et après l'avoir tout le dit collège examiné ».

b) Arch. com. de Perpignan. Livres de Totis, BB48 (années 1675-1684), f° 196. Requête de Raphaël Gavado : «... Après esser estat presentat al dit « collegi y per lo dit collegi examinat en lo examen de la tentativa ».

(5) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. Délibération du 22 mars 1698. Le collège approuve l'examen de Jérôme Mercer. «... Hohidas las pre-guntas a ell fets y repostas per ell tornadas ».

Id., Série E, Registre des notaires. Etude Albafulla (Plechs, année 1721), f° 555. Admission de François Fiva (3 novembre 1721). «... Luy ont approuvé

et le déclarait admissible à l'unanimité ou à la majorité des voix des membres présents (1).

On lui fixait également la date de la deuxième épreuve — l'examen de « théorique » — qui, semble-t-il selon l'aptitude du candidat, pouvait être passé le jour même, ou un ou plusieurs mois plus tard (2).

Cet examen technique se déroulait selon les mêmes formes. Le candidat était introduit et interrogé aussitôt par tous les membres présents (3). Si les réponses étaient satisfaisantes, les administrateurs dressaient un procès-verbal aux fins d'admission et arrêtaient la date de la troisième épreuve — l'examen de « pratique » qui consistait dans l'exécution du *cap d'obre* (chef-d'œuvre).

L'institution du chef-d'œuvre se confond à l'origine avec l'examen lui-même, examen qui constatait et consacrait l'habileté « manuelle » de la « pratique » de l'apprentissage. Mais à mesure que se dessinait le caractère scientifique de la profession, des connaissances techniques furent exigées en plus de l'épreuve « pratique ». Ainsi l'ordonnance du

« le dit examen d'attente pour avoir le dit Fiva *suffisamment répondu* pour « la plus grande partie du collège ».

Id. Etude Albafulla, f° 555. Admission de Nicolas Razouls (10 décembre 1721). « Avoir assez *suffisamment répondu* ».

Id. Etude Albafulla, f° 282. Admission de Joseph Montoya (23 juin 1726). « A assez bien répondu aux demmandes qui luy ont esté faites, à cet effet « ont abonné et approuvé le dit examen ».

(1) Voir note 3, page 90 et note 4 (a), page 91.

(2) Arch. dép., série E, Registre des notaires. Etude Albafulla (Plechs, année 1721, f° 555. Délibération du 10 novembre 1721. Examen Razouls. « Luy « ont marqué pour subir son examen de théorique, à 11 heures 1/2 du matin » avant midi du présent jour ».

Id. (Plechs, année 1726, f° 282). Délibération du 23 juin 1726. Examen Montoya. « Et luy ont marqué pour son examen de théorique dans une « heure ».

Id. (Plechs, année 1721, f° 555). Délibération du 13 novembre 1721. Examen Fiva. « D'aujourd'huy à six mois ».

Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. Délibération du 22 mars 1698. Examen de Jérôme Mercer. « Assenyalant li per subhir son examen de theo-rica al primer de decembre primer vivent ». (9 mois).

(3) Ces deux examens étaient donc oraux.

13 juin 1439 demandait déjà pour la réception à la maîtrise une « science acquise » (1) jointe à une « bonne pratique ». Aussi pouvons-nous supposer, et même affirmer, que les deux épreuves orales de tentative et de théorie concrétisant cette évolution, avaient été imposées tout naturellement par l'accroissement des connaissances exigées.

En quoi consistait le chef-d'œuvre ? Les seuls documents que nous ayons pu trouver sur ce sujet sont du XVIII^e siècle : à cette date, chacun des deux « administrateurs » imposait au candidat la préparation et la présentation d'un médicament galénique.

Le 23 juin 1726, Joseph Montoya passe son examen de théorie. Les « administrateurs » Isidore Muixart et Joseph Racort estiment « qu'il a suffisamment répondu » aux demandes lui ont été faites, à cet effet lui ont « abonné et approuvé son dit examen, lui ayant assigné » pour son examen de pratique ce même jour à deux heures, lui marquant pour cet examen de pratique, savoir « dit Sieur Muixart, le *sirop d'œillet* et dit Sieur Racort « le *sirop de pabot blanc* (2) (*sic*).

Le 10 novembre 1721, Nicolas Razouls qui « a été assez interrogé et « a assez suffisamment répondu » doit subir dans la même journée l'examen de « pratique » ; Michel Gavado et Joseph Coder, « administrateurs » lui prescrivent l'exécution des deux préparations suivantes : le *sucre rosat* et l'*onquent blanc* (3).

Les procès-verbaux des délibérations du collège nous ont permis de relever le nom de diverses compositions demandées : Isidore Muixart devra présenter le 23 mai 1811, les *poudras de aromatch rosat* et la *confection de saponine* (4) ; les administrateurs ont « marqué » à Joseph

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f^o 288. « Sien trobats en la dita examinatïo sufficients de sciencia obtesa e bona practica ».

(2) Arch. dép., série E, Registres des notaires. Etude H. Albafulla (Plechs, année 1726). Délibération du 23 juin 1726, f^o 283.

(3) *Id.* (Plechs, année 1721). Délibération du 10 novembre 1721, f^o 555.

(4) Arch. dép., série E, Registre des notaires Etude Albafulla. (Plechs, année 1711, f^o 289).

Vernet dont l'examen est fixé au 24 mai 1711 *de las pindolas y lo emplastre de Vigo cum Mercurio* (1); le 30 juin 1722, Gaudérique Tixador et Joseph Montoya ont indiqué à François Fiva « pour faire dit examen, scavoir » le dit Sieur Tixador le *sucré rosat* et le dit Sieur Mon-« toya les *tauletas de diadragan* (2). Fiva ne subit pas son examen de pratique à l'époque voulue, on lui fixa 13 ans plus tard en 1735, les préparations suivantes : *l'electuaire diascordium* et *diacatholicon* (3). Nous terminerons cette énumération avec les *pulbures de aromatch rosat* et la *confection de jacinthe* imposées à Joseph Venet (4) et le *diacatholicon catholicus* et la *benedicta laxativa* assignées à Laurent Taix (5).

*
* *

Au jour et heure convenus, le candidat était introduit dans la salle des délibérations et, en présence des membres du collège (6), il exécutait son chef-d'œuvre. Deux apothicaires étaient spécialement désignés (7) afin de déterminer si les diverses manipulations étaient effectuées conformément aux principes. Si le chef-d'œuvre était « trouvé bien fait selon l'art de la pharmacie », l'assemblée ratifiait le jugement des experts (8) et le candidat était déclaré admis au collège.

(1) Arch. dép., série E, Registres des notaires. Etude Albafulla (Plechs, année 1711, f° 289).

(2) *Id.* Année 1722, f° 262.

(3) *Id.* Année 1735, f° 450.

(4) *Id.* Année 1721, f° 581.

(5) *Id.* Année 1721, f° 585.

(6) *Id.* Année 1721, f° 535.

« Et en ayant fait entrer le dit Sieur Razouls, celui en présence du dit « Collège aurait faite la composition du dit sucre rosat et onguent blanc (*sic*), « comme par les dits sieurs administrateurs luy a été assigné pour son chef-« d'œuvre ».

(7) *Id.* (Plechs, année 1726, f° 283). « Lequel examen de pratique après « avoir été examiné par les dits sieurs Razouls et Blad, à ce commis ».

(8) *Id.* « Et ayant été approuvé par tout le dit collège ».

Le nouveau « maître-apothicaire » adressait alors ses remerciements à ses confrères et s'engageait, sous la foi du serment, à participer aux charges communes (1).

Toutefois la décision du Collège devait être confirmée par un dernier examen « public », dénommé « examen de consulat », pour lequel étaient désignés des examinateurs choisis par les *sobreposats* et les consuls (charte du 13 juin 1439) (2) et par les seuls *sobreposats* à partir de 1520. Leur nombre était variable. Nous en trouvons quatre : Joseph Montoya, Michel Font y Gavado, Joseph Coder et Isidore Muixart pour interroger Pierre Raphaël Blad qui « se plaint qu'il n'a pas été passé à la maison de ville » (3). Quatre également pour l'examen « public » de Joseph Montoya (4) ; mais deux seulement « le Sieur Vernet et le Sieur Tixador » pour celui de Razouls (5).

L'EXAMEN « PUBLIC »

C'était l'examen prescrit par les ordonnances de 1439, 1485 et 1508, que résume, en ces termes, le privilège du 20 avril 1520 : après ratification de l'examen privé, les *sobreposats* et les *prohoms* interrogeront « l'examiné » en

(1) Arch. dép., Registre des notaires. Etude H. Albafulla. (Plechs, année 1721, f° 555). « ...A été admis en mestre apothicaire-especier de cette ville « avec les mêmes honneurs, salaires et prérogatives, comme ceux qui sont « admis au présent collège. Après leur avoir rendu grâces, lequel sieur Razouls présent a accepté et accepte le dit honneur, promettant de supporter « bien enduement et de payer maux et charges luy et comme les autres collègues pour tout ce que a obligé et oblige tous et un chacun et les biens, et ce « avec serment ».

(2) Arch. com., BB 7, f° 287. « ...Per aquells apothecaris o speciers « usants de apothecaria qui en asso seran elects per los dits consols et sobreposats ».

(3) Arch. dép., Registres des Notaires. Etude H. Albafulla. (Plechs, année 1726, f° 223).

(4) *Id.* f° 283.

(5) *Id.* (Plechs, année 1721, f° 555).

présence des consuls selon la forme habituelle (1). C'était en fait, la reconnaissance légale et la consécration officielle du nouveau maître apothicaire.

Ce dernier, auparavant, était présenté aux consuls par les *sobreposats* qui leur demandaient de fixer le jour, l'heure et le lieu où devait se passer l'examen (2). C'était généralement dans la salle du Conseil Général ou du Conseil Secret de l'Hôtel de Ville (3) que se réunissaient, à cet effet, les consuls avec les « administrateurs » et les examinateurs délégués. Ceux-ci après avoir certifié que le postulant avait

(1) Archives de la Couronne d'Aragon, Barcelone. « ...Si aquel tal appara « a d'its sobreposats e prohoms de dita art e collegi de apothecari esset suficient e idoneo per assumir complidament lo examen aquell tal plahent a los « honorables consols de dita villa, en forma e manera que en lur presentia com « es acostumat en la dita villa, interroguen y examinen dit examinant lo qual « trobat suficient per dits sobreposats et prohoms per exercir dit art, ab « jurament prestador a dits honorables consolls, sia hagut per examinat ».

(2) Le 22 mai 1586, Jacques Coll est présenté aux consuls après avoir subi l'examen secret (Arch. com. de Perpignan, Livre de Totis, BB 33 (1585-1592), f° 51). « Les honorables M. Francesch Coll, Onofre Guerra, lo present any « sobreposats de l'art de apothecaria de la present vila, Joan Matheu, Francesch Roquet, Jean Denis, tots apothecaris examinats de dita vila han presentat als magnifichs consols, lo en cap y quart absents, M. Jaume Coll para « subir lo examen publich in dita art de apothecaria... supplicant a ses « magnificencies sien servits consignar die para subir lo examen publich en « la present casa del consolat ».

Le 15 juin 1621, Michel Bonet est présenté aux consuls qui fixent au 19 courant la date de l'examen public. (Arch. com. de Perpignan, Livre de Totis, BB 39 (1615-1624), f° 274). « ... Per raho del qual lo die de ahir que « comptaven als 15 del corrent, funch devant ses magnificencies presentat « per a que sel assenyaless die per lo examen publich en la present casa « consular, lo qual die corrent a los dues hores despues migdia ».

(3) Arch. com. de Perpignan, Livre de Totis, BB 31 (1569-1578), f° 123. Examen de Michel Bufort et Raphaël Tamaro (23 mars 1675). « Luys Paulet, « Francesch Pellicer, Antoni Beremo, Francesch Baster, Pere Mater consols ; « Frances Coll, Onofra Guerra sobreposats de apothecaris, Jaume Roig, Jean « Matheu, Francesch Roqueta apothecaris examinats, ajustats dins la cambra « del consell secret del consolat ».

Id. Livre de Totis, BB 39 (1615-1621), f° 275. Examen de Michel Coll. « Anton de Ceragut, Joseph Arles, Antoni Graner consols ; Alonso Pastor, « Antoni Llombart, Jaume Perarnau, Miquel Garriga, apothecaris examinats, « ajustats tots en la sala del consell général de la casa consular ».

produit son certificat de bonne vie et mœurs et exécuté son chef-d'œuvre, procédaient à son interrogation (1).

À l'issue de l'examen, les *sobreposats* et leurs collègues, après avoir prêté serment devant le premier consul, établissaient un procès-verbal par lequel ils faisaient connaître qu'à l'unanimité ils considéraient le candidat capable d'exercer la profession d'apothicaire (2).

Immédiatement après la lecture du rapport, les consuls déclaraient le candidat reçu maître apothicaire; il devait jouir de tous les honneurs, prérogatives et immunités attachés à cette qualité (3). L'impétrant adressait alors ses

(1) Arch. com. Registre de Totis, BB 56 (1736-1747), f° 21. Examen de Louis Vila (29 décembre 1737). « ...Après avoir donné des preuves de ses bonne vie et « mœurs, religion catholique, apostolique, romaine, et avoir accompli en son « chef-d'œuvre ».

Id. F° 237. Examen de Pierre Montoya (18 novembre 1746). « ...Après « avoir fait recevoir son information de vie et mœurs, religion catholique, « apostolique et romaine et satisfait en son chef-d'œuvre ».

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 46. Livre de Totis (1656-1667), f° 189. Examen de Pierre François Gasch (15 juin 1665). « ... Hajnda relatio dels dits « administradors y dels demes alts nomenats y cognomenats apothecaris « examinats en nom y per part de tot lo dit collegi de apothecaris concordat « ment y ningu dells discupant de la sufficiencia y idoneitat de Pere Fran- « cesch Gasch jove apothecari precehint lo solit jurement en ma y poder del « dit senyor consol en cap, prestat en presencia dels demes senyors consols « acerca del examen rigoros y publich de dita art de apothecari fet per dits « administrators y demes alt nominats ».

Id. Livre de Totis, BB 52 (1707-1715), f° 35. Examen de Joseph Coder et de Joseph Delpont. « ...Attendu que par le rapport fait par le dit Sr. Pierre « Montoya et des cy-dessus nommés apothicaires especiers au nom et de la « part du dit collège conste de la capacité de Joseph Coder et Joseph Delpont, « jeunes apothicaires naturels de la present ville, ayant les dits sieurs admi- « nistrateurs prêté le serment accoustumé entre les mains de Mr. le premier « consul, présents les autres ».

(3) Arch. com., Perpignan BB 37, Livre de Totis (1606-1610), f° 56. Examen de François Bonet (7 juin 1607). « ... Los magnífichs consols ab tenor del « present acte approban lo dit Francesch Bonet per apothecari public y « examinat de la present vila, lo qual puga y dega gosar, usar y fruir de les « prerogatives gaudeixen y fruccen les apothecaris examinats de la mateixa « vila ».

Id. BB 52, Livre de Totis (1707-1715). Examen d'Isidore Muixart, f° 74 (13 mai 1711). « ...En vertu du présent acte ont approuvé pour apothicaire- « « specier » examiné de la present ville, Isidore Muixart, lequel jouira et « doive jouir de tous les honneurs et prérogatives que jouyssent et peuvent « jouir les maîtres apothicaires especiers de la présent ville ».

remerciements aux consuls, aux « administrateurs » et aux examinateurs (1).

Venait ensuite la prestation du serment professionnel, imposé à tout nouveau maître par le privilège du 28 avril 1520 (2). Aucune formule n'a été consacrée.

Les procès-verbaux d'examen font connaître que le nouveau maître jurait devant le premier consul sur « Notre-Seigneur Jésus-Christ et les quatre Saints Evangiles » d'exercer sa profession loyalement et consciencieusement, de se conformer aux prescriptions édictées par les ordonnances et règlements du Collège et de ne point vendre des médicaments prohibés sans l'autorisation du *battle* et des consuls. Il promettait également de ne pas livrer au public des remèdes abortifs et du poison (3),

(1) Arch. com., Livre de Totis, BB 46 (1656-1667). Examen de Hyacinthe Sabater (16 octobre 1663), f° 149. « ...E lo dit Jacinto Sabater regratiant a sa « senyoria, administradors Miquel Badia, Jean Lacreu, Joseph Amada y Joan « Mas, apothecaris de dit collegi, la merce a ell feta ».

Id. Livre de Totis, BB 53 (1715-1723). Examen de Nicolas Razouls (22 juin 1722), f°s 163 et 164. « ...Et le dit sieur Nicolas Razouls remercie les très « illustres messieurs les consuls, administrateurs els apothicaires cy-dessus « nommés du dit collège de la ditte agrégation ».

(2) Archives de la Couronne d'Aragon « per exercir dit art ab jurament « prestador a dits honorables consolls ».

(3) Arch. com., Livre de Totis, BB 47 (1667-1685). Examen de Dominique Vernet (22 août 1679), f° 56. « ...Et lo dit Domingo Vernet, conve, promet y « gara en nostra Senyor Deu Jesus-Christ y los quatre sancts evangelis, en « ma y poder del consol en cap que se haura be y llealment en la dita art de « apothecaria y exercice de aquella y fara tot allo que les demes apothecaris « examinats de la present vila son tinguts y obligats y han acostumat fer y « servir, y que no vendra en sa botiga ni altrament, metzinas, medicinas per « abortar, ni altres coses prohibides sens llicencia i ordre de la cort del « magnifich balle y dels magnifichs consols de la present vila ».

Id. Livre de Totis, BB 40 (1621-1626). Examen de Jean Fornells et de François Carrater (10 juin 1625), f° 230. « ...Que no vendra en sa botiga « matzinas ni altrament medicinas per abortar ».

Id. Livre de Totis, BB 52 (1707-1715), f° 35. Examen de Joseph Coder et « de Joseph Delpont. « ...Et qu'ils ne vendront, en leur boutique ni autrement, « du poison, médecines per abortar ».

Id. Livre de Totis, BB 53 (1715-1723). Examen de François Vernet (9 décembre 1722, f° 179. « ...Et qu'il ne vendra du poison en sa boutique, ny « autres choses défendues sans la permission de la cour du Bayle et des très « illustres messieurs les consuls ».

ainsi que de ne point falsifier les préparations qu'il effectuait (1).

Le nouveau maître allait pouvoir désormais ouvrir une boutique et exercer la profession d'apothicaire.

A cet effet, les consuls ordonnaient au *Scriba Major* (notaire secrétaire de l'Hôtel de Ville) de lui délivrer un certificat officiel (*carta publica*) attestant qu'il avait subi l'examen avec succès et qu'il avait été reçu maître-apothicaire (2). Cette pièce constituait le diplôme dont l'institution, rappelée dans le privilège de Charles-Quint (3) remonte à la charte de 1381 (4). Nous en avons trouvé la formule originale dans un registre de *Totis* de l'année 1526 :

« Nous, la présente année, consuls de la Ville de
« Perpignan, faisons savoir à tous que M., présen-
« tement apothicaire dans cette ville, a été examiné par les
« administrateurs et les autres apothicaires de Perpignan,
« selon les règlements en vigueur; qu'il a été reconnu
« capable d'exercer son art, et que nous, avec les adminis-
« trateurs, lui avons donné l'autorisation de l'exercer
« pleinement. En foi de quoi nous avons ordonné à Jean
« Maura, notaire et secrétaire de l'Hôtel de Ville de lui
« délivrer la présente attestation (5) ».

(1) Arch. com., Livre de Totis BB 31 (1569-1578). Examen de Jean Danis (17 octobre 1575), f° 132. « ...Y no fera medicinas falsas ».

(2) Arch. com. de Perpignan, Livres de Totis, BB 33 (1585-1592). Examen de Jacques Coll (23 mai 1586), f° 52. « ...Y que perco a dit Jaume Coll sie « expedida carta publica del dit present examen ».

(3) Archives de la couranne d'Aragon, Barcelone. « E detal examen li sia « consentida carta publica per lo notari de la casa de Consolat ».

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 133. « ... Podra haver letra que sia « examinat per lo sobrepausats del dit master ».

Id. BB 7, f° 287. « ... Admes en lo dit examen... e obtenien en la dita « forma licencia que adonchs poguessen usar del dit art o offici de apothecaria ». (Ordonnance du 13 juin 1439).

(5) *Id.* Livre de Totis, BB 28 (1522-1529), année 1526, f° 18 v°. « ... Nos... « consules Ville Perpiniani anno presente notum facimus cum presenti uni- « versis... apothecarius dicte ville per suprapositos apothecariorum et alios « apothecariis ejusdem ville, examinatus extitit legitime de et supra arte « apothecaria... ville prefacte tandem examinatione eadem plenaria et videret « facta fuit et inde sufficiens reperiectus et aprobatu de nobis a dictis supra-

EXAMENS IRRÉGULIERS ET EXCEPTIONNELS

L'examen dénotait parfois une certaine insuffisance professionnelle. Les consuls et le jury, tout en accordant la maîtrise au candidat, apportaient des restrictions à l'exercice de son art.

Le 20 août 1573, un jury composé de Jean Matheu et François Roqueta « administrateurs » du Collège, Jacques Roigt et Jean Gitart, apothicaires diplômés examinateurs, fait subir l'examen public à François Coll, en présence des consuls Antich Campredon, Pierre Llobet et Onufre Paulet. Le candidat est admis à la condition expresse qu'il ne pourra exécuter aucune préparation pharmaceutique pendant deux ans sans les conseils (*sens consultatio*) d'un ou de plusieurs apothicaires de la ville (1).

Onufre Guerra fut reçu, le 16 octobre 1573, dans les mêmes conditions et le délai restrictif fut porté de deux à trois ans (2).

*
* *

A partir de cette date, et sans nul doute pour plus de garantie, les examens publics se déroulèrent avec le concours d'un certain nombre de médecins spécialement désignés à cet effet. Le plus souvent, ils se contentaient d'assister aux épreuves, mais parfois ils interrogeaient le

« positis, obtineat licenciam utendi plenarie dicta arte ni qua rei testimonium
« presenti fieri et sibi tradi jussimus per Johannem Maura notarius et nostri
« consulatus scriba. Datum Perpiniani ». (31 août 1526).

(1) Arch. com., Perpignan, Livre de Totis, BB 31 (1569-1578), f° 99.
« . Hoyt lo dit Frances Coll, han approvat per apothecari examinat de la
« present vila lo dit Frances Coll, ab conditio que dins lo temps de dos anys,
« del dia present en avant comptadors, no puegue fer compositions importants
« sens consultatio ab algun o alguns dels apothecaris examinats de la présent
« vila ».

(2) *Id.* Livre de Totis, BB 31 (1569-1578), f° 103. Examen d'Onufre Guerra (16 octobre 1573). « ... Ab conditio que dit Onofre Manal, alias Guerra, dins lo
« temps de tres anys no puegue fer compositions importants sens consultar a
« hun o dos dels apothecaris examinats de la present vila ».

candidat (1) et participaient à la rédaction du procès-verbal de l'examen avec les « administrateurs » et les autres examinateurs (2).

L'initiative de cette mesure appartenait aux consuls en tant qu'administrateurs et législateurs, de droit, de tous les « collèges, confréries et offices de la ville » (3). Désormais, les médecins auront droit de regard et de contrôle sur l'aptitude professionnelle et si leur présence fut constatée régulièrement, de 1573 jusqu'en 1625, à tous les examens publics, ils n'en conservèrent pas moins par la suite ce privilège. Ainsi, nous les verrons, en dehors de ce cas, être désignés par les consuls comme examinateurs avec des apothicaires et même sans leur concours. Car il arrivait parfois que le Collège faisant preuve d'exclusivité, ou invoquant les règlements, refusait de faire subir l'examen « secret » à l'apprenti.

Ce dernier, s'il s'estimait lésé, en référerait alors aux consuls, qui, usant de leur droit, et, après avoir reconnu que les motifs donnés par le requérant étaient justes et acceptables, se substituaient au collège.

Réuni à l'Hôtel de Ville, un jury composé généralement de médecins et d'apothicaires collégiés, désignés par les consuls et parfois de chirurgiens, examinait le candidat sur son « habileté et sa science de la pharmacopée » (4).

(1) Arch. com. Livre de Totis, BB 33 (1585-1592), f° 52. Examen public de Jacques Coll (23 mai 1586). « ...Admeten en apothecari examinat de la present vila, « lo dit M. Jaume Coll, y aquell agregen al collegi de apothecaris de la dita « vila, en lo examen del qual han entrevingut y assistit los honorables mestres « Francesch Guillami, Hieronym Marco, Père Costa, Raphaël Reynès y Lluís « Vilafranca, doctors en medicina de la present vila ».

(2) *Id.* Livre de Totis, BB 31 (1569-1578), f° 132. Examen public de Jean Danis (17 octobre 1575). « ...Hajuda relatio dels magnífichs Joan Pagés, « Hieronym Marco, Francesch Guillami, Joseph Massar y Steve Puig, doctors « en medicina, y dels dalt nomenats sobreposats y allres apothecaris ».

(3) Arch. com., Perpignan, HH 18, Dossier François Muixart (26 avril 1675). « ...Poden los consols pasar los per que son rectors municipals, y tenen « juridictio ordinaria a quant toca ha la politica y administratio de tots los « collegis, confrarias, officis de dita vila ».

(4) *Id.* « ...De la peritia y sciencia de la farmacopea ».

Cet examen unique tenait lieu d'examen « secret » et « public ».

En mars 1675, le Collège refusa de prendre en considération la demande de François Muixart, jeune apprenti qui désirait subir l'examen secret, sous prétexte qu'il n'avait pas le temps de stage requis à Perpignan. Le candidat exposa aux consuls que cet argument n'était pas irréfutable, car le Collège avait déjà accordé une dispense d'apprentissage le 20 avril 1657 à Jean Mercer, François Reig et Joseph Amada (1).

Les consuls estimèrent que ce précédent jouait en faveur de François Muixart d'autant que leurs prédécesseurs l'avaient fait pour Pierre Montoya ainsi qu'à d'autres apothicaires (2). Ils choisirent et fixèrent la date du 26 avril 1675 entre neuf et dix heures du matin et désignèrent comme examinateurs Jean Casanovas et Louis Pérarnau, docteurs en médecine, Emmanuel Vernet et Pierre Montoya, apothicaires (3). Ces deux derniers furent sommés de se trouver à l'Hôtel de Ville dans la salle du Conseil général à dix heures, pour interroger le dit Muixart « tant en théorique comme en pratique » sous peine de vingt cinq livres d'amende (4).

(1) Arch. com., Perpignan, HH18. Dossier François Muixart (26 avril 1675).
« ... Vista la dispensacio de temps, feu lo col·legi de speciers co apothecaris, en la persona de Joan Mercer, Francisco Reig, Joseph Amada, als quals fench dispensat per dit col·legi, encara que no aguessen practicats « per lo temps habuit, fossen admes y gaudir de las mateixas prerogatives « gaudian los qui se trobarian de dit col·legi ».

(2) *Id.* « ... Ans que los predecessors de dits molts illustres senyors « consols an passades diverses personas signanter Pere Montoya, apothecari. « y molts altres exemplars ».

(3) *Id.* « ... Sa senyoria assenyala al dit Francisco Muixart lo die de 26 « del mes de abril, entre las nou y las deu del mati, per subir lo examen y « se le assenyalan per examinadors le Dr Joan Casanovas, Lluís Perarnau, « tots Drs en medicina de dita villa, Emmanuel Vernet, Pere Montoya, tots « apothecaris de dita villa ».

(4) *Id.* « ... Als 26 abril de 1675, Antoni Perarnau, altre dels vergues de « la casa consular ha fet manament a Pere Montoya, apothecari del col·legi de « apothecaris examinats de la present vila, y altre dels examinadors requell « y a Emmanuel Vernet apothecari de dit col·legi que sots la pena de vint y « cinch lliures, vuy de present a las deu oras del mati, se troben a la present

Les opérations se déroulaient de la même façon que l'examen public. Le jour fixé, les consuls et les examinateurs se réunissaient dans la salle du « Conseil Secret » ou du « Conseil Général » de l'Hôtel de Ville (1). La contrainte imposée aux apothicaires était spécifiée dans les procès-verbaux d'examen (2). Les médecins et les apothicaires procédaient à l'interrogation du candidat (3) et rédigeaient ensuite un rapport sur ses capacités faisant connaître s'ils le jugeaient apte à exercer sa profession (4). Parfois le candidat était interrogé par des chirurgiens ; c'était un fait plutôt rare (5).

Après audition du rapport, les consuls déclaraient le candidat admis à la maîtrise et autorisé à jouir « de tous les honneurs, prérogatives, immunités et privilèges » attachés à cette qualité (6).

« casa consular y en la aula del Consell Général de aquella, affi de examinar « tant en théorica com en practica de dit art de apothecari, al dit Francisco « Muixart devant sa senyoria ».

(1) Arch. com. de Perpignan, Livre de Totis, BB 27 (1530-1546), f° 56. Examen de Jacques Mas (20 septembre 1536). « Existentes in camera consilii « secreti domus causulatus ».

Id. BB 44 (1639-1649), f° 225. Examen de Michel Badia (10 février 1646). « Convocats y existents en la aula del concell général de la casa consular ».

(2) *Id.* Livre de Totis, BB 33 (1585-1592), f° 100. Examen de Jean Ballesa, le 17 novembre 1587. « De comisio y ordinario de ses magnificencias ».

Id. F° 24. Examen de Sébastien Villabella, le 29 octobre 1588.

(3) *Id.* Livre de Totis, BB 27 (1530-1546), f° 56. [Examen de Jacques Mas (20 septembre 1536). « Et examinerunt dictum Mas de et supra arte « apothecariorum ».

(4) Arch. com. de Perpignan, Livre de Totis, BB 27 (1530-1546), f° 56. Examen de Jacques Mas, le 20 septembre 1536. « Et facto examine per eos retulerunt dictis magnificis consilibus quod ipsi facerunt examen sufficientie et « habilitatis dicti Jacobi Mas et illud reperierunt esse idoneum et sufficientem « ad dictam artem apothecariorum ».

Id. Livre de Totis, BB 47 (1667-1685), f° 254. Examen de François Muixart, le 26 avril 1675. « Attesa la relatio per dits examinadors de la idoneitat y sufficientia de dit Muixart ».

(5) Nous n'avons trouvé que deux participations de chirurgiens à ces examens irréguliers : a) Le 17 novembre 1587. Jean Ballesta est interrogé par Francesch Guillami, Hieronym Marco, Pere Costa, Rafael Reynès. Luys Vilafraça, Anton Comes, « doctors en medecina y alguns cirurgians ». BB 33, f° 100.

b) Le 29 octobre 1588. Examen de Sébastien Vilabella avec le concours des mêmes médecins « y de molts cirurgians ». BB 33 (1585-1592), f° 124.

(6) *Id.* Livre de Totis, BB 47 (1667-1675), f° 45. Examen de Pierre Montoya (9 avril 1668). « Approbant y ser approbat volen haver per apothecari exa-

Le bénéficiaire remerciait les magistrats et les examinateurs et jurait sur le crucifix et les Saints Evangiles, devant le premier consul, qu'il se conduirait honnêtement dans l'exercice de sa profession et qu'il s'interdirait de vendre des médicaments défendus, notamment des remèdes abortifs sans autorisation du bayle ou des consuls (1).

*
* *

A titre d'exemple relatif aux exceptions, indiquons que les consuls usant d'autorité de leur droit de juridiction sur les métiers, pouvaient conférer la maîtrise à la suite d'un examen passé sans la participation d'un seul apothicaire.

Le 10 février 1643, Thomas Reig, Jean Salell, Jean-François Selva et Jean Saldoni-Bonet tous docteurs en médecine furent convoqués par les consuls de l'Hôtel de Ville pour s'enquérir de la capacité et du savoir faire de l'apprenti apothicaire François Terme. Après l'avoir interrogé suivant le processus habituel, en théorique, en pratique, ainsi que sur la composition et la préparation des médicaments (2) ils rédigerent un procès-verbal excessivement

« minat de la present vila, el dit Pere Montoya lo qual gosa y fruesca gosar
« y fruir puga y dega de tolas las honras y prerogativas, immunitats y privi-
« légis que gosan y fruescan gosar y fruir poden, y devan tots les apothecaris
« aprobats y examinats de dit collegi ».

(1) Arch. com., Perpignan, Livre de Totis, BB 44 (1639-1648), f° 225. Examen de Michel Badia, le 10 février 1646. « . . . Lo dit Miquel Badia regraciant
« a dits molt illustres senyors consols y apothecaris la merce a ell feta, jura,
« conve y promet en nostra senyor Deu Jesus-Crist y als Sants quatra
« Evangelis, en ma y poder del molt illustre senyor en cap, en presència dels
« demes molt illustres senyors consols, que se aura be y llealment en la dita
« art de apothecaria y exercici de aquella, y servara los privilegis y ordinacions
« de dit collegi y faran servir a tots los demes altres coses, que les demes
« apothecaris examinats y col·legiats del coll·gi de apothecaris de dita vila sun
« tinguts y obligats fer y servir, y que no vendra, per ell ni altres, en sa
« botiga ni altrement, metzinas, medicinas per abortir, ni altres coses, sens
« llicentia y orde del magnífich batlle de la present vila de Perpinya, co dels
« molt illustres consols de dita vi'a ».

(2) Arch. com., Livre de Totis, BB 44 (1639-1648), f° 127. « . . . Fint adaquell
« los magnífichs doctors en medecina, hu après altres diferents preguntats axi
« en la theorica com en la practica y en la composicio y confectio de
« medecines ».

élogieux. De tous les examens d'apothicaire auxquels ils avaient assisté ou furent examinateurs, aucun n'était comparable à celui de François Terme. Jamais, disaient-ils, ils n'avaient rencontré « d'apothicaire aussi docte en langue latine, qu'instruit dans ses connaissances professionnelles. » (1)

Ce fait méritait d'être signalé, car le document qui le rapporte présente cette particularité d'être le seul à nous faire connaître que les interrogations étaient faites en langue latine.

LES DROITS D'EXAMEN

L'admission à la maîtrise était subordonnée à l'acquittement par l'impétrant de dons en nature ou *propines* envers les examinateurs, les consuls et les fonctionnaires de l'Hôtel de Ville, ainsi qu'au paiement de certains droits en espèces.

La coutume de donner des *propines* était fort ancienne si l'on en croit une pièce du 16 février 1606. A cette date, Jacques Nebot, assesseur de la maison consulaire, réclame à François Coll et à Antoine Roure, apothicaires, une bassine de confiture qu'ils lui doivent à l'occasion de leur examen (2), conformément à l'usage, « de temps immémorial » (3).

Devant le peu d'empressement à observer cette règle,

(1) Arch. com., Perpignan, Livre de Totis, BB 44 (1639 - 1648), f° 128. « ... Co es que may han vist examinar apothecari que tant « doctament, tans en la llengua latina com en raho de la facultat y art de « apothecaria, en lo examen haji respect y satisfet a las preguntes conforme « ha fet lo dit Francesch Terme, y que si haji hagut may ningun se li sie « igualat en lo examen dels que en la present vila de Perpiunya, se son « examinats de apothecaris, y ells han vist examinar, que son estats molt en « numero y diuen que ells lo tenen, judican per molt idoneo, habil y sufficient, en la dita art y facultat de apothecaria ».

(2) Arch. com. BB 37, Livre de Totis (1606-1610), f° 3. « ... Deguda per « raho de llur examen ».

(3) *Id.* « Sempre han acostumat de donar tots los que passen y examinen « de temps immemorial ».

les consuls rendirent une ordonnance le 15 janvier 1616 qui détermina la nature et la quantité des propines à donner aux consuls et autres fonctionnaires de l'Hôtel de Ville ; savoir :

a) A chaque consul : six livres de fruits confits ou trois livres de dragées (au gré des consuls) ; six massepains du poids de deux onces chacun ; six tranches de citrouille confite d'un poids de deux onces chacune ; six morceaux de touron de pignon d'un poids de deux onces chacun et douze biscuits entièrement de sucre, d'une once chacun ;

b) Au « scriba major » (notaire-secrétaire), la même chose ;

c) A l'assesseur et à l'avocat : quatre livres de fruits confits ou deux livres de dragées ; quatre tranches de citrouille confite ; quatre massepains ; quatre morceaux de touron de pignon et huit morceaux de biscuit entièrement de sucre ; le tout du même poids ;

d) Au syndic, à son adjoint et à l'aide du *scriba-major*, la même chose ;

e) Aux deux « viguiers-massiers » (huissiers), onze sous à chacun et une livre de fruits confits ;

f) Aux autres « viguiers » (appariteurs), un réal et une livre de fruits confits à chacun (1).

(1) Arch. com., Livre de Totis, BB 39 (1615-1620), f^{os} 27 et 27 v^o, Ordonnance du 15 janvier 1616. « ... Alguns dells no donen dels propines a molts de dits « oficials, y altres en donen cortes y disminuides del que se divan donar, « hajan de donar a quiscu dels dits senyors consols : sis lliures de confits o « tres lliures de dragea en lloch de dits confits, a voluntat dels dits senyors « consols y sis marsepans de pes de dues onzes quiscu, sis trossos de « carbassat de pes de dues onzes quiscu, sis trossos de pinyonade al pes de « tres onzes quiscu y dotze bescuyl de tot de sucre de pes de una onze quiscu ; « y altre tente propina del mateix pes y quantitat al Scriba-major de la casa « consular ; y als magnífichs assessors y advocat, quatre lliures de confits o dues « lliures de dragea, quatre trossos de carabassat, quatre marsapans, quatre « trossos de pinyonade y vuit trossos de biscuyl de sucre, tot del mateix pes ; « y lo mateix dia donat al syndic en la present universitat adjudant de « Scriba-major y subsindich y del mateix pes ; y als dos « verguers massers » « onze sous a quiscu y una lliura de confits ; y als demes verguers una lliura « de confits a quiscu y un real ».

Avant l'examen public, le candidat était requis de déposer entre les mains du « Scriba-major » une quantité d'or représentant la valeur des propines exigées, et qui servait de gage en cas de non remise de ces dernières (1).

Cette ordonnance ne mentionne pas la nature des propines dues aux examinateurs, car, en sus de celles-ci, il leur était dû des redevances en espèces. La charte de Charles-Quint précise que chaque *sobreposat* recevra trois florins et chacun des six *prohoms* un florin et demi (2). L'ordonnance de 1615 y ajouta 24 réaux pour chaque *sobreposat* et 12 réaux pour chacun des *prohoms* (3).

Si la coutume de donner des « confitures » aux examinateurs paraît fort ancienne (4), par contre, la création de cette nouvelle imposition était récente (ordonnance du 28 avril 1520) (5). Antérieurement étaient seulement dus des droits pour la confrérie, et, plus tard, l'autonomie corporative réalisée, pour le Collège.

L'ordonnance de 1485 est la première qui mentionne que le nouveau maître doit payer ce qu'on a coutume de donner à « Messire Saint-Michel », savoir trois florins pour les frais d'examen et deux florins pour « ouvrir boutique » (6).

(1) Arch. com. de Perpignan, Livre de Totis, BB 39 (1615-1620), f° 3. « Y ans de « fer dit examen o presentatio avant dits senyors consols, se haja de donar, « memorial scrit de ma del scriba major o adjudant, firmat del dit scriba « major, del examinant presentant, loqual haja de posar en poder del dit « scriba major, une senyora de or, équivalent a les dites propines, per les « faltes de dites propines ».

(2) Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Tres florins a cascu « del sobreposats, e un flori emich a quiscu dels sis prohoms, los quals faran « dit examen ».

(3) Arch. dép.; Fonds des apothicaires. Charte du 14 juillet 1615. « Ajen « a donar lo die del examen de Practica a cada hu de les hoñs sobreposats « vint y quatre reals, y a cada hu dels hoñs prohoms de dit collegi, dotze « reals, comrentse a fer los florins se acostuman a donar lo dia del examen ».

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 37, Livre de Totis (1606 1610), f° 3. « Sempre han acostumat de donar tots los que passen y examinen de temps « immemorial (16 février 1606).

(5) Voir plus haut, note 2.

(6) Id. BB 7, f° 377. « Pagant lo que es acostumat, a mossen Sant Miquel « ço es tres florins per lo examen e dos florins per lo parar dit obrador ».

Le privilège de Charles-Quint (1520) porte à six livres, monnaie de Perpignan, le montant de cette redevance, et la réduit à trois florins pour les fils d'apothicaires (1).

L'ordonnance du 14 juillet 1615 fixe à douze livres les droits afférents à la caisse du Collège, droits dont les fils « d'apothicaires collégiés » étaient exonérés (2), mais qui s'ajoutaient à ceux que devaient payer tous les nouveaux promus : vingt réaux par « bassine de confiture » donnée à chaque *sobreposat*, plus dix réaux par « bassine de confiture » donnée à chaque *prohomen* ; somme versée à la « Caisse aux trois clefs » du Collège (3).

Enfin, l'*andador* recevait lui aussi cinq sous pour chaque convocation du Collège et, en outre, dix sous et une livre de fruits confits le jour du dernier examen (4).

En somme, « les droits d'admission à la maîtrise, « représentent, en quelque sorte, l'achat du métier et des « privilèges qui y sont attachés » (5).

Quelle était l'importance des privilèges dont jouissait le maître apothicaire ? Quelle était, par contre partie logique, la nature des obligations auxquelles il devait se soumettre ? Tel sera l'objet de la deuxième partie de notre étude, qui nous conduit à examiner les conditions d'administration et de réglementation régissant la vie particulière, intérieure et extérieure de cette corporation.

(1) Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Empero que primer « hague de pagar a la confraria de mossenyor Sant Miquel, cap y patro de dit « collegi sis lliures monede corrent en Perpinya, exceptat aquells que seran « fills de apothecaris examinats de dita villa, que tant solamen paguaran tres « florins, moneda corrent en Perpinyan ».

(2) Arch. dép., Fonds des apothicaires. « Item ordenam que qualsevol « apothecari, droguer candler y confiter que se examinara dins la pñt vila « aja a pagar a la dite caixa d'el collegi dotze lliures, exceptat los fills de apo- « thecaris collegiats que no ajen a donar sino lo que fins assi se acostuma ».

(3) *Id.* « Ordenam que desta hora en avant, per quiscuna bassine de « confiture dels honorables prohomenos deu reals, los quals diners volem sien « posats en la caixa de treus claus y fruexa per les coses mes utiles y neces- « saries sien a dit collegi ».

(4) *Id.* « Per quiscuna vegada per dita festa se convocara lo collegi a pagar « al andador, sinch sous, y lo dia del postier examen, deu sous y une lliura « de confits ».

(5) A. DRAPÉ, op. cit., p. 134.

DEUXIÈME PARTIE

LA VIE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE PROFESSIONNELLE

VIE INTÉRIEURE

CHAPITRE PREMIER

LES « SOBREPOSATS » : Nomination.

CHAPITRE II

FONCTIONS DES « SOBREPOSATS » : Administration intérieure.

CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION DE LA « CONFRÉRIE ».

VIE EXTÉRIEURE

CHAPITRE IV

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES.

CHAPITRE V

LES RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS.

CHAPITRE PREMIER

LES « SOBREPOSATS »

RÈGLES GÉNÉRALES COMMUNES.....	Pages 113 à 114
NOMINATION ET MODALITÉS	— 114 à 116
LA « MATRICULE »	— 116 à 122

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES « SOBREPOSATS »

RÈGLES GÉNÉRALES

Malgré l'insuffisance documentaire constatée sur la première période des origines, il appert nettement de nos recherches d'archives, sur la question de l'organisation des apothicaires en Roussillon, sur ses rapports administratifs, tant avec l'autorité locale qu'avec l'autorité souveraine, seigneuriale ou royale, que cette communauté professionnelle était soumise aux règles générales qui ont dominé l'ensemble des corps de métiers de notre province.

Il est intéressant de noter, dans la vie extérieure des communautés, la concordance et, pour ainsi dire, le parallélisme des institutions communales et corporatives, les liens de la vie économique et de la vie politique qui constituaient l'unité réelle de la cité et de la profession.

D'autre part, les notions de hiérarchie, par les aptitudes et les valeurs requises, aussi bien que la défense des prérogatives ou privilèges, consacrés par un formalisme trop souvent étroit et exclusif, paraissent former les bases durables de la vie intérieure corporative.

Une documentation objective va nous permettre désormais de déterminer avec précision les caractères essentiels, généraux et particuliers, propres à notre profession.

La communauté des apothicaires était administrée, comme tous les corps de métiers, par des « chefs de métiers », dénommés *sobreposats* (du latin *suprapositi*), (surposés) (1), et, plus tard, au xvii^e siècle, « administrateurs » (2).

Leur désignation ou nomination, ainsi que leurs fonctions au service de la vie intérieure et extérieure de la profession, présentent des traits historiques que nous allons examiner successivement.

NOMINATION ET MODALITÉS

Avant la création du Consulat qui représente la délégation de l'autorité supérieure (7 des calendes de mars 1196), lorsque les « coutumes réglementaient la vie sociale « comme la vie économique, chaque métier avait ses *pro-homs* (*probi homines*) en nombre illimité » (3), chargés de la gestion des intérêts communs.

Parallèlement au développement des institutions communales, le système adopté pour l'élection des consuls « servit aussi au fonctionnement des corps de métiers qui « tenaient annuellement une assemblée où l'on élisait, à la « pluralité des voix, **deux sobreposats** chargés de les « administrer ». (4).

En 1315, le jour des ides de juillet, le lieutenant du roi à Perpignan changea le mode de nomination. A l'élection par les membres de la corporation, était désormais substituée la désignation des nouveaux *sobreposats* par leurs prédécesseurs, choix qui était toutefois soumis à l'approbation royale (5). Nouvelle modification en 1360.

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 39,

(2) Voir plus haut. p. 25

(3) Auguste D'ORIOLA DE PALLARÈS. *Les Consuls de Perpignan*, p. 29.

(4) E. DESPLANQUE, *Les Constitutions communales de Perpignan*, publié par la *Revue d'histoire et d'archéologie du Roussillon*, 1900, 1^{er} année, tome 1.

(5) FLORENT-SERRURIER, *Le Devenir Social*, op. cit., p. 42, janvier 1896.
Id. A. DRAPÉ, op. cit., p. 81.

Les « surposés », toujours au nombre de **deux**, seraient à nouveau soumis à l'élection annuelle par tous les membres de la corporation, où, dans tous les cas, par la majorité d'entre eux. (1).

Le 2 juin 1395, prétextant les désordres qui ne manquaient pas de se produire à chaque élection, les consuls modifièrent l'organisation politique des métiers (2). Il fut ordonné à tous les offices, sauf ceux qui jouissaient des privilèges spéciaux (les pareurs et les notaires) (3) d'établir un conseil de 5 à 11 personnes selon l'importance de chacun d'eux.

Ces conseillers, dénommés encore *prohoms*, choisis annuellement par les *sobreposats* parmi les « surposés » élus, nommaient les nouveaux chefs de métier d'accord avec les administrateurs sortants.

Les *sobreposats* des *speciayres* devaient désigner cinq conseillers (4). Ce système confiait la direction des

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 39.

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 164. « En eligir caps de mester et « sobrepausats de molt del mesters de la vila de Perpinya, entrevenien discen-
« sions e discordies en destrich de la cosa publica de dita vila ».

Les troubles étaient fréquents dans les villes et principalement dans celles où ne se faisait pas sentir dans sa plénitude l'autorité des agents royaux. Chaque cité était devenue une petite république, s'administrant elle-même, où quelques grandes familles se disputaient les charges municipales qui n'étaient pas seulement honorifiques, mais encore contribuaient à l'enrichissement de leurs titulaires. Chacune de ces familles avait ses partisans (voir plus loin), prêts à entrer en lutte avec leurs rivaux, ce qui donnait lieu à des troubles parfois sanglants.

En fait, ces désordres étaient inhérents à un état politique où ne régnait aucune autorité forte; cela joint au pillage des deniers publics (voir plus loin), fut la cause la plus agissante de la décadence du régime communal primitif à large et unique représentation corporative. Ce même état de choses se produisit avec les mêmes effets en France comme en Espagne. Mais cette situation subsista plus longtemps chez nos voisins qu'en Roussillon, où la royauté mit relativement peu de temps (Sentence de la reine Marie du 28 août 1449) à rénover le régime communal en s'immisçant dans son administration.

(3) A. DRAPÉ, op. cit., p. 82.

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 164 v° et 165. « ... Item les sobre-
« pausats del mester dels speciayres de la dita vila con volran elegir e fer
« altres sobrepausats del dit lur mester l'any vinent, elegesquen primerament
« pringuen e hagen absi en la dite electio fehedora dels dits sobreposats
« cinch prohomens del dit master en consellers lurs ab acord, voler e consell

métiers à une « coterie » qui, par suite, le représentait au Conseil général de la commune (1). Il fut sanctionné par le roi Martin le 23 août 1402 ; celui-ci, en outre, fixa la date des élections entre le 5 et le 23 juin et porta à deux ans la durée des pouvoirs des chefs de métiers tout en les soumettant annuellement au renouvellement partiel (2).

LA « MATRICULE »

Le 18 août 1449, la reine Marie, lieutenant-général du royaume, en même temps qu'elle modifiait la constitution communale, établissait un nouveau mode d'élection des *sobreposats*.

Le 20 juin de chaque année, toute personne agrégée à une corporation avait la possibilité de se faire inscrire sur un registre dit « de matricule », si, devant une commission composée des consuls en exercice et des anciens consuls premier et second, elle « justifiait d'une capacité suffisante » (3). Le 22 juin, on tirait d'abord au sort les conseillers de l'office. Ceux-ci choisissaient aussitôt six personnes âgées d'au moins 35 ans, parmi lesquelles, le sort, à nouveau consulté, désignait les deux *sobreposats* qui étaient élus pour un an (4). Il est intéressant de constater le parallélisme des institutions communales et corporatives. La « matricule », créée dans la cité pour limiter la participation des gens de métier aux fonctions communales — les *sobreposats* étant de droit membres du Conseil général — avait été étendue aux élections des chefs de métier dans le même but.

Ce dernier mode d'élection fut encore modifié le

« dels dits cinch prohomens o de la maior partida de aquells elegeschens
« fassen l'any present lurs sobreposats del dit mester per l'any venider ».

(1) FLORENT-SERRURIER, op. cit. (décembre 1895), p. 252 et suivantes. Au sujet du Conseil général. Voir plus loin : Chapitre V : Les relations avec les Pouvoirs publics.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.*

12 mai 1499 par Ferdinand le Catholique. Désormais, quatre opérations étaient requises pour la nomination des chefs de métier : l'immatriculation, l'insaculation, l'extraction et, enfin, l'admission (1).

En 1346, Pierre IV d'Aragon avait classé les habitants de Perpignan d'après la dignité de leur état et l'honorabilité de leur profession en trois « bras » ou « mains » : bras majeur, bras moyen, bras mineur (2). Cette classification persista jusqu'à la Révolution. Les apothicaires étaient rattachés au « bras mineur » et y demeurèrent toujours compris.

Le registre d'immatriculation du « bras mineur » (3), auquel appartenaient les apothicaires, conservé aux Archives communales de Perpignan, nous permet de constater la manière de procéder pour cette inscription. Elle était effectuée par les *sobreposats* devant les consuls, avec le concours de deux témoins. Le « scriba-major » de la Maison consulaire rédigeait un procès-verbal de cette opération dont voici un modèle :

« En présence des tres illustres François Oliver, François Ros, Pierre Contart, Bernard Rossel et François Bonet, l'année courante consuls de la ville de Perpignan, « ont comparu les honorables Joseph Golot et Jean Nogues « apothicaires, administrateurs du collège de cette ville, « lesquels ont procédé à l'immatriculation des apothicaires, « de cette ville, suivants : Pallade Cardanyola, Michel Badià, Jacques Cadene et François Termens. Dont acte. « Témoins : André Bonet, François Villa et moi Antoine « Pijoan, notaire et scriba-major » (4). (20 juin 1647).

(1) FLORENT-SEBASTIEN, op. cit. (janvier 1896), p. 59 et suiv.

A. DRAPÉ, op. cit., p. 139 et suiv.

(2) Voir plus loin, la distinction entre « bras » et « main ».

(3) Arch. com. de Perpignan, BB 18 (1647-1737), Registre catalan-français, recouvert de parchemin.

(4) *Id.*, BB 18, f° 1. « En presentia dels molts illustres senyors don Francisco Oliver, don Francisco Ros, Pere Contart, Bernat Rossell y Francis « Bonet lo present y current any consells de la ciutat de Perpignan, han « comparat los honorables Joseph Golot y Jean Nogues, apothicaris, adminis-

Seules, les personnes « matriculées » pouvaient être « insaculées », c'est-à-dire avoir leur nom inscrit sur un bulletin qu'on enfermaît dans une boule de bois placée dans une bourse ou sac, qui contenait le nombre de bulletins attribué à chaque corporation (1).

Les Archives municipales de Perpignan possèdent un registre des « insaculations » du « bras mineur » (2); il s'étend de 1636 à 1735. Les folios 648 à 654 donnent la liste des apothicaires « insaculés » pendant la durée d'un siècle; 7 bulletins leur étaient attribués (3), on y relève 40 « insaculations ».

Selon ces documents, on nommait toujours **deux** *sobreposats*, non plus par élection, mais par « extraction ». Les opérations avaient lieu chaque année, la veille de la Saint-Jean d'été — la ville s'étant placée sous la protection de ce saint.

Les résultats étaient consignés dans les registres des délibérations du « Conseil général ». La ville de Perpignan n'en possède malheureusement plus que deux, qui embrassent les périodes suivantes : 1559 à 1563 et 1725 à 1741 (4). Il nous est facile de relever le nom des apothicaires qui furent désignés pour exercer les fonctions de « surposés ».

« tradors del collegi de apothecaris desta villa, lesquels han feta la matricule
« dels apothecaris de dita vila seguent : Palleir Cardanyola, Miquel Badia,
« Jaume Cadena y Frances Termens De quibus. Testes : Andreu Bonet,
« Francisco Villa y ego Antonius Pejoan notarius et scriba-major ».

(1) Le nombre des bulletins était limité (15 pour les tisserands de laine, par exemple) et fixé d'après l'importance numérique de la corporation. Il variait avec elle. (Les tailleurs qui avaient droit à 12 bulletins virent aussi ce nombre porté à 18; par contre, les forgerons et maréchaux-ferrants passèrent de 18 à 12). Le nombre de bulletins attribués aux apothicaires demeure invariablement fixé à 7. La date et l'inscription de l'« insaculation », ainsi que l'insertion dans les bourses, étaient effectuées par une Commission dite « douzaine d'insaculation ». Ces diverses opérations étaient inscrites sur un registre d'insaculation.

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 20, Livre des *insaculations*, tome III (1636-1735).

(3) Voir p. 120, note 1.

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 1 (1559-1583) et BB 2 (1725-1741).

C'est ainsi que le 23 juin 1559, « *son estats extracts sobreposats de apothecaris lo un après l'altre : Jaume Roig et Raphael Tamaro.* » (1).

Il est intéressant de noter que la « bourse d'insaculation » affectée aux apothicaires est appelée indistinctement, tantôt « bourse des apothicaires », tantôt « bourse des épiciers ». Le 23 juin 1562, François Tamaro et Jacques Roig sont « extraits » de la bourse *intitulada « sobreposats de especiers »*. Le 1^{er} juillet, sur la demande de l'intéressé, les consuls font désigner un successeur à François Tamaro. Le nouveau « surposé » est *extret* de la « bourse de *sobreposat de apothecari* » (2).

Lorsque, en 1620, les droguistes se séparèrent des apothicaires, ils disputèrent à ces derniers le droit d'être qualifiés épiciers. Le différend fut tranché par une ordonnance consulaire du 8 novembre 1698, aux conclusions de laquelle il était enjoint au secrétaire de l'hôtel de ville d'employer le terme *apothecaris-speciers* dans tous les actes de réception et d'admission de ceux qui feraient désormais partie du collège (3). Cette décision avait été prise à la suite d'une requête formulée par le collège des apothicaires le 7 novembre 1698 (4) pour mettre fin aux attaques des droguistes qui voulaient conserver, seuls, le monopole de la vente de l'épicerie. Les apothicaires précisent que les dites personnes « insaculées » dans la bourse des épiciers sont toutes des apothicaires. En outre, dans le

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 1 (1559-1563), 23 juin 1559.

(2) *Id.*, BB 1 (1559-1563), f° 239.

(3) *Id.*, BB 75, Liasses du Greffe (1697-1698). « Los molt illustres Senyors consols attes que los apothecaris examinats de la present vila en les actes de llur receptio, se podan anomenar apothecaris especiers justa les ordinations del dit collegi bolsa de sobreposats de speciers... havien ordenat y ordenam al secretari de la present casa consular que en los actes de receptio y agregatio de los personas que se agregaran de aquí al devant al dit collegi designe y continue apothecaris speciers confirmante en asso al contengut en ditas ordinations y demes actes al nomenats. » (8 novembre 1698).

(4) *Id.*, 7 novembre 1698.

livre dit *de animas*, qui renferme toutes les opérations d'« insaculation », les noms inscrits sur les languettes de parchemin contenues dans les boules sont ceux d'« apothicaires examinés de la présente ville. » (1).

En effet, si encore dans le second registre des délibérations du Conseil général, la bourse affectée aux apothicaires était simplement et incomplètement désignée « bourse des *surposés especiers* », la vérification des noms des intéressés qui en furent « extraits » le 23 juin 1729 : Joseph Coder, Michel Font, Nicolas Razouls, Joseph Montoya, Isidore Muixart, Joseph Racort, Pierre Blad, François Vernet, nous montre qu'ils étaient tous apothicaires (2).

*
* *

L'« admission » était intimement liée à l'« extraction ». Il suffisait que celle-ci ne soulevât aucune opposition pour qu'elle fût prononcée. Toutefois, dans ce dernier cas, fallait-il que l'objection fût réellement fondée.

Le 23 juin 1729, Isidore Muixart, « extrait » *surposé especier*, fait opposition à l'« extraction » de son confrère Joseph Racort, « attendu qu'il se trouve employé à l'hôpital du Roy » (3). Après enquête, le motif invoqué fut rejeté, « attendu que l'emploi du dit Racort à l'hôpital du Roy n'est point un empêchement à son installation » (4).

En dehors de ce cas, certains motifs d'incapacité, ainsi que certaines circonstances précises, pouvaient annuler la nomination : tout candidat ayant des liens de parenté avec

(1) Arch. com. de Perpignan. « ... Una bolsa de cuyro — dins de ella set « rodolins dins delsquals rodolins ab llenguets de pergami se troban escrites « los noms següents : Hyacinto Sabater, Pere Blat, Bonaventure Roig, Pere « Montoya, Pere Mercer, Frances Reig, Domingo Vernet. . . certifico assibe que « las ditas persones insaculadas en dita bolsa de speciers son tots apothecaris.

« . . Y que tots los decretits en aquells rodolins ab llenguets son apothecaris examinats de la present vila . . . llibre de animas, lo quall conten tot lo « bon regimen de la ensaculacions de dita casa consular ».

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 2, f^o 67. Ces mêmes noms sont retrouvés au cours des délibérations de Collège, ainsi qu'un jury d'examen des candidats à la maîtrise d'apothicaire. — Voir Livres de Totis de cette époque.

(3) *Id.*, BB 2, f^o 67.

(4) *Id.*

le nouvel élu ne pouvait être « extrait », de même que tout *sobreposat* sortant (1).

Le nouveau promu pouvait refuser d'exercer les fonctions pour lesquelles on l'avait désigné. Si des raisons valables motivaient son refus, les consuls le déclaraient *inhabil* (2). Par cette sanction, ils lui interdisaient, pendant plusieurs années, le droit de briguer cette charge corporative : le 1^{er} juillet 1562, les consuls acceptent la démission de François Tamaro, l'intéressé « ayant neuf « enfants et de multiples occupations » (3). Pour pourvoir à son remplacement, il fallut procéder à trois scrutins ; les deux premiers sortants étant frappés d'incapacité et reconnus « inhabiles » (4).

Enfin, en cas de défaillance au cours de leur mandat, de l'un ou l'autre des nouveaux *sobreposats* promus, les consuls, pour éviter toute formalité nouvelle, procédaient à la nomination de « surposés subrogés », qui avaient les mêmes attributions et prérogatives que ceux qu'ils remplaçaient (5).

Le 23 juin 1737, Nicolas Razouls et Joseph Coderc furent les derniers apothicaires (*surposés especiers*) désignés par « extraction » (6). En effet, une ordonnance consulaire du 25 octobre 1737 abolit « l'usage de procéder à « l'« extraction » de « surposés » du corps à la maison de

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 1, f° 139.

(2) *Id.*

(3) *Id.*, BB 1, f° 239 1^{er} juillet 1562). « Te mes de vuyt inffants com ne « tinga nou et te moltes occupations ».

(4) *Id.* Jacques Rigola et Antich Maspons furent frappés d'incapacité. Guillaume Villa fut « extrait » et admis « habile ».

(5) *Id.* a) BB 47, f° 21 (1^{er} septembre 1668). « Surrogacio » de François Reig, apothicaire en qualité de *sobreposat del collegi de apothecaris* ».

b) « Surrogacio » du même, « comme *sobreposat del collegi o confraria de « especiers apothecaris* ». BB 47, f° 69 (22 octobre 1670).

c) BB 53, f° 105 (11 juillet 1720).. « Subrogation d'administrateurs du corps « des apothicaires *especiers* en faveur de Michel Font y Gavado *apothecari* ».

(6) *Id.*, BB 2.

« ville » pour « le collège des maîtres apothicaires » (1). Cette ordonnance faisait partie de la cinquième liasse des *ordinacions* cotée sous le n° 253. Tous ces documents ont disparu depuis longtemps des Archives communales. Leur perte est d'autant plus regrettable qu'elle ne nous permet point de savoir quel fut, par la suite, le mode d'élection adopté pour la nomination des apothicaires « surposés », dont nous allons étudier la nature des fonctions.

(1) Arch. com. de Perpignan. II 9, Inventaire des Archives de la ville dressé, en 1751, par le notaire Jaume, secrétaire de l'Hôtel de Ville : « Du » 25 octobre 1737 ordination pour le collège de M^{rs} apothicaires qui abolit « l'usage de procéder à l'« extraction » de « surposés » du corps à la Maison « de ville ».

CHAPITRE II

FONCTIONS DES « SOBREPOSATS »

ADMINISTRATION

LÉGISLATION ET JURIDICTION CORPORATIVES.....	Pages 125 à 129
DROIT DE CONTROLE ET D'INSPECTION	— 129 à 135
TAXATION ET VENTE.....	— 135 à 138
SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS CORPORATIFS.....	— 138 à 144

CHAPITRE II

FONCTIONS DES « SOBREPOSATS »

ADMINISTRATION

Quelles étaient les attributions de ces chefs de métier ? Quels étaient leurs pouvoirs ? M. A. Drapé les a exactement définis. « Leur autorité s'étendait, on peut le dire, à toutes les manifestations de la vie de l'office » (1). Mandatés pour assurer la direction de la communauté professionnelle, généralement seuls, parfois depuis 1395 (2) avec l'aide des *prohoms*, leur action s'exerçait non seulement dans la vie intérieure du collège, mais encore, en dehors de la corporation, dans le domaine économique et politique de la cité.

*
* *

Elus pour administrer la corporation dans son organisation intérieure comme dans ses finances, les *sobreposats* étaient investis de pouvoirs de législation et de gestion. A ce double rôle essentiel, et comme corollaire, s'ajoutaient, en vue d'assurer l'observation des règlements, des attributions d'ordre exécutif et judiciaire.

LÉGISLATION ET JURIDICTION CORPORATIVES

« De l'analyse des documents semble se dégager cette « idée générale, que les statuts des offices avaient d'abord « été établis par les *prohoms*, puis par les *sobreposats*,

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 40.

(2) Voir plus haut, p. 115.

« enfin par les consuls » (1) qui jusqu'à la Révolution « deviennent les véritables législateurs des métiers » (2).

Certes, l'élaboration et la rédaction des règlements corporatifs demeure l'œuvre des *sobreposats*, mais leur promulgation appartient aux consuls qui publieront les statuts professionnels à la requête des *caps de mester*. L'ordonnance du 7 mai 1381 a été rendue à *requesta dels sobreposats de speciayres* (3); celle du 18 juin 1439, a *instancia deguda dels sobreposats e prohomens del dit offici de speciers* (4); celle du 15 novembre 1485 a *instancia de Père Llobet e Galceran Oliver sobreposats e dels prohomens de dita art de apothecaria* (5); enfin, celle du 7 novembre 1508, *instants e requerints los honrats en Johan Pereta et Rafel Tamaro sobreposats l'any present de l'art de speciers e apothecaris* (6).

*
* *

Cette règle ne fut pas toujours exempte de conflits. Le 28 avril 1520, le Collège des apothicaires, en violation des règles coutumières « supplie » directement l'empereur Charles-Quint de vouloir ratifier des statuts élaborés par lui « sous forme et autorité de privilèges » (7).

Les consuls sanctionnèrent cette indépendance exceptionnelle, correspondant toutefois à l'évolution historique, en abrogeant cette charte comme contraire aux institutions communales (8).

Et ceci nous permet d'expliquer peut-être pourquoi nous n'avons trouvé nulle part trace dans les Archives

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 42.

(2) *Id.*, p. 47.

(3) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 133.

(4) *Id.*, BB 7, f°s 288 et 295.

(5) *Id.*, BB 7, f° 378.

(6) *Id.*, BB 7, f° 424.

(7) Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone : « ... Suppliquem a » vostra réal majestat le placia consentir .. los capitols següents en forma y « auctoritat de privilegis ».

(8) Arch. com. de Perpignan, AA 4, f° 579 (14 avril 1526).

roussillonnaises, du texte de ce privilège (1) dont les dispositions furent mises et demeurèrent en vigueur malgré l'opposition des consuls (2).

Ce document mérite attention ; il est une preuve de l'immixtion de plus en plus agissante de l'autorité royale dans l'administration des villes, dès la fin du xv^e siècle.

En 1493, après la restitution à l'Espagne des comtés de Roussillon et de Cerdagne, une période nouvelle s'ouvrit pour ces provinces. L'œuvre des souverains catholiques, Ferdinand et Isabelle, a consisté à unifier l'Espagne sous l'aspect politique et religieux et à lui assurer contre les méfaits de l'insécurité de l'époque, le bienfait de l'ordre intérieur.

Dans l'accomplissement de cette tâche, ces souverains trouvèrent des concours actifs parmi les hommes qui jouèrent auprès d'eux le même rôle que les légistes auprès des rois capétiens : *les letrados* (lettrés). Juristes d'humble origine, versés dans l'étude du droit romain, ils lui empruntaient ses théories sur la toute puissance du souverain qui doit être absolu ; comme l'empereur romain, il est la loi vivante, la *lex animata*. Dès lors, les libertés municipales ou provinciales ne pouvaient subsister dans leur plénitude antérieure. Les villes, si fières de leurs *fueros*, se virent imposer au-dessus de leurs magistrats, des fonctionnaires royaux les *corregidores* qui, ainsi que leur nom l'indique, les mirent en tutelle.

C'est ainsi qu'en Roussillon il y a quatre *viguiers* (3) à la fois administrateurs, juges, chefs de guerre. Au-dessus

(1) Ce document est conservé aux Archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone, et nous a aimablement été communiqué par l'érudit archiviste catalan M. Martinez-Ferrando. (Le document photographique de l'original sera déposé aux Archives de Perpignan).

(2) Voir plus haut, p. 44.

(3) Viguiers (du latin *vicarius*), désignait dans les provinces du Midi ceux qui (juges ou officiers) faisaient fonction de prévôt royal. De nos jours, un viguier français représente le chef de l'Etat, co-prince avec l'évêque d'Urgell des Vallées d'Andorre, dans l'administration de cette principauté indépendante.

d'eux, siégeant à Perpignan, le *Portant Veus*, lieutenant du gouverneur superposant son autorité à celle des *viguiers* ; mais son chef, le lieutenant gouverneur siège à Barcelone, et y représente le roi dans la plénitude de sa souveraineté.

Après Ferdinand et Isabelle, et grâce à eux, l'Espagne était mûre pour la Monarchie absolue que Charles-Quint, leur petit-fils, ne tarda pas à établir.

Pareil état de choses ne s'est point réalisé, sans que les consuls aient perdu partie de leur prestige et de leur pouvoir. Dès lors, on s'explique l'acte d'audace du collège des apothicaires de Perpignan, violant la coutume et s'adressant directement à l'empereur au lieu d'en référer aux consuls.

D'après le principe du droit romain, remis en vigueur par les *letrados*, cet acte était parfaitement légal. Le souverain est la source de toute la loi comme de toute justice, et ses sujets peuvent s'adresser directement à lui. Ainsi agissaient les plaideurs qui priaient le roi de les accorder, nonobstant l'existence des tribunaux ; ainsi procédaient, jusqu'à la fin de l'ancien régime français, les porteurs de *placets* que recevait le monarque lui-même ou le premier prince de sang. Les agents de tous ordres, les détenteurs de toute fonction publique, d'après le droit romain, ne tiennent leur pouvoir que du souverain, et leur fonction cesse de s'exercer dès que l'autorité suprême décide de trancher elle-même une question.

Certes, les apothicaires de Perpignan devaient être assez ignorants du droit romain ou de ces principes. Mais ils n'ignoraient pas que les *viguiers* ou autres agents royaux s'appliquaient à tenir en tutelle les autorités communales, et que les consuls n'étaient plus omnipotents comme jadis, à l'égard des gens de métier.

S'ils devaient entrer en lutte avec les magistrats de la cité, ils savaient trouver conseil, appui et encouragements auprès des représentants du roi, heureux de faire sentir une autorité qui trouvait sa justification dans l'absolutisme du monarque.

L'ordonnance de Charles-Quint avait donné pleine satisfaction au collège des apothicaires ; il serait exagéré de penser que cette satisfaction était partagée par les consuls ; que ceux-ci n'aient pas voulu faire transcrire cet acte au livre des *ordinacions* (1) selon l'usage, la chose est plus que vraisemblable.

Quoiqu'il en soit le privilège royal demeura observé et appliqué : Bien plus, devant le succès de leur initiative, les *sobreposats* rendirent l'ordonnance du 14 juillet 1615 sans demander l'approbation consulaire... *nos altres* Alonso Pastor y Jaume Perarnau, *sobreposats co-administradors... ordenam les coses següents* (2).

DROIT DE CONTROLE ET D'INSPECTION

Si l'élaboration de nouveaux règlements, dont la promulgation demeurerait subordonnée à l'autorité consulaire, constituait une tâche importante, l'observation des statuts et leur application demeurerait la fonction essentielle des *sobreposats*.

C'est à eux qu'incombait la vérification de la *carta testimonial* (3) et du certificat de *vita et moribus* (4). C'est aux *sobreposats* que l'apprenti adressait sa requête pour accéder à la maîtrise (5), et c'est encore eux, qui procédaient à l'examen du candidat (6). — Le serment professionnel était prêté en leur présence, devant les consuls et ils partageaient avec ceux-ci l'autorisation d'accorder la licence d'exercice de la profession au nouveau maître (7).

(1) La transcription sur le registre des *ordinacions* équivalait à une sorte de publication de la loi. Le préambule de l'ordonnance du 15 novembre 1455 (BB 7, f° 377) est ainsi conçu : « Las ordinacions, deius scrites, fetes per los « honorables consols de dita vila, ab voluntat a consentiment dels sobreposats « et prohomens... »

(2) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires.

(3) Voir plus haut, p. 74 et suiv.

(4) *Id.*, p. 80 et suiv.

(5) *Id.*, p. 88.

(6) *Id.*, p. 90 et suiv.

(7) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 288 : « ... Obtinguda adonchs licencia « dels dits honorables consols e sobreposats del dit offici puguessen adonchs « e no en altra manera usar del dit offici o art de apothecaria ».

Les *sobreposats* avaient dû certainement abuser à leur profit de ce privilège, puisque l'ordonnance du 15 novembre 1485 condamne d'une amende « de cent sous de César », dont un tiers était versé au trésor royal et les deux autres tiers à la confrérie, ceux qui auront accordé une licence illicite d'ouverture de pharmacie (1).

*
* *

En plus de la vérification des conditions d'admission à la maîtrise, les chefs de métier avaient un droit de contrôle sur l'exercice de la profession. Ce pouvoir portait principalement sur l'inspection des officines, qui subit de nombreuses variations.

Le 15 novembre 1485, les consuls leur donnèrent la faculté de reconnaître toutes les boutiques « une ou plusieurs fois » et de saisir « poids ou mesures fausses », ainsi que toutes choses « illicites et malfaites ». Ils les examineront avec certains *prohoms*, et s'ils les reconnaissent « ni licites ni véritables », ils jugeront et agiront « selon leur conscience » ou en appliquant le règlement (2).

Ces dispositions furent confirmées et complétées par Charles-Quint (ordonnance du 28 avril 1520). L'empereur étendit, en outre, le droit de contrôle aux *prohoms* de l'office. Toute drogue ou denrée reconnue suspecte, à la suite d'un examen pratiqué par les *sobreposats* et trois conseillers, devait être brûlée ou détruite et ceci, sans que l'intéressé puisse formuler un recours quelconque,

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 377 : « ... E si tal licencia impetrava « algu o per algun era consentida... ab los susdits caygue en pena de cent sous « Cesar, per cascuna vegada donadora la terça part al senyor rey, e les « restants dos parts à la capella de Sant Miquel, .. »

(2) *Id.*, f° 378. « Que los susdits sobreposats puguen regonexer totes les « botigues de dites arts una vegada e moltes ; e si en aquelles se trobaran « alguns pesos o mesures falsas, o coses il·licits o malfetes, dits sobreposats « puguen aquelles pendre e portar ont los sera ben vist fahedor per aquelles « examinar ab algu s prohoms e vist que si aquelles no eren licites ni verda- « deras, los sus dits sobreposats et dits prohoms puguen aquelles privar junta « lur consciencia o regla de les damont dites ordinations e distribuir ut supra ».

même auprès d'un officier municipal ou royal (*official*) (1); c'était la consécration de l'étendue des pouvoirs que le Privilège conférait aux *sobreposats*. Ceux-ci choisissaient eux-mêmes les *prohoms* qui devaient les assister « et personne d'autre » (2).

Cette même ordonnance précise que dorénavant *seuls* les *sobreposats*, assistés des *prohoms* de leur choix, auront le droit d'inspection des officines.

En effet, antérieurement à la charte de 1485, qui leur en avait contéré le pouvoir pour la première fois, le droit de visite des boutiques et de contrôle des médicaments était assuré par une Commission composée de trois membres. Ainsi en avait décidé le roi Pierre II d'Aragon dans une ordonnance rendue en 1351 à la Cour de Perpignan. Le souverain constatant, par l'expérience des choses, « l'impéritie, l'avarice ou la malice de nombreux *speciayres* » dans la préparation des « confections et des médicaments » qui avait pour résultat de prolonger la maladie et parfois d'occasionner la mort, veut y remédier dans l'intérêt de la santé publique.

En conséquence il ordonne au *viguier* ou au *batlle* de chaque agglomération de désigner chaque année trois

(1) Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Donar y atorgar poder « facultat als dits sobreposats, de dita art, que ara son e per temps esde « venidor seran, queills tant solament ab los prohoms de dita lur art que volran « e no altri puguen e haguen de regonexar una vegada l'any e moltes tantes « quantes los dits sobreposats volran ensemps ab los dits prohoms, que « volran de dita art, les botigues dels apothecaris, speciers, droguers y « mercaders y qualsevolt stament de persones que tinguen drogues o mate- « rials tocant a la dita art de apothecaria, y aço pusquen fer y exsecutar com « es dit los temps que volran sens interventio de algun altre official. E vistes « e regonegudes dites drogues, medecines e confitures, seras obradas e no « obradas e altres coses tocant lur art, puguen aquelles portar sen hon volran « per ferne degut examen en judici, laqual puguen fer ab tres prohoms de lur « art per ells elegidors. E si judicaran dites coses tocant a lur art e offici o « alguna de aquelles no eren bones, que puguen aquelles cremar o lancar « o altrament se haga destar a lur judici e delaratio sens que no sen puga « provocar ni appellar ni haverne recorts a alguna altra persona ni official « qualsevolt que sia abdicat poder e facultat a qualsevolt altres personnes y « officials de fer dite reconexença ni judicis ».

(2) Voir page 130, note 3.

prohoms : un négociant (*mercader*) un médecin et un *speciayre* (épiciier-apothicaire) qui auront pour mission de « reconnaître et s'informer » si les sirops, confections, médicaments et autres préparations propres aux *speciayres* sont exécutées convenablement. Les produits reconnus « mal faits et non loyaux » seront dénoncés au *viguier*, au *batlle* ou tout autre *official* qui, pour rendre leur sentence, s'en remettront aux conseils des experts (1). Précisons que cet acte obligeait « les dites trois personnes » à effectuer cette inspection « au moins une par semaine loyalement ». Leurs honoraires « pour leur travail » étaient payés par la communauté de la ville (2).

Lorsque les apothicaires purent faire reconnaître qu'ils étaient « aptes et experts » dans la préparation des médicaments « amenant le salut des malades » « avec l'aide de la grâce divine » (3) (1439), les consuls accordèrent à leurs *sobreposats* le privilège d'effectuer seuls cette inspection. Toutefois, ils ne conservèrent ce droit que de 1485 à 1585 (4).

(1) Arch. com. de Perpignan, II 1, Constitutions de Catalogne, vol. III, titre II, p. 28 et 29. « De examen de medecinas, Pere Terc en la cort de Perpinya, any 1351, cap. 36 ».

« Car experientia de la cosas nos ensenya que par malas confections e « medicaments, la qual cosa imperitia, avaritia e malitia de molts speciayres « se esdeve, las malalties son allongadas, e mort encara se segueix a vegadas ; « perço volents donar remey aquestas cosas, ordenam e statuim que lo viguer « o balle de cascuna ciutat o vila, ab consell e assentiment dels consellers o « paciariis o jurats e consell de aquella ciutat o vila, elegexen cascun any tres « prohoms, lu de loquals sie mercader, e lo altre fisic, e lo altre speciayre, « qui hajan curan de regonexer e inquirir si los axarobs e altres medicaments « medecinals e confectionals e altrás cosas qui, al offici de speciayre se per- « tenyen, sien bones e abtes e leyalment, segons ques pertenyen et conven « fetas ; e si algunas no be ne leyalment trobaran esser fetas aquellas « denuntien al veguer o balle o altre official al offici delqual las cosas desus « ditas se esguarden, qui sobre aquellas cosas faça e exequexa ço que las « ditas tres personnas li consellaran ».

(2) *Id.* « Que las ditas tres personas, almeyns une vegada en la setmana « las dita cosas regonexer... què en la ditas cosas se hauran leyalment... lo « salari de las quals tres personnas per lur treball havedor per la universitat « dela ciutat o la vila en laqual e'ls seran, sie pagat ».

(3) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f^o 287. « Cum per obtenir, migantsant « la gracia divinal, remedis de salut de las malalties .. per bones persones « be aptes e experts ».

(4) Voir plus haut, p. 130.

A cette date une nouvelle réglementation de la visite des boutiques entra en vigueur.

Reprenant les considérants de Pierre IV, par une ordonnance prise à la Cour de Montso, Philippe II octroya à tous les conseillers, pairs, jurés, consuls, procureurs et autres administrateurs des cités, villes et autres agglomérations de la principauté de Catalogne, comme des comtés de Roussillon et de Cerdagne, le droit de « nommer chaque année un médecin et un apothicaire » qui, avec le protomédic (1) ou son substitut « pouvaient visiter » les boutiques de tous les apothicaires. Les administrateurs municipaux pouvaient se joindre à eux s'ils le désiraient. L'expertise portait sur les « drogues, les eaux et autres médicaments ».

Tout produit reconnu « mauvais » était détruit par ces contrôleurs « nonobstant les privilèges consentis aux apothicaires et à leur collège » (2).

Il est intéressant de souligner le parallélisme sinon de date, du moins de fait, qui existe entre la promulgation de cette ordonnance (1585) et la nomination par les consuls, de médecins examinateurs aux épreuves de maîtrise des apothicaires (1573) (3).

(1) Le protomédecie était choisi parmi les professeurs de la Faculté de médecine. L'édit du 21 mars 1759 réserve ce titre au doyen. « Le protomédic « est le supérieur immédiat de tous les chirurgiens et apothicaires de toute « la province, à l'exception de ceux de Perpignan. Il fait tous les ans la visite « de boutiques d'apothicaires et d'épiciers de la province et même ceux de « Perpignan ». CARRÈRE, *Voyage pittoresque en Roussillon* (année 1788), p. 346.

(2) Arch. com. de Perpignan. Constitutions de Catalogne. II 1; édition de 1585-1588 vol. 1, livre II, titre VII, p. 183, « de examen de medicinas, Philippe en la cort de Montso, any MDLXXXV ». « ... Per quant es necessari « ner la salut corporal, proveir a las bonas medicinas, statuim e ordenam ab « lo atio y approbatio de la present cort, que tots les consellers, paers, juats, « consuls, procuradors y altres administradors de las ciutats, vilas y altres « universitats axi del Principat de Cathaluña com dels comtats de Rossello y « Cerdanya, pogan nomenar un melge cada any y un apothecari, losquals ab « lo Protomedic o son substitut pogan regonexer junctement ab dits adminis- « tradors de los ciutats, vilas y altres universitats, sils aparra assistirhi, las « botigas de tots los apothecaris y miren las drogas y ayguas y altrás cosas de « medicinas y tinguen facultat de lansir las quels apera esser dolentas, no « obstant qualsevol privilegis a dits apothecaris y a lur collegi concedits ».

(3) Voir plus haut, p. 101.

Faut-il y voir la preuve de l'insuffisance professionnelle, ou plutôt le désir d'ingérance du corps médical ? Quoiqu'il en soit, et ceci confirmera cette deuxième hypothèse, les apothicaires ne recouvrèrent plus dans ce domaine, leurs droits antérieurs. Le 15 décembre 1675 — après le rattachement du Roussillon à la France — un arrêt de la Cour du Conseil souverain du Roussillon confirma aux consuls le privilège à eux accordé par Philippe II, de nommer « un docteur en médecine et un apothicaire » pour la visite des boutiques d'apothicaires par le protomédic (1).

Mais la royauté française, dans sa méthode politique d'unification et pour affermir son autorité, supprima aux consuls les prérogatives de liberté que les occupations étrangères précédentes leur avaient maintenues. C'est ainsi que le 26 juin 1715 l'intendant de la province, le marquis de Timarca, prie de « nommer le dit Joseph Carrère, médecin pour faire la visite chez les droguistes et apothicaires conjointement avec le protodémic suivant le droit qu'ils ont de nommer un chaque année à cet effet » (2).

C'était un pas de plus vers la violation des anciennes constitutions communales rendue concrète par un règlement du 22 juin 1724 chargeant de la visite des officines et de l'inspection des drogues « le médecin de l'hôpital des Repanties » avec un salaire de « trepte livres monnoye de Perpignan de Platte » (3).

Nous avons cité ce dernier document qui nous permet de supposer que les apothicaires-inspecteurs devaient être rétribués au même titre que les médecins. Nous compléterons ces renseignements en précisant que les inspecteurs avaient un bureau *lo despaig de visuradors*

(1) « Nominatio de doctor en medecina y apothecari, par la visura de « las botigas de apothecaris per lo protomedich ». Nous n'avons pu trouver le texte de cet arrêté, signalé par Jaume dans son Inventaire. (Voir plus haut, p. 122, note 1).

Toutes les nominations annuelles de médecins et apothicaires-inspecteurs sont contenues dans les Registres de Totis, BB 33 à BB 60 (1585-1789).

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 52 (1707-1715), f° 171.

(3) *Id.*, BB 85, Liasses du Greffe (années 1724-1725).

de drogues e matzines (1) (bureau des visiteurs de drogues et médicaments) situé dans un local de l'ancien Palais de Justice (2).

TAXATION ET VENTE

Une attribution des *sobreposats*, non moins importante que celle de surveiller l'activité professionnelle des membres du Collège, consistait également dans la défense de leurs intérêts. C'était, en somme, la contre-partie qui garantissait et protégeait l'exercice normal de la profession sous le contrôle des intérêts généraux permanents de la cité.

En vue d'assurer une qualité parfaite dans la préparation des médicaments pour le « bien et salut de la chose publique » (3) et pour empêcher une concurrence qui ne saurait être que néfaste, le Privilège de 1520 accorda aux *sobreposats* le droit d'établir un *tarif de vente*. Celui-ci fixera équitablement (*graduar*) le prix des médicaments simples et composés (4). Les administrateurs seront chargés de son application avec l'aide, au besoin d'un *official réal* choisi par eux (5).

Si les clients contestent ces prix, établis cependant au

(1) Jean GUIBEAUD, *Journal illustré des Pyrénées-Orientales* (années 1901-1904), p. 176.

(2) L'ancien Palais de Justice, construit en 1448, est attenant à l'Hôtel de Ville. Il logea jusqu'à la Révolution française l'administration du « Général de Catalunya », chargé de la l'vée des impôts sur toute l'étendue de la Généralité du Roussillon, Vallespir et Cerdagne. On l'appelait « Casa del Général », puis « Casa de la Deputacio local ».

(3) Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone (1520). « Per lo be e salut « de la cosa publica » et les ordonnances du 18 juin 1439, du 15 novembre 1485 et du 7 novembre 1508 dans le même but.

(4) *Id.* « Corregir e graduar los preus de les medecines, axi simples com « compostes ».

(5) *Id.* « Sien executades per los sobreposats de dita art e collegi ab « existentia de aquell official que dits sobreposats de dits apothecaris vlrrian « e elegiran per interior omniumque ».

plus juste en vertu du serment prêté (1) par les apothicaires, la décision sera rendue par les *sobreposats* équitablement, envers chaque partie.

Le jugement « accordant à chaque partie son droit » (1 bis) sera sans appel auprès du *batlle* ou de tout autre *official* (2).

Si les requérants émettent des soupçons à l'égard des *sobreposats*, deux *prohoms* leur seront adjoints. Leur verdict sera rendu sans aucun recours et « par aucune voie » (3).

L'ordonnance des 1351 qui avait institué la commission chargée de faire l'inspection des officines (4) avait confié à ces mêmes trois personnes le rôle d'arbitre en cas de contestation de prix entre l'acheteur et le *speciayre* (5). Sur quelle base était-elle effectuée ? L'acte précise qu'il devra être exigé l'ordinaire (6), ce qui pourrait nous laisser supposer l'existence d'un tarif conventionnel ; mais faute de documents précis nous ne pouvons émettre encore que des conjectures.

Quoiqu'il en soit, il est un fait intéressant à souligner. C'est l'intérêt porté par le pouvoir royal à la communauté des *speciayres*. Avant tout règlement corporatif (le premier en date est du 7 mai 1381) une charte royale avait, dès 1351, édicté la réglementation de la fabrication et de

(1) Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone (1520). « Sino lo que « sera just en virtut del jurament, per ells prestat en lo principal de leur « offici ».

(1 bis) « Donar à cascuna part sont dret ».

(2) *Id.* « No sen puga appellar, reclamar ni havié algun recors aus pus « per ells, ne sera feta relatio al honorable *batlle* o altre *official* ».

(3) *Id.* « En tel cas se puguen assistir dos *prohoms*... e *judicatio* delsquals « se hague estat sens que nou sen puga haver recors o altre per ninguna via ».

(4) Voir plus haut, p. 131.

(5) Arch. com. de Perpignan. Constitutions de Catalogne, II 1, édition de 1585-1588, vol. III, livre II, titre II, p. 28 et 29. « De examen de *medicinas* » « Pere Terc en la cort de Perpinya, any 1351, cap. 36 « .. Si sobre lo preu « de las ditas cosas entre los *speciayres* e los *compradors* contesa sera, hajan « estar a dit e arbitre de las ditas tres personas ».

(6) *Id.* « Lo ordinari *exequexa* ».

la vente des médicaments « pour le bien et le salut de la chose publique. » C'est aussi le même principe qui conduisit le Prince Philippe (le futur Philippe II) à modifier dans ce sens le privilège de 1520. Dans une ordonnance rendue en 1553 à la cour de Montso il enjoint aux apothicaires de faire désormais la « taxation » des remèdes conjointement avec un des deux médecins désignés par le « juge ordinaire » (1).

En cas de « fraude ou dol » ou d'exagération de prix de la part de l'apothicaire (2), l'affaire est tranchée « après audition des parties verbalement et sans procès » par le *batlle*, son juge ou tout *official real* qualifié (3). Un délai de quinze jours est nécessaire durant lequel on peut demander aux *sobreposats* d'examiner les dits comptes (4). Passé ce temps si « preuve est faite du dol et du faux » l'apothicaire coupable est condamné à une amende de 40 sous dont une moitié sera versée à l'*official* qui aura porté la décision et l'autre moitié à la chapelle du dit collège (5).

Cette importante question de tarification est rappelée dans l'ordonnance du 14 juillet 1615 : Il est interdit de re-
« lever ou d'augmenter » les prix du tarif, sous peine d'une
amende de cinq livres. En outre, seuls les *sobreposats*

(1) Arch. com. de Perpignan. Constitutions de Catalogne, vol. 1, livre VII, titre II, p. 399 « de prescriptions », Philip princeps y lochtinent général de Carles en la seguna cort de Montso, any MDLIII, cap. XXVI. « .. Encara « mes statuim y ordenan, que los apothecaris .. hajan a fer la tatxatio ab « interventio de un o dos metjes deputadors per lo jutge ordinari, y aço se « tinga per tot lo Principat de Catalunya y comtats de Rossello y Cerdanya ».

(2) Archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone. « Per fraus o doll del « apothecari e per augmentar mes lo compte ».

(3) *Id.* « Oyen las partes, de paraula e sins procès... per lo *batlle* o jutge « de aquell o altre qualsevol *official real*, al qual se pertangues la conoxença « de ditas cosas ».

(4) *Id.* « Si no y era declarat que puga taxar y examinar dits comptes « per los dits *sobreposats* ».

(5) *Id.* « Passats los quinze dias, si s'as prova lo dol e falsedat, que sia lo « dit apothecari en pena de quaranta sous, applicadors la mitat al *official real* « qui aura entrevengut, e altra meytat a la capella de Sant Miquel, patro de « dit *collegi* »,

auront le droit de taxer les « dits comptes de médicaments ». Pour ce faire, ils percevront six *diners* par livre pour les mémoires des apothicaires étrangers à la ville et deux *diners* pour ceux de la localité ; toute autre personne qui jugerait et taxerait « ces comptes encourt une peine de cinq livres » (1).

Pour le bon renom du collège et la garantie des clients, les *sobreposats* avaient établi ces instructions ; pour la sauvegarde des intérêts particuliers ils avaient édicté des règlements contre les débiteurs et les revendeurs illégaux.

SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS CORPORATIFS

Pour que ne soient point lésés les apothicaires qui « sans demander des arrhes ni des reçus », mais, mus par un sentiment de « charité, de piété » et « d'autres vertus chrétiennes et catholiques » et par « amour fraternel » ont vendu à crédit tout médicament d'urgence, les *sobreposats* exigent qu'ils soient, de tous les créanciers, les premiers « privilégiés » que l'accident ou la maladie soit longue ou courte et suivie ou non de la mort (2) (charte de 1520). Les constitutions générales de Catalogne ainsi que celles des comtes de Roussillon et d'Aragon précisent, en effet, que les *artistes* (3) doivent se faire payer de leur « crédit ou

(1) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires, « ... No pugan relleñar « ni creixer en los preus... se trobaran expressats en nuestro tarifo (article 14) « ajen de ser taxats y indicats per los hoños sobreposats dits comptes de « medecines . . . exigint sis diners per lliura dels de fora la present vila, y dos « diners dels de la present vila... qualsevol altra persona que nos puga « judicar ni taxar dits comptes, y qui al contrari fara encorrega en pena de « pinch lliuras per quiscuna vegada ». (Article 15).

(2) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « . . Fer orden de cristia, « que es cosa de molta estima... moguts e comudats per caritat e pietat e « al'ras virtuts de bon cristia e catolic... no guosen en tal temps de necessitat « e tristor de las malalties que amanassen la mort als pacients, demanar « penyores ni encara firmanzes... totes les medecines. . en quasevol malaltia « courtes o largues, en sanitat preses o apres morran por algun acsident sobre- « venint sien totes privilegiadas ».

(3) Voir plus haut, p. 29.

dette» dus pour leurs honoraires, dans un temps déterminé. Passé ce délai, il y a prescription et aucun recours ne peut être exigible (1).

Les mauvais clients « sans vergogne » faisaient jouer en leur faveur ces institutions. Au cours d'une « longue maladie ou autrement » les débiteurs laissaient arriver le temps de la prescription et ouvraient un nouveau compte chez un autre confrère.

Constatant le « détriment » apporté à « l'âme de telles personnes » et le « dam et préjudice » occasionné aussi aux apothicaires, les *sobreposats* interdirent (depuis 1520) à tout membre du Collège de délivrer des « médicaments simples ou composés », ni « autres choses de sa boutique », à toute personne — quel que soit son état ou sa condition — débitrice d'un autre apothicaire jusqu'à ce que le confrère créancier soit payé « intégralement » par la dite personne. Tout apothicaire contrevenant devra payer à son confrère

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « ... A las constitucions « dels comptes de Rossello y Cerdanya... a las Gen rals constitucions de « Cathalunya... erendisposat que tots los artistes se hagen a fer pagar de « lurs credites o d udes, a ells per raho e ocasio de lurs officis degutes dins « cert temps, lo qual passat lo es abdicat tota facultat de exhigir aquells ».

Les apothicaires avaient *deux ans* pour réclamer le paiement de leurs créances. Passé ce délai, ils ne pouvaient rien demander à leurs débiteurs. En effet, selon une ordonnance du *batlle* et des consuls de Perpignan, en date du 10 juin 1377, les drapiers, *apothicaires*, tailleurs, pelletiers, forgerons, menuisiers et autres manouvriers ne pouvaient réclamer aucune dette en raison de leur travail, métier ou office après un délai de deux ans. (Archives communales de Perpignan, BB 7, f° 129).

Ces dispositions furent confirmées par le *batlle* en 1418 et annoncées par criées dans la ville de Perpignan (Archives départementales de Perpignan, B 210) et maintenues également par Philippe (le futur Philippe II), lieutenant-général de Charles-Quint.

Dans une ordonnance rendue à la cour de Montso, en 1553, il prescrit aux apothicaires d'établir un relevé des sommes dues par leurs clients pour l'achat des remèdes et d'en requérir le paiement dans les deux ans ; passé ce délai, ils ne pourraient rien réclamer à leurs débiteurs. (Archives communales de Perpignan, II 1 ; Constitutions de Catalogne, vol. 1^{er}, titre II, livre VII, p. 399. « ... Encara mes statuim y ordenam que los apothecaris hajan de « traure los comptes a sos debitors de las medecinas y demanar la paga dins « dos anys, y si dins termini no haurien feta la diligencia no puguen demanar « res . . »

créancier tout ce qui lui est dû ; en outre on aura recours contre sa « personne et ses biens » et il encourra une amende de 10 florins dont un tiers sera versé à la cour où la peine aura été dénoncée, un autre tiers au dénonciateur et le dernier tiers à la chapelle de Saint-Michel (1).

*
*
*

Si ces principes de déontologie protégeaient la légitime rémunération du travail de chaque membre, l'intérêt collectif était en même temps sauvegardé par la lutte entreprise par les *sobreposats* contre l'exercice illégal.

Les revendeurs « détenaient et vendaient beaucoup de choses touchant l'art de la pharmacie et de l'épicerie », telles que « confitures, amandes, vermicelles, pain azyme, filasse, noisettes grillées, pignons tourons, chandelles de cire, eaux cordiales, remèdes composés et eaux distillées ». Tous produits, en somme, dont la vente était réservée aux « apothicaires-épiciers ».

Qui plus est, les dites personnes vendaient et pesaient tous ces articles sur les mêmes balances servant également au pesage du savon, des chandelles de suif, ou autres produits vulgaires. Pour obvier à cela, le privilège de 1520 accorda le droit aux *sobreposats* de saisir au domicile des revendeurs toutes ces marchandises et de les « ven-

(1) Arch. de la Couronne d'Aragon, Barcelone. « ... Necessitat de malties o alrement...sens vergonya van a altra botiga... que passe lo temps « en ditas constitucions statutes contengut... alleguen la exceptio de prescriptio de aquelles tales e gran dany e perjudici als dits apothecaris... que « ningun apothecari... pugui fiar medecines simples ne compostes ne altres « coses de sa botiga a ninguna persona de qualsevol estat o condicio sea, « laqual sea tenguda per raho de medecinas o altres coses presses a algun « altre apothecari... fins a tant aquell tal dentor integrament haura pagat e « satisfet tot lo que de aquell tal apothecari haura pres... E si lo contrari « sera fet o atemptat que aquell tal apothecari sia tengut y obligat a satisfer « al creador apothecari... se pugui fer prompta exsecutio contra ell e sous « bens... aquell tal incorregi la pena de deu florins moneda corrent en la dita « vila de Perpinya, la terça part dels quals se hage aplicar a la cort hont tal « pena sera denunciada e la altra tercera part al denunciant e altre a la « capella de Sant-Miquel patro de dit collegi ».

dre », en conduisant cette opération avec le concours d'un *official real* choisi par eux (1).

Malgré ces prescriptions, les revendeurs continuaient leur négoce, favorisé par « l'ignorance » des acheteurs et les « prix modiqués » consentis.

En vue de préserver la santé publique et pour prohiber de semblables « sophistications », l'ordonnance du 14 juillet 1615, donne aux *sobreposats* le droit de vérifier et d'expertiser ces produits vendus « en public ou en cachette ». Le revendeur versera un ducat à la chapelle du « glorieux Saint-Michel » pour ce contrôle. Tout contrevenant sera passible d'une amende de 25 livres, et la même peine sera encourue par tout apothicaire, droguiste, fabricant de chandelle ou confiseur, qui aura acheté les dites marchandises, dont la vente n'aurait pas été accordé par les *sobreposats*, après une inspection préalable (2).

*
* *

A la protection des intérêts particuliers, les *sobreposats* devaient ajouter la mission de sauvegarder un « art et

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Algunas personas de dita « vila e signamment los revenadors — presumexan tenir e vendre moltas cosas « tocans a l'art de apothecaria y speciers com son confituras, amellas, fideus, « neulas de pasta o de sucre y clareyes, y avellanes torrádas, pinyons, torrons, « candelas de cera, ayguas cordials e medecines compostes, aygues destilladas « y altras cosas las quals venen y pesant aquellas ab balanças ab les quales « acostuman pesar sabons, candelas de cera e altras semblant coses... si tro- « baran tales personas venens tales mercaderias que pugan, en semb ab un « official real, lo que volran, anar a casa de tals personas y prendre dites « mercaderias y aquelles vendre ».

(2) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. « ... Moltes personnes o « per ignorencia y no coneixer ho o per los preus modichs qui le enganya... « Se prohibeixen semblant sofisticacions... no puga en ninguna part dintra « la present vila, en public ni de amagat, vendre aquellas que primer no sian « visitades y aprovades per los sobreposats de dita art, a pena de vint y sinch « lliures per quiscuna vegada que sera fet al contrary, y aixibe incorregan en « ditas penas qualsevol apothecari, droguer, candaler o confiter de la present « vila que comprara dites mercaderias sens primer esser visitades y aprovades « per dits sobreposats, y per dita visadura lo qui vendra aja a pagar per obs « de la capella dels glorios Sant Michel un ducat ».

collège » dont la nécessité et l'utilité pour « le bien et le salut de la chose publique » étaient reconnus (1).

Il leur était permis, à ce titre, de réunir leurs collègues pour délibérer sur des questions professionnelles : Le 28 juin 1651, une assemblée du collège fut provoquée afin de savoir s'il n'existerait pas à Poitiers « Royaume de France » des trochisques de vipères, confectionnés selon les règles, afin de pouvoir « étudier et préparer la *grande thériaque* » (2).

Le privilège de 1520 leur avait donné le droit de convoquer leurs confrères sans avoir recours à l'autorisation d'un *official* (3). Important privilège sans exemple alors dans les autres corps de métier et dont étaient fiers à juste titre les apothicaires, car il prouvait l'estime en laquelle les tenaient les pouvoirs publics.

En effet, les autres corporations ne pouvaient s'assembler « qu'après avoir obtenu l'autorisation du bayle jusqu'en 1648, et du conseiller du roi sous la domination française (4). Jaloux de ce privilège, les *sobreposats* exigeaient la présence de tous les membres aux assemblées qu'ils provoquaient (5).

C'est ainsi que le 26 août 1723, Isidore Muixart et Joseph Racort « administrateurs en exercice » représentè-

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « La utilitat de dit art o « collegi de apothecaris, e per lo be e salut de la cosa publica e encara per » la necessitat de dit art e collegi ».

(2) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires (xvi^e-xvii^e siècles). « Per « comprendre y confectionar la thriaca magna si apse diligencia obtenir si a « Potier, Reyna de França, se trobara trociscos de viperas, fets ab tota aquella « forma y modas se costuma fer ».

(3) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Consentir en perpetual « Privilegi a dits sobreposats y administrators del collegi de dita art dels « apothecaris puxquen ajustar e congregar liberament e sens haver demanar « alguna licentia de algun tantes voltes en aquell loc o lochs hon volran, « quantes les plaura ».

(4) A. DRAPÉ, op. cit., p. 141.

(5) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Sia tingut qualsevolt « apothecari o specier — anar a casa de altra dels dits sobreposats per lo « consell ».

rent aux magistrats municipaux que les apothicaires refusaient de se rendre aux réunions du collège, enfreignant de ce fait les prescriptions de l'article 10 du privilège du 28 avril 1520. Les consuls rappelèrent les contrevenants à l'ordre, en les menaçant non seulement de l'amende d'une livre de cire prévue en pareil cas par la Charte de Charles-Quint (1), mais encore de la contrainte par corps (2).

Telles étaient les importantes fonctions des chefs de métier. Lorsque les membres d'une corporation n'étaient pas nombreux — c'était le cas pour les apothicaires — ils cumulaient les fonctions de syndic et de trésorier (3).

Les corporations n'ayant pas eu, semble-t-il, de patrimoine, du moins à leur origine (4), la gestion financière des *sobreposats* s'exerçait essentiellement sur l'administration de la confrérie, dont nous allons suivre l'activité et les manifestations.

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Incorrer ipso facto pena « de una lliura de cera donadora e applicadora a la dita confraria de dit « collegi de apothecaris ».

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 84, Liasses du Greffe (année 1723).

(3) A. DRAPÉ, op cit., p. 141 et 142. Toutefois, un document du 18 septembre 1647 (Arch. dép. série E, Fonds des apothicaires) cite Joseph Guiot « syndich et procurador » du collège. De même, l'article 1^{er} d'une ordonnance du 28 janvier 1664 est relatif à la nomination d'un syndic pour percevoir les revenus et les créances du collège : « ... Primerament que conve dit collegi « falta y constitue un collegiat de dit collegi en syndic per cobrar les rendes « y emoluments de dit collegi ».

(4) *Id.*, p. 41. Avec le développement commercial amenant parfois la prospérité des corporations, certaines d'entre elles avaient acquis quelques « titres de rentes d'infime valeur ». (DRAPÉ, p. 199) : « Les biens des communautés consistent surtout en objets de piété. D'une manière générale, les « corporations étaient pauvres et leurs charges plus importantes que leurs « revenus ».

Id., p. 198.

CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION DE LA CONFRÉRIE

L'UNITÉ DE FOI ET L'UNITÉ CORPORATIVE. Pages 147 à 148
LA VIE RELIGIEUSE : « Mossen Sant Miquel
cap y patro » des apothicalres roussillonnais. — 148 à 154

CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION DE LA CONFRÉRIE

L'UNITÉ DE FOI ET L'UNITÉ CORPORATIVE

Pendant la période du Moyen-Age, contre le désordre d'une époque troublée, au lien créé par l'identité des intérêts groupant en Corporations les hommes d'une même profession, s'ajouta la force particulière du sentiment religieux. La croyance était devenue le fondement même des institutions civiles comme celui de la conduite privée qui en traduisait les expressions, par les actes de la vie quotidienne.

Voici un texte, extrait d'un auteur du ^{xv}^e siècle, qui donne la synthèse curieuse de cette doctrine appliquée à la vie corporative de cette époque :

« Avant tout — dit un livre du ^{xv}^e siècle à l'usage des chrétiens vivant dans le monde — les unions et confréries se forment dans le travail pour que toute notre vie soit ordonnée dans les disciplines chrétiennes et que le travail même soit sanctifié. Si nous travaillons tous, dans le commandement de Dieu, ce n'est pas seulement en vue du gain, ce qui ne serait pas une bénédiction, mais porterait dommage à l'âme. L'homme doit travailler pour la gloire de Dieu qu'il a ainsi ordonné et pour la bénédiction de sa peine qui revient à l'âme ; pour avoir ce qui est utile à notre vie et à celles des nôtres ; et, ce qui procure une joie chrétienne, enfin, pour pouvoir faire participer les pauvres et les malades au fruit de notre travail » (1).

(1) JUST DE BERNON, *Histoire du peuple allemand* (Paris. 1881, p. 19). Malgré les différences historiques essentielles et considérables qui ont existé

C'est sous l'influence de ce caractère d'inspiration religieuse que la Corporation se constitua en Confrérie. Placée sous le patronage d'un saint dont le culte était célébré et magnifié dans certaines circonstances importantes ou solennelles, la Confrérie, imprégnée de cette forme de spiritualité chrétienne, se développa sous un climat moral qui attachait chacun de ses membres à la même bannière, aux mêmes insignes, à la même loi. Mais elle se consacrait aussi à la pratique de la paix dans l'atelier par le sens du devoir et de la charité qui servent de base aux accords collectifs et individuels. Cela permettait aux entreprises de continuer, par une discipline d'ordre et d'obéissance destinée à atténuer les conflits sociaux toujours possibles et à les empêcher de nuire gravement à l'essor de la communauté.

L'unité de la foi a été, pour ainsi dire, le gage et le ciment de l'unité de l'action corporative et tout le Moyen-Age présente le spectacle de cette confusion (1), de cet interpénétration de l'ordre civil et de l'ordre religieux.

LA VIE RELIGIEUSE

Dans la province catalane du Roussillon, en particulier, comme d'ailleurs dans le reste de la France, la

à cette époque entre la situation et le régime des corps de métiers de France et d'Allemagne, on sait qu'ici, comme là, la confrérie était à l'origine de la corporation et se confondait avec elle. Les règles étaient généralement les mêmes partout. Cela provenait de ce que l'inspiration chrétienne, venue de Rome, procédait de même manière, en vertu de l'extension et de l'application de ses principes permanents d'unité et d'universalité. En raison de ces caractères, le texte cité, qui résume les principaux aspects et le rôle de la confrérie, nous a paru intéressant à rappeler.

(1) Ainsi que nous l'avons vu, les documents désignent indistinctement par le terme « confrérie » ou « office » tout groupement corporatif.

Même après le xiv^e siècle, avec la différenciation hiérarchisée des métiers, lorsque le mot « confrérie » ne s'appliqua plus qu'aux métiers mécaniques, nous n'avons jamais retrouvé une distinction, une scission nettement établie entre ces deux applications. Fréquemment, la corporation des apothicaires est désignée par l'expression « collège et confrérie », bien que ces derniers aient occupé la première place des « artistes » ou « métiers honorables ».

confrérie a persisté, en général, pour la majeure partie des corps de métiers.

Placé dans le cadre de ces considérations d'ensemble, nous allons suivre l'évolution de cette institution religieuse dans la corporation qui nous occupe.

Saint Michel était le « patron » de la « confrérie » des apothicaires. Le premier document qui le mentionne est la Charte du 15 novembre 1485, qui désigne ainsi son protecteur : « Chef et patron de l'office » (1). La vénération de l'archange devait être telle que, même après leur organisation autonome (1620), les droguistes, fabricants de chandelles et confiseurs voulurent conserver le même protecteur (2).

Nous n'avons nulle part trouvé trace de l'emblème de l'étendard de la confrérie. Sans doute était-ce l'effigie célèbre de l'archange qui terrasse le dragon ? Derrière ce symbole se groupaient les membres de la corporation toutes les fois que la levée de la milice municipale s'effectuait, ou lorsque le collège participait aux processions publiques ou aux solennités du saint.

Une pièce du 2 octobre 1729 fixe l'ordre dans lequel devront marcher les corporations lors des processions à travers la ville. Le rang était déterminé d'après l'ancienneté de l'érection et de l'établissement du collège. Les apothicaires venaient en deuxième place, derrière les chirurgiens. Il était même ordonné « aux maîtres des dits collèges d'assister à la procession avec un flambeau chacun ». (3).

Mais c'étaient principalement les solennités de la fête du saint « du mois de mai et de septembre (4) qui donnaient lieu à des manifestations de lustre et d'éclat aux-

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 377. « ... Sant Miquel cap et patro « de dit offici ».

(2) *Id.*, BB 8, f°s 180 à 185 et HH 15, f°s 3 à 8.

(3) Arch. dép., série C 1544 (Ordonnance du 2 octobre 1729).

(4) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. » Lo dias de Sant Miquel « de May e de Setembre ».

quelles étaient associés les *sobreposats* ». L'un d'eux, le *sobreposat-major*, était chargé de s'occuper des cérémonies religieuses à l'occasion des fêtes de septembre (1); l'autre, le *sobreposat-menor*, était chargé des mêmes fonctions pour la solennité du mois de mai (2).

En 1520, un curieux cérémonial avait été fixé, qui semblait avoir moins pour objet « de solenniser la dite fête et honorer le collège et la confrérie » que de « vénérer et considérer davantage » (3) les *sobreposats*.

Pour la fête de septembre, non seulement les apothicaires, mais encore les épiciers et les droguistes (tous réunis encore dans la même corporation) convoqués par le « conducteur » du collège devaient se grouper à la maison du *sobreposat-menor*. De là, tous ensemble devaient se rendre au domicile du *sobreposat-major* et l'accompagner « avec l'honneur qui lui est dû » à la chapelle où avait lieu la solennité. Le même rite devait être observé au retour de la cérémonie, ainsi que pour le *canta general* du lendemain (4).

Un formalisme identique devait être observé pour la « Saint Michel de Mai » avec cette différence que les honneurs étaient alors rendus au *sobreposat-menor* (5).

Tout contrevenant encourait une amende d'une livre de cire, à verser à la confrérie, en sus des frais occasionnés en cette circonstance (6).

La même ordonnance prescrivait l'observation du même cérémonial pour les réunions du Conseil. Malgré la

(1) 29 septembre, anniversaire de la dédicace de la Basilique construite en l'honneur du saint.

(2) 8 mai, apparition de l'archange au mont Gargan.

(3) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Solempnizar dita festa « y honrar lo collegi y confraria... los rectores e sobreposats slan... venerats « y acatats maiorment ».

(4) *Id.* « Ab aquella honrra que spertany ».

(5) *Id.*

(6) *Id.* « A pena de una lliura de cera, donadora e applicadora a la dita « confraria de dit collegi de apothecaris y esser condempnatx a totes les des- « peses per dites occasions faedoras ».

peine identique encourrue, les apothicaires durent s'y montrer réfractaires, ce qui motiva, à leur égard, de nouvelles sanctions (1).

Ces cérémonies se déroulaient dans la chapelle du saint, érigée dans le couvent dit de l'Observance (2). Ce couvent aurait été fondé en 1441, « extra-muros au lieu dit « Passio-Vella. Démoli vers 1464, il fut reconstruit en 1472, « dans la ville, entre les rues des Ferrers (rue Lluçia) et « des Carmes. Les religieux — *Fratres de la Passio* — « se fondirent par la suite vers 1504, avec les Frères « mineurs de Saint-François dont le Couvent, du XIII^e siècle, occupait l'emplacement où était installé l'ancien « hôpital militaire » (3), aujourd'hui désaffecté.

C'est dans cette chapelle, ainsi que nous l'avons vu, que se passaient tous les actes essentiels de la vie corporative : examen, prestation du serment, réunions du Conseil. Son entretien était assuré par diverses redevances et subventions, dont la gestion était confiée aux *sobreposats*.

L'ordonnance de 1381 ne mentionne pas le bénéficiaire des amendes versées pour les infractions à la réglementation ou à l'exercice légal. Par contre, celle de 1439 indique qu'un tiers de leur montant sera versé aux bonnes œuvres de la ville (4) et la Charte de 1485 précise que tout ou partie de ces amendes devait être versé ainsi qu'il est coutume, à la confrérie de « Messire Saint-Michel » (5).

En plus de ces peines, des redevances normales venaient alimenter la caisse de la confrérie (droits d'examen et d'ouverture de l'*officine*) (6) ainsi que des subventions exceptionnelles.

En vue d'assurer l'éclat des solennités, tout apothicaire

(1) Voir plus haut, p. 143.

(2) *Id.*, p. 90, note 2.

(3) Pierre VIDAL, *op. cit.*, p. 557-558.

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f^o 288, « Altra terça, part als obras « dels mors ».

(5) *Id.*, BB 7, f^o 377. « Pagant lo que est acostumat a la confraria de « mossen Sant Miquel ».

(6) Voir plus haut, p. 107 et 108.

devait verser deux réaux, et tout apprenti un réal, lors de chaque fête du glorieux Saint-Michel (1).

De même, des émoluments destinés « au culte divin, « aux vêtements et ornements » (2) étaient payés aux *sobreposats*. Ceux-ci, à la fin de leur mandat, devaient rendre compte aux nouveaux administrateurs, quinze jours après la Saint-Jean de juin (où l'on faisait l'« extraction ») (3), de la gestion de leur compte. S'ils étaient débiteurs envers la confrérie, ils devaient rembourser aux nouveaux élus — 15 jours avant de déposer leur compte — la somme due. S'ils étaient créditeurs, leurs successeurs, dans les 30 jours qui suivaient le dépôt de leur gestion, les rembouraient au moyen d'un impôt levé équitablement entre tous les apothicaires, par les *sobreposats* et *prohoms* (4).

L'importance de ces charges engageait la responsabilité financière des *sobreposats*. A la fin de leur année d'administration et dans les quinze jours suivant l'élection de leurs successeurs (5) ils étaient tenus de fournir le bilan de leur gestion, sous peine d'une amende de 40 florins (6).

(1) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. Ordonnance du 14 juillet 1615. « Qualsevolt apothecari... per las festivitats del glorios Sant Miquel « patro de dit collegi aja a pagar per quiscuna festivat dos reals y los jovens « que practican dintra la present vila un real ».

(2) *Id.* « Tocant al culto devino, vestits, ornamentals ».

(3) Voir plus haut, p. 118 et 119.

(4) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Passat dit any co es « quinze dias apres la festa de Sant Johan, en laqual festa se fan de tots los « officis la extractio, hage e sia tengut donar lo o leus compta als sobreposats « nous, de lur regiment e administratio tant de dadas com de derebudes... « si eren debitors... que del dia de la dita calculatio de comptes a quinze « dias en avant contadors hagen et sien tengunts pagar e satisfer als sobre- « posats nous .. Si dits sobreposats passats seran crehadors en la dita confraria « que del dia de la dita calculatio a trenta jours primers següents e complits « los sobreposats nous hagen et sian tenguts satisfer als sobreposats pasats, « ço es fer entre. totes les apothecaris légitem tall o talls, los quals hagen « et sian tengunts fer dites sobreposats, ab quatre prohoms ».

(5) *Id.* « Cascun sobreposat.. passat di any, co es quinze dias apres la « festa de Sant-Johan de Juny ».

(6) *Id.* « ... Si empero dits sobreposats recusarian donar dites comptes... « passats dites quinze dias cayen e sian caygutes en pena de quarente florins ».

Les *sobreposats* n'étaient en effet que les mandataires de la communauté (1). C'est à ce titre qu'ils avaient l'obligation de rendre compte de leurs actes, c'est à ce titre aussi qu'ils avaient le pouvoir de représenter la corporation au mieux de ses intérêts, dans la vie économique et politique de la cité,

(1) A. DRAPÉ, *op. cit.*, p. 141.

CHAPITRE IV

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

LES CONFLITS CORPORATIFS : Speciaayres,
adroguers, mercaders..... Pages 157 à 162

CHAPITRE IV

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

LES CONFLITS CORPORATIFS

Si le régime corporatif peut se caractériser par la recherche d'une harmonie économique de l'ensemble des différentes branches de production, due à une organisation réglementée de chaque profession, ainsi qu'à un esprit communautaire prédominant, il n'exclut pas cependant les différends pouvant surgir entre diverses activités.

Au cours de son évolution la corporation des apothicaires vécut en accord complet avec le corps médical ou l'Université ; mais il n'en fut pas de même dans ses rapports avec les épiciers, avec les droguistes et avec les *mercaders* (1).

De par leurs fonctions et leurs pouvoirs, les *sobrepo-sats* avaient mission dans ces conflits ou ces procès, d'assurer, la sauvegarde des intérêts professionnels.

La situation des épiciers vis-à-vis des apothicaires était très délicate. Ces derniers, en sus de la vente exclusive des médicaments, étaient légalement habilités — nous le verrons plus loin — à exercer ce négoce. Aussi l'immixtion des apothicaires dans la vie professionnelle de ceux-ci qui n'eurent jamais une existence corporative très indépendante, était-elle constante.

C'étaient les *sobrepo-sats* des apothicaires qui fixaient la nature des denrées (2) et même du matériel (3) qui leur

(1) Les *mercaders* étaient d'anciens marchands ayant acquis grosse fortune et considération sociale, mais leur situation avait perdu tout sens artisanal, puisqu'ils vendaient ce que d'autres créaient pour eux.

(2) Voir plus loin, troisième partie, chap. III : Réglementation de la vente.

(3) *Id.*

était toléré; c'était eux également qui leur donnaient la licence d'ouverture et d'exploitation de leur boutique (1), établissaient leurs statuts corporatifs et qui assuraient l'inspection des marchandises (2) au même titre que celles des apothicaires, puisque les deux professions se confondaient.

Après le rattachement du Roussillon à la France, la confrérie des épiciers fut certainement un des rares corps de métiers qui bénéficia des lois édictées par le pouvoir central — elle avait tout intérêt à le faire.

L'édit du 22 juin 1712 (3) leur accordait la vente des purgatifs; celui de mai 1779 (4) les rattachait à la corporation des droguistes et leur concédait les avantages précédents, en leur interdisant cependant tout mélange, mais en leur réservant le droit de faire subir eux-mêmes les examens des apprentis se destinant à cette profession (5).

Nous étions, il est vrai, à la veille de la Révolution et l'exercice de la pharmacie était déjà en voie de réglementation.

Plus sérieux étaient les griefs formulés par les droguistes. En 1619 ceux-ci, auxquels s'étaient joints les confiseurs, et les fabricants de cire et de chandelles, avaient demandé, dans une requête présentée à la Royale Audience de Barcelone, de se séparer de la corporation des apothicaires-épiciers, et à constituer un collège distinct ayant ses préroga-

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 378. « Algu qui vulla parar obrador « de specier e no d'apothecari, aquell puga parar sens examinar-se de apothecaria obtenguda empero primerament licentia dels sobreposats de dit « offici, laqual licentia li pugan dits sobreposats donnar y consentir de parar « dit obrador (de speciayre) ».

(2) *Id.*, BB 7, f° 378. « Que los sus-dits sobreposats puxen regonexer totes « les botigues de dites arts (de apothecaria e speciayria) una vegada e moltes... » (15 novembre 1485).

Id., BB 8, f° 181. « ... Drets y prerogatives del dit collegi de apothecaris « ayxi de la visita... » (12 février 1620).

(3) *Id.*, HH 11.

(4) *Id.*

(5) *Id.*, HH 11, art. II et VIII (édit de mai 1779).

tives propres (1). La bonne harmonie ne pouvait plus subsister entre eux, car les apothicaires sous-estimaient et tenaient en subordination les droguistes.

Ces derniers, forts de leur nombre et de leur capacité, revendiquaient au même titre que les apothicaires le droit d'administration du collège ainsi que la participation aux charges honorifiques qui y étaient attachées (2).

Le 27 novembre 1619 la sentence de la Royale Audience (3) fut rendue : elle leur donnait entière satisfaction. Et le 12 février 1620, les consuls de Perpignan édictèrent une nouvelle ordonnance en faveur du nouveau « collège de droguers, cerers et sucrers ».

Toutefois si les droguistes avaient obtenu leur autonomie administrative ils ne pouvaient se soustraire à la visite de leur boutique et au contrôle de leurs drogues par les apothicaires en vertu des « droits et prérogatives » que ceux-ci « prétendent posséder » (4) pour le faire.

*
* *

Un autre motif de discorde s'éleva entre les deux collèges en 1678 à propos du qualificatif « épicier » que les droguistes voulaient retirer aux apothicaires. Nous avons vu précédemment (5) que ce conflit demeura sans résultat, à la confusion des droguistes qui l'avaient soulevé.

(1) Arch. com. de Perpignan, HH 15, Livre de la corporation des *droguers, cerers y sucrers* de la ville de Perpignan, f° 1^{er}. « Possuit facere et constituere « unum corpus et collegium, distinctum et separatum, a dictis apothecariis ». (1619).

(2) *Id.*, HH 15, f° 1^{er}. « Quia apothecarii in administratione illius collegii non servant debitam equalitatem cum officia honorifica illius collegii dent « et commendent semper apothecariis et nunquam drogueriis ».

(3) La Royale-Audience ou Cour du Roi recevait en appel les jugements de la Cour du *battle* ou du *viguier*. Elle fut remplacée, en 1660, par le Conseil souverain résidant à Perpignan, les Roussillonnais ayant conservé, même après le rattachement à la France, le privilège de ne pouvoir être traduits en justice hors de leur province.

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 8, f° 181 et HH 15, f° 4. « ... Sens empero « prejudici de tots y qualsevol drets y prerogatives del dit collegi de apothecariis ayxi de la visita y altres que pretenen tenir en totes les drogues com « de les demes llibertats ».

(5) Voir plus haut, p. 119.

Malgré cette décision en faveur des apothicaires, les droguistes ne désarmèrent pas. En 1700 ils tentèrent de la faire modifier en élevant une protestation, par l'intermédiaire de leur syndic Bonaventure Arago, à l'occasion de la réception à l'Hôtel de Ville, de Thomas Gavado nouvellement reçu maître apothicaire-épiciers. Voici la traduction de cette instance, dont le texte figure après le procès-verbal de l'examen public subi par le dit Gavado le 14 janvier 1700 (1).

« Bonaventure Arago, droguiste et syndic du collègue
« des droguistes de la présente ville, ayant assisté ce jour
« à la publication de l'acte d'agrégation à la corporation
« des apothicaires, faite par les très illustres consuls, les
« administrateurs et autres apothicaires collégiés; dans
« lequel acte, en parlant des apothicaires on emploie le
« terme épiciers, dit et déclare, au nom du dit collège des
« droguistes qu'il s'oppose au dit terme épiciers; parce
« qu'un tel titre ne convient pas aux dits apothicaires, et
« qu'il engage sur ce fait procès et cause en l'Hôtel de Ville,
« afin que cet acte, ni les précédents, ne puissent tirer à
« conséquence en faveur des dits apothicaires ».

Nous n'avons point eu connaissance de la sentence de ce procès. Quoiqu'il en soit, dans les actes postérieurs à cette date, les apothicaires demeurent toujours qualifiés « apothicaires-épiciers ».

*
* *

En dehors de ces différends ne dépassant pas le cadre de la profession, d'autres antagonismes aux conséquences

(1) Arch. com. de Perpignan, Livre de Totis, BB 76, f° 23 (1699-1707).
« ... Dit die Protest... Bonaventure Arago adroguer de la present vila sindich
« del collegi de adroguers de la present vila haventse trobat present en lo acte
« de la publicatio de agregatio de apothecari feta per los molts illustres
« senyors consols, administradors y demes collegiats apotecaris, lo die pre-
« sent, en la qual se acte se diu parlant dels dits apothecaris (speciers) diu y
« declara que per part del dit collegi de adroguers se opposa al dit nom de
« speciers per no conveni tal titol als dits apothecaris y portarse sobre dit fet
« lote y causa en la casa consular affi que dit acte ni altres precedents no
« puguen portar consequentia en favor dels dits apothecaris ».

plus importantes avaient surgi. Tel le procès intenté par le « sieur Comellas apothicaire » au corps des *mercaders* et qui dura de 1762 à 1768 (1). Sans entrer dans les détails de la procédure, nous résumerons l'idée qui se dégage des différents actes de cette instance.

Par la voix d'un des leurs, c'est tout le collège des apothicaires qui, en somme, demande aux consuls de vouloir bien prendre en considération leur requête. Le règlement municipal du 16 novembre 1346 (2) avait classé les habitants de Perpignan en trois catégories dénommées « bras ou main » (3) majeure, moyenne et mineure. Une place était assignée dans chacune de ces catégories, aux diverses corporations, d'après leur degré d'honorabilité (4). Les apothicaires étaient agrégés au troisième état, ainsi que nous le confirme une ordonnance postérieure du 13 novembre 1356 réglementant l'ordre de marche des corporations lors de la sortie de la milice municipale (5).

La constitution municipale du 18 août 1449 les maintenait dans cette « main » (6) ainsi que la Pragmatique du 14 mai 1622 qui, en les appelant désormais « artistes » consacrait toutefois leur supériorité sur les *ménéstrals* (7). Les apothicaires, considérant que leur honorabilité pré-

(1) Arch. dép., série E, Fonds des corporations. *Mercaders*.

(2) Voir plus haut, p. 26.

(3) En réalité, le terme « bras » désignait « l'état de qualité ». Il y avait, en Roussillon, trois bras : le bras royal, le bras ecclésiastique, le bras militaire (A. DRAPÉ, op. cit., p. 156, note 2) et la « main », l'« état de fortune ». Ces deux appellations se confondaient souvent, alors qu'en fait les trois « mains » représentaient la totalité hiérarchisée de la population ayant droit de suffrage et d'élection aux fonctions municipales. (La Noblesse et le Clergé, ainsi que les personnes exerçant un métier vil et les « infâmes » étaient exclus de cette participation à la vie de la cité). Les trois « bras » représentaient les trois états composant les « corts catalanes », « produit d'une transformation de la Cour du Comte » (A. DRAPÉ, op. cit., p. 51, note 3). Les « corts » étaient un organe de l'administration royale et représentaient la Province aux assemblées générales des « Corts », à Barcelone.

(4) A. DRAPÉ, op. cit., p. 68.

(5) Voir plus haut, p. 2^e.

(6) FLORENT-SERRURIER, op. cit., p. 12 (janvier 1896).

(7) *Id.*, p. 13.

sente, due à leur capacité professionnelle, ainsi qu'à leur prospérité commerciale, ne saurait plus correspondre à leur état social actuel, revendiquent le droit de jouir des privilèges des *mercaders*, c'est-à-dire être agrégés à la « main » moyenne et, par suite, être admis aux fonctions publiques ainsi qu'aux charges honorifiques accordées à cet état.

Le dossier procédait du même esprit que celui des procès antérieurs, intentés également par des « artistes » contre les *mercaders* (1). Le « sieur Comellas », admis à la « matricule » des *mercaders* en sa qualité de fils de *mercader* n'avait point toutefois été reconnu tel, car il continuait d'exercer son métier d'apothicaire, « art mécanique ». La sentence des consuls, rendue à la requête de Comellas, approuvait et confirmait la décision des *mercaders*, condamnant Comellas à tous les dépens.

Le « Conseil Souverain » (2) consulté en première instance ordonna par arrêt du 26 février 1768 « que toutes choses demeurant en état, les parties « se pourvoiraient par devant le roy ». La décision royale ne nous est pas connue (3). Quoiqu'il en soit, un acte précis (la sentence consulaire) atteste un fait important — souligné très judicieusement par M. A. Drapé — la persistance de la « subordination » des offices mécaniques aux collèges à matricule (4).

Transposé sur le plan général, c'était la consécration de la transformation de la « classe » primitive en *caste* privilégiée, transformation liée aux modifications politiques du pouvoir municipal dont nous allons suivre l'évolution et le rôle joué par les *sobreposats* des apothicaires dans ce domaine.

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 164 et suiv.

(2) Conseil Souverain. Voir page 159, note 3.

(3) Arch. dép., série E, Fonds des *mercaders*.

(4) A. DRAPÉ, op. cit., p. 163.

CHAPITRE V

LES RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

LA COMMUNE ET LA CORPORATION	Pages 165 à 167
LES APOTHICAIRES ET L'ORGANISATION COMMUNALE.....	— 168 à 169
LA MILICE ET L'IMPOT.....	— 169 à 172

CHAPITRE V

LES RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

LA COMMUNE ET LA CORPORATION

Si l'apparition des associations professionnelles est étroitement liée à la transformation des conditions économiques (1), son institution, née sous l'empire du Besoin (2), pour défendre les intérêts professionnels et assurer la sauvegarde des personnes, fut, en l'absence de toute organisation publique, « le mode de gouvernement choisi par le pouvoir royal pour l'administration de la cité » (3).

La charte du 23 février 1197 ayant conféré à la communauté des habitants de Perpignan les pouvoirs politiques, il fut nécessaire de « déterminer le rôle de chacun dans l'administration commune de la cité » (4).

Le principe de cette participation à ces nouveaux droits, se fit sur l'unique facteur de la condition sociale : « le métier » qui par une conséquence naturelle, devint la base de l'organisation de la commune » (5).

Dès cette époque apparaissent les trois classes, dénommées « mains » par la constitution communale du 16 novembre 1346 (6). Cette division sociale qui n'avait rien de politique puisque chaque catégorie avait une représentation

(1) A côté de l'agriculture rurale, une industrie urbaine se créait (x^e-xi^e siècle).

(2) « La seule origine vraisemblable est celle qui a donné naissance à tant d'autres institutions : la nécessité ». (A. DRAPÉ, op. cit., p. 27).

(3) FLORENT-SERRURIER, *Etude locale sur la forme primitive de la Corporation au Moyen-Age*, dans le *Devenir Social*, n° 9, décembre 1895, p. 799.

(4) *Id.*, p. 803.

(5) *Id.*

(6) Voir plus haut, p. 161.

égale (1), avait été déterminée uniquement d'après la dignité de la profession (2). Toutefois cette charte marque une date importante dans l'action politique des corporations. Jusqu'alors le « pouvoir politique était entre les mains des « métiers » (3). Les « trois pouvoirs de la ville » : le consulat (4), le conseil de douzaine (5), les assemblées générales (6) « formaient une délégation des différentes « corporations » (7). Le nouveau règlement de 1346, écarte la « main mineure » de toute participation aux fonctions consulaires, maintient le conseil de douzaine composé de quatre membres de chaque main, ainsi que les assemblées générales où « chaque chef de métier avait droit « d'entrée et de suffrage » (8).

Mis à l'écart du consulat, les métiers, sans influence au conseil de douzaine, conservaient dans le conseil général une forte majorité, faible vestige toutefois de leurs antiques droits politiques. Pour réduire encore cette influence, les consuls groupèrent les métiers en quinze groupes (9) (25 mars 1360) dont les deux *sobreposats* de chacun d'eux eurent toujours droit de siéger aux assemblées générales

(1) » Le règlement de 1346 spécifie que le « Conseil de douzaine » sera « composé de quatre membres de chaque « main », de sorte que les métiers « inférieurs fussent représentés ». (A DRAPÉ, op. cit., p. 69). — Le « conseil de douzaine » avait été créé le 12 mars 1273.

(2) FLORENT-SERRURIER, op. cit., n° 1 (janvier 1896), p. 37.

La « main majeure » comprenait les bourgeois et les marchands ; la « main moyenne », les fabricants de draps, les écrivains et tous ceux exerçant un art assez honorable ; la « main mineure », les cordonniers, les jardiniers et tous ceux exerçant un « art ou office » semblable. Nous avons dit que les apothicaires étaient agrégés à cette dernière « main ».

(3) A. DRAPÉ, op. cit., p. 69.

(4) Créé par la Charte du 23 février 1197.

(5) Créé le 12 mars 1273 en vue de conseiller les consuls ; appelé aussi « conseil juré ».

(6) Ces assemblées, composées de notables (*prohoms*), administraient la cité avant la création du Consulat. (Auguste d'ORIOLE DE PALLARÈS, *Les consuls de Perpignan*, p. 29).

(7) A. DRAPÉ, op. cit., p. 69.

(8) *Id.*, p. 86.

(9) Voir plus haut, p. 27.

(2 juin 1395) (1). Leur participation à la vie de la cité fut encore réduite par la création du Conseil général (2) (23 août 1402) (remplaçant en les supprimant le conseil de douzaine et les assemblées générales) et plus tard fut soumise à l'inscription préalable à la « matricule » (3) (28 août 1449), institution qui persista jusqu'à la Révolution.

Ainsi la vie politique avait pénétré et transformé la vie sociale des corporations. A l'harmonie primitive où chacune des trois catégories, ordonnées et hiérarchisées, de l'« université » des habitants, participant équitablement aux fonctions publiques, avait succédé une rivalité entre ces mêmes « mains » en fonction des pouvoirs accordés à certaines d'entre elles.

Ce fut du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle la cause des conflits entre la classe proclamée inférieure (la main mineure) et les classes supérieures (main moyenne et majeure) privilégiées et fermées, véritables *castes* qui purent transmettre par hérédité, avec la richesse acquise, le pouvoir social, économique et politique, qu'elles possédaient dans la cité.

Cette lutte « sera d'autant plus difficile que l'élite des « gens de métier cherchera continuellement dans son « progrès vers la richesse, à pénétrer dans la catégorie « supérieure » (4).

*
* *

Ces considérations générales sur l'organisation et la transformation du régime communal de la ville de Perpignan, nous ont paru utiles pour situer le rôle de la corporation qui nous intéresse, dans l'administration municipale, et sa participation dans la répartition des charges collectives.

(1) FLORENT-SERRURIER, op. cit. (janvier 1896), p. 42.

(2) *Id.*, p. 53.

(3) L'inscription à la « matricule », pour avoir le droit de participer aux fonctions publiques, procédait du même esprit que celui qui présidait à l'habilitation pour la nomination au titre de *sobreposat*. (Voir plus haut, p. 116).

(4) FLORENT-SERRURIER, op. cit. (année 1896, janvier), p. 41.

LES APOTHICAIRES ET L'ORGANISATION COMMUNALE

Les *sobreposats* des apothicaires représentaient la corporation au Conseil général (1). Ce pouvoir qu'ils partageaient avec les autres chefs de métier, leur permettait d'exprimer leur avis dans l'administration ou la gestion communale. Mais les consuls, le 2 juin 1395, en vue d'éliminer et de réduire la puissance de cette assemblée lui retirèrent à cette date « tout droit d'initiative en matière de proposition » (2). Leurs fonctions étaient désormais uniquement représentatives. Toutefois, les apothicaires, malgré leur faiblesse numérique, ne se désintéressaient point de la vie politique, et même, en raison de leur savoir, y prenaient une part active, mais qui n'eut ni efficacité, ni longue durée.

En 1402, Jean Ferrer apothicaire, accompagné de Guillaume Volo « pareur de draps » demande au roi d'Aragon, Martin I, au nom des corporations, la révision de la constitution municipale (3).

Au siècle précédent, en 1341, sous le règne de Jacques II, une violente insurrection succédant à tant d'autres (4) avait été fomentée contre la dynastie majorquine par les corps de métiers, qui suivaient leurs chefs au gré de leurs passions partisans. Les plus actifs de ceux-ci, un *fuster* (menuisier) et deux apothicaires, Pierre Ribera et Pierre Arnau, furent suppliciés par ordre du roi sur le « puig » (puy) de Mailloles (5).

C'est encore un apothicaire Pierre Batlle, qui, le 27 août 1409, à la tête d'une délégation des corporations et en leur nom, vient réclamer le droit de vérifier la dernière

(1) Voir plus haut, p. 166 et 167.

(2) A. DRAPÉ, op. cit., p. 87.

(3) *Id.*

(4) FLORENT-SERRURIER, op. cit. (janvier 1896), p. 35.

(5) Arch. com., AA 6. f° 25, v^e, et FLORENT-SERRURIER, op. cit., p. 36 (janvier 1896),

gestion des finances communales (1) en vertu de l'antique coutume « qui voulait que les métiers se mêlent de l'administration publique, alors que la royauté leur interdisait toute action dans le domaine politique » (2).

Ce fut, semble-t-il, la dernière manifestation de l'activité des apothicaires dans la vie politique communale. Les nouveaux règlements municipaux éloignaient désormais les chefs de métiers de toute part prépondérante dans les délibérations ou l'administration de la cité.

Et si nous n'avons nulle part trouvé mention du passage d'un apothicaire aux fonctions de 5^e consul — toujours choisi dans la main mineure — nous devons noter qu'un apothicaire était attaché à la cour des rois de Majorque. Ses attributions, un peu spéciales et somptuaires dans la préparation des fêtes et des cérémonies, consistaient « dans la surveillance du luminaire composé de torches, de brandons, de chandelles et de cierges » (3).

De même, il est probable que des apothicaires furent investis d'autres fonctions municipales, en vertu de la « bourse » qui leur fut accordée à cet effet en 1499 (4) et que confirme le règlement de 1622 (5). Par contre, ils ne furent jamais admis aux diverses fonctions du tribunal dit « consulat de mer » (6).

LA MILICE ET L'IMPÔT

Si l'acquisition du pouvoir politique conférait aux métiers les honneurs de l'administration de la communauté,

(1) FLORENT-SERRURIER, op. cit. (décembre 1895), p. 789.

(2) *Id.*

(3) Pierre VIDAL, op. cit., p. 129.

(4) Charte de Ferdinand I^{er}, le 22 mai 1499. (Arch. com. de Perpignan, AA 4, f^o 529).

(5) Charte de Philippe IV, le 14 mai 1622. (Arch. com. de Perpignan, AA 1, f^o 355 v^o).

(6) Le Consulat de mer fut créé le 22 décembre 1388, par Jean I^{er}, roi d'Aragon, en vue de régler les contestations relatives aux questions de négoce maritime. Par la suite, il devint uniquement un tribunal de commerce. (A. DRAPÉ, op. cit., p. 74).

elle leur imposait, comme corollaire, la répartition des charges pesant sur « l'université » des habitants. La corporation constituant « la base de l'organisation communale » c'est à elle qu'incombaient les deux tâches essentielles, le service dans la milice et le recouvrement des impôts.

Quelle était la part des apothicaires à ces obligations ? Là encore, elle était identique à celle assumée par les autres corps de métier.

La sécurité à l'intérieur, comme la protection à l'extérieur de la cité étaient assurés par « l'Host », (milice) de la ville. « Les *sobreposats* des métiers de la ville participaient « au service d'host dû au roi, et lorsqu'il s'agissait d'user « des privilèges de *ma armada* (1), les enseignes de chaque « office précédaient les divers groupes, et l'enseigne de la « ville était placée à la tête » (2).

Nous avons déjà vu que seuls les « métiers mécaniques » étaient tenus à ces obligations de milice (3). L'ordonnance consulaire du 15 novembre 1356, fixe au huitième rang la place de *speciayres* lors de la sortie de l'armée de la ville (4). Les apothicaires furent toujours astreints à cette tâche collective, malgré l'utilité de leur fonction à l'intérieur de la cité. Un document du *xvii^e* siècle nous indique qu'ils étaient rattachés à la compagnie du consul en chef (5).

(1) Note sur la *Ma Armada*. — La ville de Perpignan avait obtenu du roi d'Aragon Pierre II (23 février 1197) le droit de venger par les armes toute offense faite à ses habitants. Ce privilège, désigné dans les actes publics sous le titre de *Ma Armada* (main armée ou *Privilegium manus armatæ*) fut confirmé dans les siècles suivants par les différents souverains régnant sur la province. Ce privilège ne constituait donc, ni une milice supplétive, ni un « droit de guerre » (Pierre VIDAL, op. cit., p. 91) accordé aux habitants. C'était simplement le droit reconnu aux Perpignanaux de requérir l'*host de la villa* avec le concours et l'assentiment du *batlle* et du *viguier*, officiers royaux, par l'autorité desquels la vengeance était exercée (P. VIDAL, id.). Après le rattachement à la France, cette milice municipale devint un régiment de l'armée royale, dont le colonel était le premier consul, ancien chef de la *Ma Armada*.

(2) A. DRAPÉ, op. cit., p. 75.

(3) Voir plus haut, p. 26.

(4) Id.

(5) Arch. com. de Perpignan, AA 6, f^{os} 545-546 (1624).

A cette contribution militaire dont les *sobreposats* assumaient encore la direction, s'ajoutaient pour eux des attributions supplémentaires.

Une ordonnance du roi Jacques d'Aragon du 23 mai 1262 et dont l'application persista pendant des siècles (1), détermina que la répartition des taxes communales ou royales se ferait « d'abord entre chaque main, puis entre chaque corporation » (2). C'étaient donc aux *sobreposats* qu'incombait la détermination de l'impôt dû par la profession qu'ils représentaient. Cette utilisation des groupes professionnels pour « l'administration des affaires » publiques est un des points où le régime primitif des « corporations se survécut le plus longtemps à lui-même. « Au XVIII^e siècle encore, les impôts royaux, dixième, « vingtième étaient payés à Perpignan non par les artisans, « mais par leurs confréries » (3).

Nous pouvons conclure que par l'étendue et la nature de leurs fonctions, les *sobreposats* assumaient la direction, la gestion et la bonne marche de toute la vie corporative dont on leur confiait l'administration annuelle. Mais ils étaient seulement les « mandataires de la communauté » (4). Comme nous l'avons vu, ils devaient, à la fin de leur gestion, rendre compte de leurs actes, dont ils avaient l'entière responsabilité, sanctionnée au besoin par des pénalités diverses.

Par ce moyen, la continuité du système corporatif se trouvait garantie et le renouvellement annuel, s'il permettait une participation étendue des membres aux fonctions administratives, ne pouvait point léser l'intérêt collectif, fondé essentiellement sur la reconnaissance hiérarchique des aptitudes et des degrés du savoir indispensable.

(1) A. DRAPÉ, op. cit. (janvier 1896), p. 70.

(2) FLORENT-SERRURIER, op. cit. (janvier 1896), p. 806).

(3) *Id.* La question de l'impôt ordinaire individuel et des taxes collectives a été judicieusement traitée par Raphaël BRU dans sa thèse de doctorat, *Histoire de la pharmacie catalane* (Perpignan, *L'Indépendant*, 1932).

(4) A. DRAPÉ, op. cit., p. 141.

Les conditions de la fabrication loyale et de la vente des produits à un prix contrôlé, restaient étroitement associées aux règles de la probité professionnelle et morale inspirées et contenues par l'esprit religieux et les mœurs de cette époque.

TROISIÈME PARTIE

LA RÉGLEMENTATION CORPORATIVE

TABLEAU D'ENSEMBLE

CHAPITRE PREMIER

FORMES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EXERCICE
DE LA PHARMACIE.

CHAPITRE II

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION DE LA FABRICATION : La pratique de
l'épicerie et l'exercice de la pharmacie.

CHAPITRE IV

RÉGLEMENTATION DE LA VENTE.

TROISIÈME PARTIE

LA RÉGLEMENTATION CORPORATIVE

TABLEAU D'ENSEMBLE

L'histoire des corps d'arts et métiers en Roussillon est caractérisée par deux grandes périodes :

1^o « De 1197 à 1449, se déroule la période de l'autonomie corporative correspondant à l'autonomie communale » (1) ;

2^o Une deuxième période de « réglementation administrative » (2) s'étendant de 1449 à 1789.

Ces deux aspects de la vie économique des corps de métier, se traduisirent par une évolution des institutions qui les réglementaient. A la « corporation ouverte » (3), où l'admission était libre, à la condition d'observer les statuts professionnels déterminant principalement les modalités de « fabrication des produits et leur vente » plutôt que les « conditions du travail » (4), succéda la « Corporation fermée ».

L'admission à celle-ci était soumise à un examen, institution qui se justifiait puisqu'elle consacrait la capacité et excitait l'émulation. L'accroissement d'instruction demandé dans la connaissance du métier devait conduire à une spécialisation de chaque profession, à une différenciation hiérarchisée, puisque établie par la compétence technique et l'autorité du savoir. Comme corollaire, une réglementation précise s'instituait, dont le but, après

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 21.

(2) *Id.*, p. 22.

(3) *Id.*, p. 50.

(4) *Id.*

diverses concessions mutuelles entre les autres professions, était de maintenir le privilège du plein exercice du métier qui assurait la sauvegarde des intérêts personnels et la pérennité de la corporation.

Tel se présentait le système corporatif du Moyen-Age, tout imprégné de foi chrétienne. Tant que prédomina cette haute spiritualité, un harmonieux équilibre se maintint dans le jeu des intérêts, au sein même de la corporation, ainsi que dans ses rapports avec les autres communautés. Mais, en même temps que disparaît cette force spirituelle, nous assistons à une lente désagrégation du système corporatif.

A la recherche du « bien commun », fruit de l'unité morale, succédera le goût du lucre qui, n'étant plus tempéré par le sentiment religieux, se manifestera par un conservatisme de plus en plus jaloux de ses privilèges. Par un isolement professionnel, le « monopole » (1) était établi.

Ce phénomène, considéré dans l'évolution économique générale, constitua une entrave au développement du progrès et à l'expansion commerciale. Par contre, considéré en lui-même, il réalisa l'unité et la loyauté corporative par la précision et le perfectionnement de la réglementation.

Si la corporation des apothicaires se différencia des autres corps de métier, puisque dès 1381 (2), elle se constitua en « corps fermé », elle n'en subit pas néanmoins l'influence de cette évolution particulière.

Par le rappel des différentes chartes de cette profession, nous pourrions dégager, des diverses prescriptions particulières de fabrication, de travail et de vente, ainsi que des conditions d'exercice, l'idée qui prévalut pour réaliser progressivement son autonomie corporative.

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 118. « Le droit de travailler, érigé en fait en « monopole, tel est le caractère décisif des institutions corporatives du Rous-
« sillon depuis notre époque (1449) jusqu'à la Révolution ».

(2) Voir plus haut, p. 37 et 41.

CHAPITRE PREMIER

FORMES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EXERCICE DE LA PHARMACIE

APTITUDES REQUISES : Le diplôme..... Pages 179 à 184

CHAPITRE PREMIER

FORMES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EXERCICE DE LA PHARMACIE

APTITUDES REQUISES

Avant d'aborder l'étude des prescriptions professionnelles et des règles commerciales relatives à l'exploitation de l'officine, résumons les conditions générales requises pour l'exercice de la pharmacie.

Depuis 1381, pour être apothicaire, il fallait, après enquête sur les qualités civiques et morales, ainsi qu'après vérification de l'apprentissage, avoir subi l'examen de maîtrise. En outre, l'ouverture d'une officine était subordonnée à la délivrance d'une licence par les consuls et les *sobreposats*.

La sanction était sévère contre tout contrevenant : les consuls prononçaient la fermeture du commerce jusqu'à ce que le délinquant eût satisfait aux obligations prescrites par les règlements (1).

L'ordonnance du 7 novembre 1508 est formelle à ce sujet, « personne ne peut oser ni prétendre s'installer ni « ouvrir boutique s'il n'a été « examiné » (2). Un ultime délai était encore accordé à tous ceux qui n'étaient pas en règle avec ces dispositions : ils devront passer l'exa-

(1) Cette sanction, pour radicale qu'elle fût, était cependant moins lourde que celle qui frapperait le contrevenant d'aujourd'hui : outre la fermeture de l'officine, il encourt des poursuites correctionnelles.

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 424. « Que no sia algu qui gos ni « presumescha parar ni tenir botiga uberta... fins a tant sia examinat ».

men avant les fêtes de Noël de la même année (1). « Passé ce terme », ceux dont la situation n'aura pas été régularisée seront tenus de « fermer et de plier leurs boutiques » (2).

Voici deux exemples : le 9 février 1593, Michel Pascal, Michel Sacomas et Antoine Gavado, tous apothicaires, reçurent l'ordre de fermer leur boutique jusqu'à ce qu'ils eussent subi l'examen professionnel, « comme il est d'usage » (3).

Le 16 février 1606, Sébastien Vilabella et Jacques Pérarnau dénoncent, aux consuls, François Benet qui s'est installé comme apothicaire, dans la rue Sainte-Madeleine, sans l'autorisation de *Vuestres magnificiencias ni del Collegi*. L'ordre lui est intimé de fermer immédiatement boutique, sous peine de vingt-cinq livres d'amende (4).

Cette pénalité, de valeur variable suivant l'époque, pouvait être encourue par quiconque avait ouvert boutique sans fournir la preuve de son apprentissage (5) ni subi l'examen de maître (6). L'amende était également appli-

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f^o 424. « Que en aquells tals los sia « persigit terma per dassi e per totes festes de Nadal primer vinents, dins « lo qual terme hagen haver subit lo dit examen ». (1508).

(2) *Id.* « E si passat lo dit terme no hauran subit lo dit exhamen hagen « a tancar e plagar lurs botigas ».

(3) *Id.*, BB 61, Liasses du Greffe (année 1593).

(4) *Id.*, BB 37, Livre de Totis (année 1606), f^o 3. « Y los magnífichs con- « sols... ordenan que sia manat al dit Francesch Benet, tanque incontinent « dita botiga a pena de XXV lliures ».

(5) *Id.*, BB 7, f^o 133. « Ha mostra carta testimonial... sots pena de « XXV lliures ». (1381).

Id., f^o 288. « Haia tal mostrar per scriptura autentica... cascun que no « servara, pague pena de vint y sinch lliures ». (1439).

(6) *Id.*, BB 7, f^o 878. « E si tal licencia impetrava... ans del dit examen... « caygue en pena de cent sous César ». (1585).

Id. f^o 424. « ... Fins a tant sia exhaminat... algun temerari qui fara lo « contrari incorregue la pena de deu lliures ». (1508).

Archives de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Ans de dit examen... « tal licencia sia nulla... y aquells qui la hauren obtenguda... cayguen en « pena de deu florins ». (1520).

cable aux *sobreposats* qui avaient délivré la licence d'exploitation sans exiger du demandant toutes les conditions requises pour cela (1).

La licence régulièrement délivrée, le titulaire ne pouvait en user que s'il était âgé d'au moins 25 ans. Cette limite, mentionnée pour la première fois dans l'ordonnance du 15 novembre 1485 (2), conservée dans les chartes postérieures (3), a été maintenue dans la législation actuelle de la Pharmacie française.

L'apothicaire titulaire de son officine devait exercer personnellement sa profession. En cas de décès, le délai accordé au conjoint survivant, ou aux héritiers, pour maintenir la boutique ouverte et continuer le négoce, était variable. Fixé à un an, par la charte de 1485, il fut porté à deux années par le Privilège de Charles-Quint. Cette dernière tolérance semble avoir été définitivement admise jusqu'aux lois de Germinal. Ces mêmes ordonnances fixaient, pendant cet intervalle, les conditions d'exploitation ou de remplacement, une fois ce terme échu.

L'ordonnance de 1439 refuse à la *veuve* ou aux *fils* d'apothicaires décédés le droit de « *usar del dit offici de apothecaria* » sans le concours « *en lur obrador* » d'un « *specier o massip* » (manipulateur), « *examinat en la dita art de apothecaria* » (4).

Un assouplissement aux prescriptions un peu rigides de cette charte fut apporté par l'ordonnance de 1485. Les *fils* ou *fille* d'un apothicaire décédé, désirant « tenir l'art », pourront continuer le négoce paternel pendant *un an*.

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 377 v°. « Si tal licentia per algun « era consentida ab los susdits caygue en pena de cent sous Cesar ». (1485).

Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « ... Tals sobreposats qui tal « licentia hauran donada y consentida cayguen en la pena de deu florins. (1520).

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 378. « Puguen tenir dita botiga en « dita forma e ab dits vexells fins hagen e sien de edat cumplida de vint e « quatre anys ».

(3) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « ... E sien de edat com- « plida de vint e quatre anys ».

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 288.

Ce délai leur est accordé afin qu'ils puissent devenir « maîtres ». Passé ce temps, et jusqu'à ce qu'ils aient atteint 25 ans, ils pourront tenir boutique ouverte avec défense toutefois « de tenir et vendre aucun médicament composé » (1). Si les « fils », ayant accompli 24 ans, n'ont point passé l'examen professionnel, les mêmes interdictions de vente de médicaments sont maintenues. Dans les deux cas, ils ne pourront faire que le commerce de l'épicerie, à moins de s'attacher un gérant diplômé (2).

Le Privilège de 1520 corrobore les mêmes dispositions, mais porte à *deux* ans le délai accordé « pour écouter les médicaments faits par le défunt » (3).

En cas d'infraction à ces dispositions, ces deux règlements prévoient la saisie du matériel d'apothicaire et une amende de quarante sous en 1485 (4) ou de dix florins d'or (5) en 1520.

Il est curieux de constater le principe et de dégager l'idée qui, semble-t-il, préside à la réalisation de ces prescriptions. Cette tolérance d'exercice, sans titulaire diplômé, accordée par la charte de 1439 à la veuve et aux enfants, ne fut plus, par la suite, concédée qu'aux seuls enfants, « fils ou filles », « un ou plusieurs », précise même

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 377 v°. « Que son fills o filla fins seran de mestre e hauran voluntat de tenir l'art, puguen tenir la botiga en la forma que se stava per *hun any* ; puguen tenir dita botiga en dita forma e ab dits vexells fins hagèn e sien de edat cump'ida de vint e quatre anys, exceptat tenir ni vendre negunes medecines compostes si donchs no tenen algu que fos examinat, per regir dita botiga ».

(2) *Id.*, BB 7, f° 377 v°. « Si passats dits vint e quatre anys dits fills no seran examinats o no tendra algun que sia examinat, sien privat de tenir e de vendre ningunes coses de les susdites privades ».

(3) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « Pugan tenir la botiga en la forma la trobaran per lo temps de dos anys, usant e venient las medecines que après mort de aquel tal apothecari seran restadas fetas ».

(4) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 377 v°. « Cayguen e sien cayguts en pena de quaranta sous... e de penre los vexells privats ».

(5) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « ... Caygan et sian cayguts en dita pena de deux florins d'or... et de perdre tot los vexells prohibits en totes les coses prohibides ».

l'ordonnance de 1520 (1). Ceci, sans doute dans un but d'unité, pour assurer la continuité professionnelle familiale et interdire ainsi à des étrangers l'accès au métier. Cependant, de tous les documents que nous avons analysés, aucun ne mentionne une quelconque limitation des officines (2).

En somme, nul ne pouvait exercer la profession d'apothicaire s'il n'offrait toute garanties civiles et morales, s'il n'était titulaire du diplôme.

En outre, il devait satisfaire aux obligations de nationalité. Depuis 1415 (3), il était interdit aux Juifs d'exercer cette profession; cet acte semble n'avoir jamais été infirmé dans les siècles suivants. Avec le rattachement à la France (1659), l'esprit particulariste catalan dut certainement faire opposition à l'admission de maîtres français. Mais la royauté française, dans son désir constant d'unification, promulgua un édit, le 23 mars 1686. Par cet arrêté, pris par le Conseil d'Etat, il était permis à tout Français de s'installer à Perpignan (4).

Enfin, comme nous l'avons vu (5), tout maître apothicaire, du fait de son admission à la maîtrise, était agrégé à la corporation, aux règlements de laquelle il acceptait, par serment, de se soumettre.

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, Barceloné. « Après sa mort resteran « alguns infants fills o filles, un o molts ».

(2) Le nombre des apothicaires perpignanais semble ne jamais avoir dépassé la dizaine. Ceci confirmé par les comptes-rendus des délibérations du Collège ou les réceptions des nouveaux maîtres devant les Consuls (documents contenus dans les Registres de Totis (1515-1789); voir plus haut, p. 32, note 32).

(3) Voir plus haut, p. 84.

(4) Arch. dép., série C 1051, Arrêt du Conseil d'Etat du 23 mars 1686.

(5) Voir plus haut, p. 98.

CHAPITRE II

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES : Caractère
d'utilité publique..... Pages 187 à 188

CHAPITRE II

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

La préparation des médicaments et leur vente était le privilège accordé aux apothicaires. A ce titre, ils étaient soumis aux règles générales corporatives qui réglementaient la fabrication et la vente des produits.

Mais, par la nature même de leur profession, à la fois commerciale et libérale, des prescriptions particulières furent établies au fur et à mesure de l'évolution et de la transformation du « métier » en « art ». En outre, par suite du caractère spécial de cette fonction et de la nécessité de sauvegarder la santé publique, des règles morales se juxtaposaient aux règles professionnelles commerciales.

De ces considérations d'ensemble et d'après l'analyse des documents consultés, nous avons dégagé les dispositions spéciales qui ont réglementé, dans le temps, l'exercice de la profession d'apothicaire à Perpignan. Elles constituent la Charte corporative professionnelle qui intéresse la réglementation du travail, ainsi que la réglementation de la fabrication et de la vente.

*
* *

Par sa fonction essentielle d'utilité publique, la profession d'apothicaire était considérée comme différente des autres corps de métiers. C'est ainsi que l'ordonnance générale de 1284 ou 1289 (1), impliquant la fermeture de toutes

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 55 et 56.

les boutiques de *menestrals* de la ville les jours de certaines fêtes, excepte de cette interdiction l'*especiayria*, afin qu'elle puisse vendre les « choses nécessaires aux malades ».

Nous avons déjà cité le règlement du roi Sanche, du 3 mars 1324, qui prescrivait aux apothicaires de laisser une lumière allumée dans leur boutique pendant la durée de la nuit, sous peine d'une amende de 20 sous de Barcelone au profit de l'église Saint-Jean de Perpignan (1).

De l'étude de ces deux textes, nous pouvons conclure que les apothicaires étaient tenus de se trouver jour et nuit à la disposition de la clientèle. Ces prescriptions ont certainement prévalu au cours des siècles, puisqu'elles restaient encore de nos jours en application.

Toutefois, les membres de la Corporation devaient participer, en corps, aux fêtes de saint Michel, patron de la confrérie (2) et se ranger derrière leur bannière toutes les fois où l'*host* de la ville était levée (3). Mais aucun règlement ne précise si un service de garde était prévu dans ces circonstances régulières ou exceptionnelles.

C'est donc bien par suite de leur caractère d'utilité publique que les apothicaires étaient soumis à des conditions de travail particulières. Ce même principe déterminait aussi les règlements spéciaux de fabrication et de vente des produits détenus dans leur officine.

(1) Voir plus haut, p. 31.

(2) *Id.*, p. 150.

(3) *Id.*, p. 149.

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION DE LA FABRICATION

LA PRATIQUE DE L'ÉPICERIE : La fabrication des chandelles et des cierges.....	Pages 191 à 195
SÉPARATION PROGRESSIVE DE L'ÉPICERIE ET DE LA PHARMACIE : Garanties de capacité et de qualité	— 195 à 198

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION DE LA FABRICATION

LA PRATIQUE DE L'ÉPICERIE

« Les prescriptions relatives à la fabrication ont pour « but évident d'obtenir des produits de qualité loyale et « sincère » (1). Cette réglementation, inspirée par le souci de maintenir ainsi la bonne réputation de la corporation, était très stricte, et la sanction pénale qui réprimait toute malfaçon, très sévère.

Dans le cas particulier de la Corporation qui nous intéresse, où la pratique commerciale se confondait avec l'exercice libéral, cette réglementation recevait des applications différentes selon la nature de l'activité considérée. Aussi devons-nous envisager séparément la pratique de l'épicerie et l'exercice de la pharmacie.

*
* *

La fabrication des chandelles et des cierges constituant la seule manifestation « industrielle » (2) des épiciers (le commun de leur négoce résidant dans la vente de produits non manufacturés), celle-ci était soumise à un ensemble de règlements visant à la qualité des produits à employer ainsi qu'à la technique de manipulation.

La première ordonnance à ce sujet date du 5 des ides de février 1296 (3). Il est défendu d'employer de la cire

(1) A. DRAPÉ. op. cit., p. 51.

(2) « Industriel » pris dans son sens le plus général : transformation des matières premières et production de produits nouveaux.

(3) Arch. com. de Perpignan, BB7. f° 25. « Speciers de quina cera deven « fer brandons tortes, candeles; ordanament de quina cera hom fer can-

vieille ou avariée dans la fabrication des chandelles, *mesalals ni dinerals* (1), soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, sous peine de confiscation (2). De même, les mèches employées devront être de pur coton sous peine de saisie (3).

Ces prescriptions concernaient également les torches, les cierges et les brandons (4).

Les ordonnances postérieures qui précisent l'*art de apotecaria* et règlement son exercice font une large place à l'industrie des chandelles et des cierges.

Dès 1381, la qualité des matières premières est indiquée. Les épiciers ne pourront user que de la cire *empautat* (d'origine) (5). Ceux qui fabriqueront et vendront des chandelles de suif, ne pourront « travailler ni vendre » les autres (6). La même qualité de cire devra être employée à l'extérieur comme à l'intérieur, sous peine de confiscation à titre de contrefaçon (7). La mèche des cierges, du poids de 13 livres et de 12 onces à une livre, sera faite avec trois parties de coton neuf et la dernière de chanvre serré, sous peine de « perdre l'œuvre » (8).

« deles e ciris obrados e tortos e que hom fassa bleses de coton ». — Cette ordonnance de 1296 est la plus ancienne de celles concernant les *speciayres* et, par suite, des apothicaires. Un mémoire des marchands épiciers et chandeliers (4 juillet 1729) indique que ceux-ci « jouissent de privilèges dont les plus anciens remontent à 1296 » (Arch. dép., série C, 1544).

(1) Chandelles du prix de une maille ou de un denier.

(2) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 25. « No gaus fer les dites candeles « de cera veyla ni de cera bodoscha e que la dita cera sia aytal dins com de « fora, e qui contre fara perdra les candeles ».

(3) *Id.* « Que negu no gaus fer blese en les dites candeles tortes, ciris e « brandons sino de pur coton. E qui contre fera perdra les dites coses ».

(4) *Id.*, BB 7, f° 25. « Que cascu que fassa tortes ciris e brandons per « vendre aquells... e qui contrefara perdra les dites coses ».

(5) *Id.*, f° 133. « Que negu no gos daysi avant fer negun ciri que si tot de « cere que sie empautat sots pena de C solidos ».

(6) *Id.* « Item que negu que obrara ni tëndra candels de ceu, no gos obrar « ni vendre cera obrada daquesta hora avant sots pena de C solidos ».

(7) *Id.* « Si donch non eren aytals dins com deffora... sien perdut axi « com per falsa obra ».

(8) *Id.* « ... Fer la blese dels ciris de XIII libris et de XIII onsos fins a « una lliura de coto nou les tres perts et la quarta part de fil de camge « serrat... Sots pena de perdre la obra ».

L'importante ordonnance de 1485 résume toutes les prescriptions antérieures; en voici les dispositions (1) :

La cire sera « bonne et véritable » et la mèche de « bon fil de chanvre et de coton ». Pour la fabrication de la mèche des chandelles, des cierges ou des torches, il pourra être toléré deux fils de chanvre et de coton supplémentaires. La tolérance s'appliquera aux torches dont la mèche pourra être faite de cordeau, mais avec les mêmes matières. Tout contrevenant encourra une amende de douze sous.

La fabrication des petites chandelles dites *dinals e mallals* (2) est seule autorisée, à condition qu'il y ait, au plus, un gain de dix à douze deniers par livre de cire employée (3). Tout abus sera réprimé par une amende de six deniers par livre. Les mèches devront contenir le même nombre de fils de coton que de chanvre (4).

*
* *

Une ordonnance consulaire, établie en 1494, à la demande des *sobreposats* et quelques *prohoms de apothecaris e speciers*, interdit à quiconque d'apporter à Perpignan et à sa banlieue de la « cire travaillée » pour la vente en gros ou au détail, sous peine de confiscation de

(1) Voir note 4.

(2) « Candeles mallals e dinals (ou dinerals) » : chandelles coûtant un denier ou « une maille ».

(3) Par exemple, si la livre de cire vaut 20 deniers, on pourra fabriquer de 30 à 32 chandelles « dinerals » (du prix de un denier).

(4) Arch. com. de Perpignan, BB7, f^o 378. « Que dassi avant no sia negun « qui gos obrar sino bone cera e verdadera... ni gos fer bleses de candeles « ni de ciris ni de entorxes sino de bon fil de canem e de bon fil de coto que « no pugen metre en cascuna de dites obres, sino dos otres fils de canem e « dos de coto, e si en les entorxes volran fer bleses de cordete junta le forma « antiga e feta dels blens susdits, e no daltre cosa, o pugen fer e si lo con- « trari faran cayguen en pena de dotze sous pagadors ut supra. Es entes « que negun no puga fer les candeles menudes sino de les sorts següents, co « es dinals e mallals de tal forma que en cascuna liura se goany de deu diners « fins en dotze diners e si ni haura mes sien cayguts los qui les hauran fetes « o fetes fer, en pena de sis diners per cascuna liura ont ne seran trobades « mes aplicadores ut supra. Es empero entes que en les candeles dinerals e « mallals, no pusquen metre sino tant fils de coto com de canem ».

la marchandise et de cinquante sous d'amende (1). Cette dernière prescription semble avoir été prise autant pour contrôler la qualité de la matière première, que pour éviter la concurrence. Ce sont ces mêmes considérants qui motivèrent sans doute les règlements particuliers inclus à ce sujet dans l'ordonnance du 14 juillet 1615.

La cire destinée au « luminaire ou autre » devra être bonne ; si elle est douteuse on ne pourra la travailler qu'après qu'elle aura été inspectée par les *sobreposats* (2). Ceux-ci pourront donner également l'autorisation de recouvrir la cire jaune de cire blanche. Cette licence devra être rapportée sur le « livre annuel et du jour » (3). La cire jaune devra être composée en majeure partie de cire brute « neuve » et le restant de « déchet bon » (4) ; son emploi sera interdit pour la fabrication des cierges blancs dont la plus grande partie comprendra de la « fleur de cire blanche » et le complément du « déchet blanc bon » (5).

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f^{os} 395 et 408. « A requesta dels sobreposats e de alguns prohomens del offici de apothecaris e speciers... ordenam « que de vuy avant no sia persona alguna qui meta dins la present vila et de « aquella sera obrada per vendre a gros o a menut... sots pena de perdre dita « cera et de sinquanta sous ».

(2) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. « Per fer lluminaries o « altrament, que no sia sera bone y si duptera dita sera no esser bone ni « sufficient, no la puga obrar que primer no sie visitada per los sobreposats « de dit art ». — La visite de contrôle de la cire avait lieu le jour de la Chandeleur. Pour prix de cette inspection, chacun qui « obra cera » devait donner demi-livre de cire (la moitié blanche et l'autre moitié jaune) à la chapelle de Saint-Michel (article 12 de l'ordonnance du 14 juillet 1615).

(3) *Id.* « Que no pugan cubrir de blanch ningu genero de sera groga, sens « llicentia dels sobreposats... cade vegada que donaran llicentia ajan a fer « nota en son llibre del die y any ».

(4) *Id.* « A las ceras grogas hoblades, la menor part sie resus bo, y la « major part sera nova ».

(5) *Id.* « No aja a posar a los seras blancas que obrara poco ni molto « sera groga sino que la menor part sie resus blanch bo, y la major part gru. « de cera blanca ».

Il sera défendu également d'employer du « déchet » pour faire les chandelles dites *fileras o stadals* (1) (filiformes).

Il est défendu d'incorporer du fil à toute sorte de chandelles ou de cierges de poids inférieur à une demi-livre ; « en amont », on peut « poser la quatrième partie en fil » (2).

Les flambeaux de « six livres en amont » ne peuvent renfermer plus d'une livre de paille de « panic », de huit ou neuf pans de largeur, et ceux pesant quatre livres, plus de huit onces de *panie* de cinq à six pans de large. Ces fibres de « panic » devront « passer à travers l'anneau qui leur sera donné par le collègue » (3).

Toute infraction à ces diverses prescriptions sera passible d'une amende de cinq livres (4).

SÉPARATION PROGRESSIVE DE L'ÉPICERIE ET DE LA PHARMACIE

Les ordonnances postérieures n'intéressent plus les apothicaires ; ceux-ci, depuis leur séparation (1620) d'avec les « droguistes, fabricants de chandelles et confiseurs », se spécialisent dans le domaine de la préparation des médicaments.

(1) Arch. dép., série E, Fonds des apothicaires. « Exceptat en los fileras « o stadals, que no si pot posar resus » ; les « fileras » et « stadals » (chandelles filiformes), dont la mèche, une fois déroulée, devait avoir une longueur d'une « canne ».

(2) *Id.* « No gos ni presumexa posar fil en ningun genero de candelas o « siris de mige lliura en avall y en los de miga lliura en amont, no si aja a « posar sino la quarta part de fil ».

(3) *Id.* « Item ordenam que en ninguna atxa de sis lliures en amunt, no « si puga posar mes de una lliura de panil, y ajan a tenir vuyt fins en nou « palms de llargaria, y a los atxes de pes de quatra lliures, no si puga posar « mes d'un vuyt onces de panil, y ajen a tenir sinch fins a sis palms de llargaria « y dits panils ajen a passar per lo anell a forat, los sera donat per dit « collegi ».

(4) *Id.* « A pena de sinch lliuras aplicadores segons dispositio del privi- « legi real y ordonacions, de la casa consular de la present vila ».

Il serait vain de rechercher, dans les diverses chartes consulaires ou royales réglementant la pratique de *l'art de apotecaria*, des prescriptions particulières à ce sujet. En effet, l'exercice de la pharmacie était soumis à la connaissance et à l'observation des divers *dispensarium* et autres *llibres de formacio* (1) professionnels. La qualité de « maître » accordée à l'apothicaire lui conférait, dans le respect des pharmacopées officielles, le plein et libre exercice de son autorité.

Mais les règlements édictés par les consuls ou le pouvoir royal visaient également à la protection du bien public comme à la sauvegarde de la santé de tous. Aussi devaient-ils s'enquérir de la loyauté et de la compétence des apothicaires dans la préparation des médicaments. Cette garantie était assurée, d'une part, par la capacité technique qu'avait consacrée l'examen (2), après enquête sur la probité civique et morale, ainsi que sur le stage effectué par l'apprenti (3); d'autre part, par le contrôle permanent exercé par les inspecteurs depuis 1351 (4).

Par suite, les règlements de fabrication concernant la pratique de la pharmacie constituent-ils non point, comme précédemment, des prescriptions particulières d'exécution, de travail, mais des pouvoirs attribués à ces contrôleurs pour constater les infractions et réprimer les fraudes.

Nous avons déjà défini leur étendue et leur nature dans les fonctions des *sobreposats* (5). Nous n'y reviendrons pas, mais nous rappelons toutefois que le maître n'était pas responsable des fautes ou fraudes commises en son officine par son apprenti (6).

(1) Voir plus haut, p. 59.

(2) *Id.*, p. 85 et suiv.

(3) *Id.*, p. 80 et suiv.

(4) *Id.*, p. 131 et suiv.

(5) *Id.*, p. 125 et suiv.

(6) *Id.*, p. 49. — Par contre, dans la législation pharmaceutique actuelle, le pharmacien est civilement responsable de toute fraude ou erreur commise en son officine par ses élèves ou stagiaires.

Ces divers règlements avaient donné un double résultat : tout d'abord l'intérêt public était protégé par la qualité des produits ou des médicaments ; et, ensuite, la corporation bénéficiant de la bonne réputation acquise, conservait le privilège et le monopole de leur vente.

CHAPITRE IV

RÉGLEMENTATION DE LA VENTE

VENTES COMMUNES AUX « SPECIAYRES »	
ET « APÔTHECARIS ».....	Pages 201 à 205
DISPENSATION DES MÉDICAMENTS.....	— 205 à 208

CHAPITRE IV

RÉGLEMENTATION DE LA VENTE

VENTES COMMUNES AUX « SPECIAYRES » ET « APOTHECARIS »

La législation des métiers s'efforçait de prévenir, dans les limites du possible, tout conflit entre les diverses corporations.

Pour y parvenir « elle avait spécifié et énuméré les « produits que chaque métier avait le droit de faire et de « vendre à l'exclusion des autres » (1).

Cette règle générale recevait son application exacte en conférant aux apothicaires le monopole de la vente des médicaments ; son esprit avait dominé dans la réglementation appliquée à l'activité commerciale qui leur était commune avec les épiciers.

Avant l'étude des statuts précisant les règles commerciales générales de vente et les prescriptions particulières relatives au négoce de l'épicerie, ainsi qu'à la délivrance des médicaments, rappelons que la vente des remèdes était seulement autorisée aux « médecins, femmes-médecins et barbiers » (20 mai 1385) (2). Par la suite, avec la spécialisation de la profession, leur délivrance s'étendit progressivement au public (3). Précisons que ce monopole n'inté-

(1) A. DRAPÉ, op. cit., p. 149.

(2) Voir plus haut, p. 32.

(3) PLATTER (Thomas), dans ses mémoires, *Thomas Platter à Montpellier* (Camille Coulet, Montpellier, 1842), précise, en parlant des apothicaires de Montpellier : « Il est interdit aux apothicaires de donner des remèdes sans « prescription du médecin, à l'exception de quelques drogues insignifiantes « comme suppositoires, clystères communs, contrevers, etc. . selon l'énumération du Dispensaire montpelliérain de Joubert ».

ressait que la vente des médicaments composés — épiciers et droguistes conservant la vente en gros des drogues (1) ou des produits simples « non mélangés » (2).

En tant que commerçants, vendant au détail, les apothicaires étaient tenus d'observer les règlements en vigueur concernant les poids et mesures (3). Ils étaient tenus d'avoir seulement des poids en cuivre, en fer ou en laiton sous peine de cinq sous d'amende (4); on les autorisait toutefois à utiliser des poids en pierre d'un quintal, demi-quintal, une *rova* et *demi-rova* (5).

Le *batlle* (6) leur recommande d'avoir des poids réglementaires, c'est-à-dire « bons, fins, loyaux ». Une amende de cinq sous par poids au dessous d'une demi-livre et de dix sous pour ceux d'un poids supérieur, sera payée par tout marchand détenant des poids faux et pour chacun d'eux (7). Il ne doit pas exister de fraude sur le poids de la marchandise; le vendeur doit donner « bon et loyale-ment le poids demandé sous peine de cinq sous

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 133. « .. Empero es entes que tot « mercader o botiguer qui vene *en gros* puscha usa del art de la mercaderia, « axi cant es acostumat ». (1381).

(2) *Id.*, HH 11. La vente de tout *mélange* de produits ou drogues est interdite aux épiciers.

(3) *Id.*, BB 7, f°s 19 et 66 (1327). « Ordinacio quines peses deven tenir « *speciayres*, *merciers* et *regaters* ».

(4) *Id.* « Que negu ni neguna no gaus tenir pesal, sino de coyre o de « ferro o de lato, e qui contrefara pagara per cascuna vegada e per caseu « pesal V. S. (sinch solidos) ».

(5) *Id.* « Exceptat que pusque tenir pes de pera de un quintal, vintg « quintal, una rova, miga rova » (le quintal catalan, 41 kilos), la « rova » ou « arroba » (10 kilos 400).

(6) Cette ordonnance était l'œuvre du *batlle*. Jusqu'en 1392, toutes les ordonnances des consuls ne devenaient exécutoires qu'après leur application (A. DRAPÉ; op. cit., p. 47). Le 29 janvier 1287, les consuls avaient unifié le système des poids et mesures et avaient fixé eux-mêmes l'étalon (A. D'ORIOLA, *Les consuls de Perpignan*). Le *batlle*, consulté suivant la coutume, avait donné son assentiment et avait, en conséquence, édicté la présente ordonnance.

(7) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f°s 19 et 66 (année 1397). « Que los « damont dits, tenguen les dits pesals bo e fils a lials e si trobara negu pesal « merme... pagassen per cascuna vegada per cascu pesal de mija llibra aval, « V solidos, de mija llibra amont de cascu pesal, X solidos ».

« d'amende » (1). Enfin, le *batlle*, auteur de l'ordonnance, prescrit aux *speciayres* d'apporter leurs poids à la cour, huit jours après la Saint-Jean de juin en vue de la vérification annuelle (2). Tout contrevenant paiera une amende de vingt sous (3).

*
* *

Soumis à ces obligations, quelle était la nature des ventes réservées en propre aux apothicaires ? Rappelons tout d'abord, qu'avant 1439, il n'existait qu'un seul négoce, celui de *speciayria* exercé par l'apothicaire-épiciier. L'ordonnance du 7 mai 1381, leur réserve la vente « au détail » des « choses nécessaires aux malades » (4). Considérant leur « connaissance en l'art de la médecine » (5), on leur accorde l'exclusivité de vente du « saindoux, de la viande de porc salée, du lard, des fromages, du suif travaillé ou non » (6).

Par contre, il leur était interdit de vendre du poisson salé, « sauf du congre sec ou du merlus non remouillé » (7). Et, comme ils fabriquaient des chandelles et des cierges, la vente de ces derniers ainsi que celle de la « cire travaillée » et de la « cire blanche peinte » était leur propriété (8).

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f^{os} 19 et 66 (année 1397). « Que donen « al comprador los pes que los demenara de la cause ques comprara, be e « lialment et qui contrefara, pagara per cascuna vegada V solidos ».

(2) *Id.* « Item mana lo batlle a tots los damont dita que eyls, cascu any, « VIII jours après la feste de Sant-Johan de Juyn, degen venir afinar lurs « peses a la cort, en poder de aquel quel dit battle ordonara ».

(3) *Id.* « E qui contrefara, pagara de pena XX solidos ».

(4) *Id.*, BB 7, f^o 134. « Que negu no gos vendre negunes coses que en lo « dit mester de la speciayra pertouquen ni sien necessaries a malants a « menut, si donchs... no ha stat manualment ».

(5) *Id.* « Si no es garda en l'art de la medicina ».

(6) *Id.* « Sagi, carnsalade, lart, formatges, ceu obrat ni a obrar ».

(7) *Id.* « Que negu speciayre no gos vendre a menut, en son abrador, « neguns peys salat si donchs ne era congres secs o merlus que aquell merlus « no sia remullat ».

(8) *Id.* « Que tot hom especiaire puscha dasi avant, vendre ciram blanch « pintat que sia obrat en la vila de Perpinya ».

Id. « Vendre cera obrada ».

Tout contrevenant aux dispositions de l'ordonnance — principalement l'interdiction de vendre des chandelles de suif (1) — était passible d'une peine de cent sous (2).

On devine par l'attribution particulière de certaines ventes, l'évolution qui se traduisit dès 1439 par une spécialisation de chaque activité : le fait de « tenir ou vendre « sirop, confections, opiat, emplâtres, onguents, pilules, « huiles composées et autres choses appartient à l'art ou « office d'apothicairerie » (3).

Ce monopole de fabrication et de vente est rappelé dans l'acte du 15 novembre 1485 (4) qui précise, non pas les produits dont la vente est seule autorisée aux épiciers, mais la forme et la quantité des récipients (*vexells*) qu'ils sont autorisés à employer : « boîtes en bois de toute forme « et sortes ; certains pots de verre destinés à contenir toute « œuvre de cire ou mellites, sirops ou confits de sucre et « de miel, ainsi que toutes choses *simples* » (5). Mais il leur était interdit d'avoir des *vexells* de terre. Ceux-ci étant réservés aux apothicaires pour y conserver les *médicaments composés*, les huiles, les eaux et les conserves de fleurs (6). Tout épicier, enfreignant ces règles, était puni d'une amende de quarante sous (7).

Le Privilège de 1520 rappelle les mêmes interdic-

(1) Arch. com. de Perpignan, BB 7, f° 134. « Que negu que obrara ni tendra « candeles de ceu, no gos obrar ni vendre cera obrada ».

(2) *Id.* « Sots pena de C solidos per cascuna vegada ».

(3) *Id.*, BB 7, f° 288. « ... Ni pugen tenir o vendre exarops, confections, « oppiats, emplastres, onguents, pilloles, olis composts, ni semblants causes » lesquels se pertanyen a la dita art o offici de apothecaria ».

(4) *Id.*, BB 7, f° 377. « Que los qui apothecaris ne volran asser... de vendre « speciers e coses simples vendren puguen ».

(5) *Id.*, f° 378. « Capses de fust de qualsevulla forma e sorts et alguns pots « de vidre per tenir totes obres de cera e confits de mel et de sucre em- « perlats e axeropats et qualsevulla coses simples ».

(6) *Id.* « Ne dits speciers no pugen ni gosen tenir ni vendre en lur « obrador negunes medecines compostes ni olis ni aygues ni conserves de « ningunes flors ni tenir de ninguns vexells de terre ».

(7) *Id.* « ... E si lo contrari faran ninguns dels susdits cayguen e sien « cayguts en pena de quaranta sous ».

tions (1). Les épiciers contrevenants, « qui useraient du dit art d'apothicaiererie » seront frappés d'une amende de dix florins (2).

Cette même ordonnance nous rappelle, par ailleurs, le commun négoce exercé toujours par les apothicaires dans la vente de toutes choses *tocans a l'art de apothecaria y speciers* (3) : « confitures, amandes, vermicelles, pain « azyme, épices, noisettes grillées, pignons, tourons, chandelles de cire, eaux cordiales, *remèdes composés* et eaux « distillées » (4).

En fait, la pratique de l'épicerie se perpétua pour les apothicaires — malgré les règlements des droguistes (1620) (5) et les nouveaux statuts des épiciers (1712 et 1779) (6) — jusqu'aux lois de Germinal qui leur interdirent ce commerce en organisant l'exercice de la pharmacie proprement dite.

DISPENSATION DES MÉDICAMENTS

De l'examen de ces ordonnances, il ressort que les diverses prescriptions qu'elles contiennent s'adressent en fait aux épiciers dont elles limitent l'activité commerciale. La licence de vente des mêmes produits accordée ainsi indirectement aux apothicaires, ne peut s'expliquer, avons-nous déjà dit (7) que par l'utilité de leur fonction si

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « ... Capes de fusta de « qualsevulla formes y sorts y alguns pots de vidra per tenir totas obras de « cera y confituras tant de mel com de sucre emperlats y exaropats, e dits « speciers no pogan ni gosen tenir ni vendre en lur obrador ningunas medecinas compres, ni olis, ni aygues, ni conservas de ningunas flors ni tenir « ningun vaxells de terra sino los demont dits ».

(2) *Id.* « Cayguen et sian cayguts en pena de deu florins ».

(3) *Id.* « Tocans a l'art de apothecaria y speciers ».

(4) *Id.* « Com son confitures, amellas, fideus, neules de pastau de sucre « y clareyes y avellanas torradas, pinyons, torrorns, candelas de cera, aygues « cordials e medecines compostes e aygues distillades ».

(5) Voir plus haut. p. 159.

(6) *Id.*, p. 158.

(7) *Id.*, p. 34.

en contact avec la médecine (1) : la vente des médicaments.

À ce sujet, toutes les chartes professionnelles sont formelles : la délivrance des « médecines composées » est réservée en propre aux apothicaires. Toutefois « pour le bien et la conservation de la santé humaine et publique » (2) la pratique de la pharmacie était soumise à des prescriptions particulières, les unes d'ordre professionnel, les autres d'ordre moral.

Les premières avaient trait aux prix de vente, à la répression de la concurrence et du colportage, enfin et principalement à l'inspection des officines : nous en avons examiné la teneur dans l'étude des fonctions des *sobreposats* (3).

Les secondes intéressaient la délivrance des poisons et des substances abortives. Si aucune ordonnance ne parle de ce cas particulier, c'est que les apothicaires étaient déjà engagés par un contrat moral. Par le serment que tout nouveau maître prêtait devant le premier consul, « sur notre Seigneur Jésus-Christ et les Quatre Saints Evangiles » il s'engageait à ne point vendre des médicaments prohibés et il s'interdisait de délivrer au public des médicaments abortifs et du poison sans l'autorisation du « batlle » ou des consuls (4).

Toutes ces dispositions concernant les qualités requises pour l'exercice des fonctions d'apothicaire se justifient pleinement par la nécessité de donner toute garantie au public contre une incapacité professionnelle — matérielle et morale — pouvant entraîner les pires conséquences. Si l'égoïsme professionnel des maîtres trouva son compte dans l'élaboration de ces statuts (5), on doit constater qu'en

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, Barcelone. « ...Lur art tant acostada « a la medecina ».

(2) *Id.* « Per lo be public e de la salut humana y de la conservatio ».

(3) Voir plus haut, p. 125 et suiv.

(4) *Id.*, p. 98.

(5) Les privilèges du monopole ou des excès d'une étroite réglementation ont été parmi les causes importantes de la déchéance de la corporation sous l'ancien régime.

l'occurrence il n'a point eu, comme en d'autres cas, des effets néfastes pour l'avenir de la Corporation. Notre législation actuelle ne fait que continuer, en les complétant et avec des modalités différentes, les dispositions prises par nos vieux *prohoms* et *sobreposats* sanctionnées par les consuls. Mais le principe reste le même : celui de la sauvegarde de l'intérêt public, prépondérant sur celui des intérêts privés.

QUATRIÈME PARTIE

SOUS LA DOMINATION FRANÇAISE

VUE D'ENSEMBLE.....	Pages 211 à 212
PARTICULARITÉS : Le caractère spécial de la corporation des apothicaires.....	— 212 à 217
L'ÉDIT DE TURGOT : Exceptions en faveur de la pharmacie.....	— 218 à 220

QUATRIEME PARTIE

SOUS LA DOMINATION FRANÇAISE

VUE D'ENSEMBLE

L'annexion à la France du Roussillon paraît, à la lumière des documents d'archives, avoir modifié surtout pour cette province, la forme extérieure du gouvernement, plutôt que le caractère ancien de ses institutions dans leurs dispositions essentielles de l'organisation du travail et de son rôle au sein de la communauté des habitants.

Les mœurs et les coutumes, par leur persistance, avaient fait aussi de la Corporation un être moral — et non pas seulement une réunion d'hommes uniquement préoccupés des règles de la production et du métier — dont le particularisme subsista. Ces conditions permettent de mieux comprendre, à la fois, la résistance passive et la lenteur des transformations qui firent perdre à la corporation roussillonnaise son aspect autonome d'autrefois (1) pour devenir à un certain degré une institution d'Etat (2) ou à monopole (3). Seule la Révolution de 1789 devait faire disparaître l'esprit de corps qui l'avait animée pendant plusieurs siècles et que les rois de France avaient généralement respecté.

Quelles furent pour la pharmacie, les étapes de cette évolution ?

(1) Voir plus haut, p. 175.

(2) Voir A. DRAPÉ, *op. cit.*, p. 188 et suivantes.

(3) Voir plus haut, p. 176.

En France, de 1581 à 1673 (1), la législation des métiers, avait tendu à donner à l'institution corporative l'étendue et la forme d'une unité générale dans toutes les villes du royaume.

Henri III, par son édit de décembre 1581, avait assujéti à la maîtrise et à la jurande, tous les artisans. Cette disposition fut complétée sous Henri IV, par l'édit d'avril 1597, concernant tous les marchands et plus tard, par les édits de Colbert de 1664 et 1673 prescrivant l'établissement de Communautés professionnelles dans tout le royaume (2).

En Roussillon, pendant cette même période, et sous la domination espagnole, la corporation des apothicaires reconnue à ce titre, depuis 1520 (3), avait vu ses prérogatives confirmées par le « Privilege de l'insaculation de la Bourse » du roi Philippe d'Aragon, qui élevait ses membres au rang d'« artistes » et les agrégeait au troisième état de la ville (14 mai 1622) (4).

En 1659, après le rattachement de cette province à la France, la corporation des apothicaires se trouva soumise, comme les autres, en principe, aux dispositions d'unification que le pouvoir royal n'avait cessé d'élargir. En fait, ses attributions particulières ne furent pas modifiées par la nouvelle réglementation française (5).

PARTICULARITÉS

Cependant l'emprise royale tendait à diminuer l'autonomie que les privilèges avaient concédé dans le passé aux corporations roussillonnaises. Un arrêt du Conseil d'Etat

(1) Arch. dép., série C. 1053.

(2) A. DRAPÉ, op. cit., p. 183 et suivantes.

(3) Voir plus haut, p. 43.

(4) *Id.*, p. 29.

(5) « Les édits de Colbert ne furent pas appliqués en Roussillon » (A. DRAPÉ, op. cit., p. 183).

du 23 mars 1686 (1) portait permission pour une durée de quatre ans « à tous ouvriers français de toutes sortes d'arts « et autres métiers de s'établir publiquement dans la ville « de Perpignan et autres villes du païs de Roussillon où « il y aura maîtrises » (2).

Mais, en raison de leur caractère professionnel spécial, « pour les apothicaires qui ont servi dans les hôpitaux des « dites places pendant quatre années en qualité de major « ou aide-major, il en puisse être reçu *un* . . pendant le dit « temps de quatre années . . en payant seulement la moitié « des droits qui serviront et seront employés pour les « informations de vie et mœurs, ensemble *pour leur exa- « men qu'ils subiront comme les autres maîtres* » (3).

Les dispositions de cet arrêt, motivé par la situation économique du Roussillon (4), furent prorogées pour une même durée de quatre ans par un nouveau décret le 23 décembre 1691 (5).

*
* *

« De 1691 à 1722 nous ne possédons aucun texte régle- « mentaire de la royauté. Mais, à partir de 1722, tous les « édits rendus par la royauté auront leur application, « entière ou partielle, en Roussillon (6) ». Pour un édit de novembre 1722, « enregistré au Conseil souverain du Roussillon le 8 janvier 1723 », le roi Louis XV à l'occasion « de son avènement à la couronne et de son sacre », créa de nouvelles lettres de maîtrise (7) suivant la tradition de l'édit de mai 1673.

(1) Arch. dép., C 1051, et Arch. com. de Perpignan, HH 6, f^{rs} 140 à 145.

(2) *Id.* — Le 4 avril 1708, une lettre de M. d'Albaret, intendant du Roussillon, au contrôleur général des finances, Nicolas Desmaretz, confirme « qu'il « n'y a qu'à Perpignan, seul, où il y ait des maîtrises ou corps de métiers » (DE BOISLILE et DE BRETONNE, *Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants de province*, tome III, p. 9, Imprimerie Nationale, Paris, 1897).

(3) Arch. dép., série C, 1051.

(4) Voir A. DRAPÉ, *op. cit.*, p. 186.

(5) Arch. dép., série C, 1051.

(6) A. DRAPÉ, *op. cit.*, p. 188.

(7) Arch. dép., série C, 1051. On sait que le privilège des lettres de maîtrise était accordé moyennant finances. Il consistait à donner à leurs acqué-

Mais cet édit, renouvelé à l'occasion du mariage du roi, au mois de juin 1725, admet une seule exception faite en faveur des chirurgiens et des apothicaires, à cause du caractère particulier de leur profession qui exige des capacités déterminées (1).

Les besoins de l'Etat allant croissant, un nouvel Edit royal de février 1745 (2) qui portait création du corps des inspecteurs et contrôleurs des maîtres et gardes dans les communautés d'arts et métiers, en même temps qu'il accentuait l'emprise du pouvoir royal, permettait de créer de nouveaux offices.

Un état, dressé le 29 novembre de la même année (3) pour Perpignan et les autres villes du Roussillon, est particulièrement instructif en ce qu'il constate l'accroissement des charges fiscales pour chaque communauté. Son examen nous permet de relever, en ce qui concerne les apothicaires, que la ville de Perpignan comptait, à ce moment, 7 maîtres, dont le droit de visite s'élevait à 21 livres. Deux autres offices étaient créés, dont le droit de visite par unité passait de 3 livres à 10 livres 10 sous, tandis que le total de la fraction de chaque bourse s'élevait de 420 à 840 livres.

Il est également intéressant de noter, d'après ce tableau, que le corps des épiciers, qui était, en fait, *nettement distinct* à cette époque de celui des apothicaires (4) était composé de 28 maîtres et que le nombre d'offices créé fut augmenté de 8 unités. La confusion à l'origine de ces deux

reurs toutes les prérogatives, droits, franchises et libertés dont jouissaient les autres métiers, sans qu'ils soient tenus de faire aucun chef-d'œuvre ou expérience, ni subir aucun examen, payer banquets et droits de confrérie auxquels étaient tenus les autres maîtres. Les lettres de maîtrise constituaient des véritables charges héréditaires comme tous les offices royaux.

(1) Arch. dép.. série C, 1051.

(2) *Id.*, série C, 1056. « Les dépenses auxquelles nous expose la continuation de la guerre, nous mettant dans la nécessité de nous procurer de « nouvelles ressources ».

(3) *Id.*

(4) Voir plus haut, p. 158.

corps de métiers, puis leur développement parallèle, dont nous avons expliqué les causes, était désormais aboli par la pratique (1).

Soulignons aussi que seuls les apothicaires, parmi un petit nombre de corporations, avaient été en « état de faire la réunion des offices à leur corps ». Ceci ressort d'une lettre de l'Intendant au Contrôleur général, du 23 Mars 1747 (2) qui fait état de l'impuissance où sont ces mêmes corps d'arts et métiers, d'acquitter les sommes auxquelles ils sont taxés.

A partir de cette date, les rapports des intendants du Roussillon, qui nous expliquent, déjà comment, par suite de leur fâcheuse situation économique, les communautés ne purent exécuter les arrêtés de l'édit de 1745 sur la création des inspecteurs et contrôleurs, nous donnent de précieux renseignements sur l'état général des corporations (3).

On y lit, en ce qui nous concerne, qu'en dehors de Perpignan, les apothicaires n'ont pas de statuts, qu'ils travaillent sans passer maîtres, comme à Ille, Prades, Collioure, Olette, Vinça (4).

Dans tous ces tableaux qui complètent les mémoires, les épiciers ne sont pas mentionnés comme étant agrégés aux apothicaires. Seuls les droguistes y figurent, mais à titre distinct de leurs anciens associés. Sans doute la technique professionnelle avait définitivement séparé, en fait,

(1) Voir plus haut, p. 29 et suiv.

(2) Arch. dép., série C, 1056.

(3) *Id.*, série C, 1051-1053.

(4) *Id.*, série C, 1052. « Il n'y a que les villes de Thuir et Prats-de-Mollo « où les artisans soient rassemblés en corps formant jurandes ; à l'égard des « autres villes, il y en a peu qui en aient ». (*Etat de la situation des corps d'arts et métiers en Roussillon* (année 1762).

Id. Nous trouvons à Prades, Vinça, etc., des personnes « tenant apothicairie et vendant toutes sortes de drogues de pharmacie en boutique ouverte... A l'égard des apothicaires, nous observons qu'ils payent un « droit de visite annuel au *protomédich* de la province, et qu'ils ne peuvent « exercer sa s sa profession. » (*Profession d'arts et métiers et autres concernant le commerce, non établis en jurandes dans les villes au-dessus de 250 feux ; Viguerie du Conflent et Capcir* (année 1767).

les apothicaires de ces autres corps de métiers : épiciers, sucriers, ciriers.

Nous en trouvons une preuve nouvelle dans l'état général dressé en 1762 (1). Les droguistes sont encore mentionnés comme formant avec les épiciers, sucriers et ciriers, un *même collège*. Le nombre de maîtres de cette profession est fixé à 41, tandis que celui des apothicaires n'était que de 7. Dans la colonne « observations » il est indiqué que les statuts des apothicaires leur ont été « donnés par Charles-Quint, roy d'Espagne, le 28 avril 1520 » (c'est-à-dire qu'ils ont été maintenus pendant 242 ans). Nous y lisons aussi que les apothicaires supportaient une charge de 40 livres : ils ont pris le principal de leur rente pour payer les charges d'inspecteur et conseiller de leur corps, et se cotisent entre eux pour la payer. La situation matérielle de cette corporation n'était donc pas plus brillante que celle des autres communautés. Dès lors on comprend mieux le peu d'influence exercé sur elles par la nouvelle législation de métiers.

*
* *

Mais la crise financière accrue par la crise commerciale, motivait le 25 mars 1755 (2) un Arrêt du Conseil d'Etat accordant aux artisans l'accession à la maîtrise, *sur simple justification du compagnonnage ou de l'apprentissage*. Dans un même but fiscal, un édit royal du 3 mars 1767 rétablissait les lettres de maîtrise, sous le prétexte de favoriser le commerce et l'industrie (3).

Il convient de noter encore que les apothicaires, comme en 1725, avaient été exemptés, ainsi que les chirurgiens, de ces règlements qui tendirent à réduire les communautés à de simples associations, en vue du recensement fiscal.

(1) Arch. dép., C, 1541.

(2) *Id.*, C, 1051.

(3) *Id.*

Ainsi l'état des corporations roussillonnaises s'avérait grevé par des charges fiscales croissantes et hors de proportion avec leurs revenus, les apothicaires compris (1).

Un nouvel état dressé le 16 novembre 1767 (2) par les consuls, en réponse à une demande de l'Intendant datée du 27 septembre de la même année, nous fait connaître que les corps « d'arts » ou « notables artisans » constituent 11 collèges, parmi lesquels les apothicaires figurent au premier rang des corps d'arts et métiers de la ville de Perpignan. Au-dessous (6^e rang) sont les droguistes, qui comprennent « les épiciers, sucriers, ciriers ».

Ces professions, confondues à l'origine, puis juxtaposées, enfin différenciées, étaient désormais constituées par des collèges distincts d'une manière définitive. Les consuls précisent en effet : « Nul ne peut, sans être agrégé à quel-
« qu'un de ces collèges établis en jurande, exercer aucun
« des arts ci-dessus dénommés. Les chefs de ces différents
« corps veillent à ce qu'il ne se produise aucune infraction
« à cette règle ».

(1) En 1775, une pétition fut adressée par la « communauté et collège des apothicaires », et, pour eux, le sieur Félix Coder, recteur actuel dudit collège, à Monseigneur de Bertin, conseiller du roi, « afin d'être exempté des
« corvées des chemins, attendu que les chirurgiens le sont, bien qu'étant
« au nombre de 26, alors qu'eux-mêmes ne sont que 6. Attendu qu'ils rendent
« des services signalés au public, auquel leurs soins sont nécessaires comme
« ceux des chirurgiens ; attendu que dans le Bas-Languedoc les apothicaires
« sont dispensés des corvées ; attendu que le Privilège particulier de Charles-
« Quint les dispense de toutes charges ordinaires, puisque d'ailleurs le roi
« les a dispensés de faire partie de la milice bourgeoise ». — (Nous devons
avouer que, malgré nos recherches, nous n'avons découvert aucun texte
portant mention de cet important privilège). Une modération de la capita-
tion, formulée par les S^{rs} Codere, Montoya et Razouls, fondée sur leur grand
âge ou sur leur pauvreté, fut accordée. Ce document significatif (Arch. dép.,
C 1545 et 1546) illustre la précarité de la vie corporative de cette époque, même
chez les apothicaires.

(2) Arch. dép., C, 1052.

L'ÉDIT DE TURGOT

Mais ce principe, inscrit dans la coutume, avait épuisé tous ces effets : La situation économique du pays, les abus, l'évolution de l'esprit public contre toutes les formes de privilèges, allaient précipiter la ruine des corps d'arts et métiers et aboutir à l'édit du Turgot de février 1776 (1) supprimant « tous les corps et communautés de marchands et d'artisans ainsi que les maîtrises et jurandes ».

Toutefois, cet édit applicable aux différentes villes du royaume avait fait une exception remarquable (articles 3 et 4) en faveur de la pharmacie qui échappait ainsi à la suppression, en tant que corps de métier.

Sans doute, les caractères particuliers de cette corporation, son utilité publique, les garanties de savoir et de probité, sa place dans la cité, qui lui avaient été reconnus au cours des âges, justifiaient une telle exception, ainsi attestée par le pouvoir royal. D'autre part, la force de la coutume et le sens de l'évolution propre à chaque province étaient si puissants que le texte même de l'édit d'août 1776 (2) en proclamait expressément la valeur : « n'entendons néanmoins par le présent article donner aucune atteinte aux « droits et privilèges dont jouissent quelques-uns des corps « municipaux de nos dites provinces du Roussillon et de « Foix ».

Une lettre de M. l'Intendant à M. de Culigny, contrôleur général des Finances, du 19 septembre 1776 (3) confirmait cette manière de voir, qu'il n'y avait « aucune espèce d'uniformité entre les villes de la même province sur la nature des corporations » et qu'il y avait lieu, dès lors, de ne pas appliquer au Roussillon certains articles qui appelaient, à ce point de vue, des modifications.

(1) Arch. dép., série C, 1053.

(2) *Id.*, C, 1050.

(3) *id.*, C, 1053.

C'est ainsi, qu'en vertu de cette règle de sagesse et d'opportunité politique, la corporation des apothicaires ne fut pas supprimée.

Elle ne figure ni à l'inventaire des effets des communautés mis sous scellés, en vertu de l'arrêt du 1^{er} septembre 1776 (1), ni à la liquidation de leurs biens (2), ni sur le tableau qui avait été dressé dans ce but (3), ni sur le procès-verbal de liquidation établi le 27 août 1779, par M. Pierre Lacroix (4).

*
* *

Toutes ces exceptions, toutes ces mesures peuvent être considérées comme la consécration par le pouvoir de l'autonomie corporative des apothicaires soumis à la discipline de leurs anciens statuts — qui allaient être définitivement remplacés par la réglementation, légale et uniforme pour toutes les provinces, du 21 Germinal an XI.

Des documents précédents il résulte que l'esprit particulariste (5) qui animait les institutions du Roussillon fut sans cesse respecté par la domination espagnole comme sous la souveraineté française.

Les apothicaires ont conservé les prérogatives et les privilèges qui leur avaient été accordés, notamment la charte de Charles-Quint. Mais la ruine commerciale et industrielle du Roussillon au XVIII^e siècle, mentionnée par les rapports des intendants, devait avoir une inévitable répercussion sur les conditions matérielles des corporations.

(1) Arch. dép., série C, 1053.

(2) *Id.* (édit de mai 1779, article xxxii).

(3) *Id.*, série C, 1054.

(4) *Id.*, série C, 1053.

(5) « Le vieil esprit d'opposition catalane qui avait entravé l'œuvre » d'assimilation française, tenté par la royauté, jetait aussi son dernier cri, « à la veille de 1789. Les députés de la noblesse, élus le 29 avril 1789, avaient reçu le mandat ferme de s'opposer formellement à la réunion de leur province à toute autre de quelque manière qu'elle leur fût proposée et de demander expressément des états particuliers pour le Roussillon... » (A, DRAPÉ, op. cit., p. 220, et Arch. dép., C. 2116).

Pendant la période intermédiaire (1776-1789) les communautés ne conservaient plus de leur ancienne puissance qu'une seule attribution ; en exécution de l'ordonnance de l'intendant Raymond de Saint-Sauveur du 24 septembre 1779 (1) la corporation devait continuer à servir à faciliter le mécanisme de la gestion, de la répartition et du recouvrement des impôts applicables aux corps d'arts et métiers (2).

Si l'institution des apothicaires échappe à la tourmente révolutionnaire, tout au moins dans les règles essentielles qui avaient assuré son existence au cours des temps, ce fut grâce aux caractères spéciaux de cette profession consacrée au service de l'intérêt majeur de la cité ; celui de la santé publique garantie par la capacité, le savoir et aussi la probité morale de ses membres.

(1) Arch. dép., série C, 1541.

(2) Il est curieux de relever dans cette ordonnance la classification en trois classes des corps d'arts et métiers. Les apothicaires forment la deuxième classe avec les chirurgiens, les perruquiers et les libraires-imprimeurs. A part les chirurgiens, c'étaient les seules professions qui étaient restées en dehors de l'édit de Turgot.

CONCLUSIONS

LE PASSÉ — L'AVENIR

CONCLUSIONS

Arrivé au terme de notre étude, jetant en arrière un regard d'ensemble, nous essayerons de saisir l'aspect général de la corporation des apothicaires, sa structure, son évolution progressive, sa décadence. Nous nous efforcerons, d'autre part, en considérant l'histoire de notre corporation, depuis le Moyen-Age jusqu'à l'époque moderne, comme un champ d'observation de l'expérience humaine, d'en dégager le sens pratique et notamment les caractères permanents et durables. Sur ces bases historiques, seules réalités solides, nous pourrions établir les linéaments de l'organisation future de la pharmacie. Nous constaterons ainsi qu'elle est en harmonie avec le cadre régionaliste et corporatif préconisé par le Maréchal.

*
* *

Et tout d'abord, le milieu géographique, le peu d'importance et la lente croissance de la cité, permettent d'expliquer la confusion primitive du métier de « speciaire » avec celui « d'apothecari ». De plus, les besoins immédiats de la population se trouvant limités, les moyens de les satisfaire l'étaient également : c'est pourquoi, sans doute, l'exercice de la profession demeurerait à peu près libre ou peu réglementé dès son origine.

Peu à peu, les progrès de la technique pharmaceutique, corollaire du développement des sciences médicales expliquent la nécessité d'une hiérarchie, spécialisée par le savoir, au sein même du métier ; de fait, la scission avec les « speciaires », s'opéra lentement, mais progressivement, selon cette évolution.

A travers les générations qui se succédaient, les différentes chartes reconnurent le privilège des attributions qui découlaient du « *parallélisme de la maladie et du remède* » et en affirmèrent la valeur, au nom même de la sauvegarde de la santé générale, ainsi que du service du bien public.

Ainsi, dans le domaine corporatif, la notion du Devoir, réalisée dans les faits autant que dans les mœurs et consacrée par la longue tradition du « Collège » et de la « Confrérie », se trouve en accord avec l'intérêt vital de la communauté elle-même, fondée sur les prérogatives du travail.

La notion du profit, qui est à la base de la civilisation industrielle et mercantile moderne depuis 1789, restait au contraire, sous l'ancien régime, subordonnée aux préoccupations de capacité dans la hiérarchie du métier, aux pratiques d'entraide, d'assistance mutuelle et de fraternité, au sens humain et religieux.

Dans l'organisation interne de la corporation, ces garanties ont procuré à ceux qui y participaient la sécurité matérielle et morale. Dans les relations extérieures, ces mêmes garanties ont déterminé la place de la corporation dans la cité, dont l'ordre économique demeurerait régulier et stable, par suite de l'autorité des statuts qui réglementaient et limitaient chaque activité.

*
* *

Non, certes, que l'évolution corporative se poursuivît sans heurt. Nous avons vu, par exemple, les apothicaires entrer en conflit avec les droguistes, comme avec les « *speciayres* » au sujet des produits dont la vente leur était respectivement permise. Les documents du temps relatent ces faits simplement, sans commentaires. On sait combien étaient processifs les gens de l'ancien régime. Comme les particuliers, les Corporations se surveillaient jalousement, s'accusaient d'empiétements mutuels et parfois se ruinaient

matériellement et moralement pour satisfaire leurs rivalités (1).

Toutefois, les corporations roussillonnaises, ont été dans l'ensemble, moins processives que celles d'autres provinces (2). En « prudents catalans » (3) les apothicaires, fort modérés, n'engagèrent ou ne soutinrent, ainsi qu'on l'a vu, que trois procès importants en cinq cents ans. L'un deux mérite quelque attention (4), non pas qu'il constitue un fait isolé, mais parce qu'il corrobore ce que nous savons déjà sur l'état des esprits sous l'Ancien Régime et jusqu'aux dernières années précédant la Révolution : *la recherche du privilège*.

Que demandait le corps des apothicaires ? Passer de la « main mineure » à « la main moyenne ». La nature de leur profession, le degré de culture de ses membres justifiaient amplement cette action. N'avaient-ils point obtenu jadis, de s'élever de la condition de « menestrels » à celle « d'artistes » ? N'étaient-ils pas encouragés par l'exemple des « bourgeois honorés » revendiquant depuis 1738 tous les privilèges de la noblesse (5), et encore par la décision du Conseil d'Etat en faveur des marchands dans leur action intentée contre les « mercaders » ? (6).

Apothicaires comme « citoyens nobles » respectent la hiérarchie sociale et politique. Ils demandent seulement à y être placés sur un échelon plus élevé, à côté d'autres

(1) Les archives contiennent d'innombrables preuves de ces compétitions. Par exemple : la demande des marchands pour jouir du privilège des *mercaders* (Arch. dép. C. 1542); l'opposition à la création d'une bourse des marchands pour remplacer le consulat de mer (id. C. 1543), la requête du corps des droguistes-épiciers pour obtenir le poste de 3^e consul de mer (id. C. 1544), etc...

(2) A DRAPÉ, op. cit. page 163.

(3) GILABERT, « Discursos sobre la calidad del principado de Cataluña ». Cette épithète de « prudent » est prise ici dans son meilleur sens : Il désigne la qualité de celui qui calcule les dangers éventuels d'une entreprise et ne s'y engage que si la réussite semble possible.

(4) Procès COMELLAS (Voir plus haut, page 161).

(5) Déboutés une première fois en 1749, les « bourgeois honorés » ou « citoyens nobles » plaidèrent à nouveau contre les « cavallers » en conseil du Roi pour obtenir une satisfaction qui leur fut accordée en février 1789.

(6) A. DRAPÉ, op. cit. page 166.

privilégiés. Pareille ambition est naturellement exclusive de toute revendication égalitaire et caractérise les gens de l'ancien régime.

Bien plus tard seulement, Llucia, procureur-syndic pour le Tiers-Etat, près l'Assemblée provinciale du Roussillon, rédigea un mémoire demandant au nom du « droit naturel » l'égalité fiscale pour une juste répartition de la contribution représentative de la corvée entre les trois ordres. Avant d'envoyer son mémoire à Necker, Llucia en donna lecture aux chefs des corporations de Perpignan le 11 décembre 1788.

Le collège des apothicaires n'émit aucun vœu. Mais un certain nombre d'autres — le corps des orfèvres et horlogers, celui des boulangers, celui des merciers, etc... rédigèrent des rapports de teneur semblable à celui de Llucia en invoquant, comme lui, le « droit naturel » (1).

Il s'agissait ici uniquement de l'égalité fiscale, de la diminution des charges toujours croissantes de l'impôt, seule question qui passionnât vraiment alors paysans et artisans.

Mais, comme on vient de le voir, même à la veille de la Révolution, la hiérarchie sociale établie depuis tant de siècles inspirait encore le respect. On enviait le privilégié, on cherchait, non à l'abaisser, mais à s'élever jusqu'à lui. La jalousie haineuse, la poursuite du nivellement général, ne sont-ils pas les tristes apanages des sociétés en décadence ?

Le Privilège, qui avait eu pour origine le mérite constaté des meilleurs et sa continuité, était devenu pendant longtemps un stimulant puissant pour les ambitions et les progrès des moins favorisés. La sagesse eût conseillé aux classes supérieures d'élever jusqu'à elles les mieux doués

(1) M. SELLIER, « L'Assemblée provinciale du Roussillon et sa Commission intermédiaire ». Perpignan, Latrobe, 1898, pages 165 et suiv.

et les plus méritants selon les principes de justice (1). Pareil état d'esprit semblait inconcevable à l'aristocratie française, véritable caste, qui avait laissé se creuser un fossé infranchissable entre elle et la roture.

Il en était de même dans les corporations. « Sous prétexte d'assurer la capacité professionnelle, elles multipliaient les entraves et les difficultés pour empêcher qu'un trop grand nombre de membres puissent bénéficier des privilèges de la maîtrise » (2), détruisant ainsi l'esprit même de la corporation, animé originairement et soutenu par le souci du bien commun.

Comme tout ce qui est l'œuvre des hommes, l'ancienne corporation portait en soi ses germes de décadence. Elle n'avait pu rester fidèle à son principe essentiel d'organisation en vue des besoins de la vie, de la solidarité et de l'entraide mutuelle vis-à-vis de ses membres.

En perdant son « esprit », elle perdit sa force. Aussi, ce ne furent point seulement les exigences de nouvelles conceptions économiques et philosophiques (3), mais aussi le sentiment de l'urgence d'un renouvellement des institutions qui poussèrent Turgot à supprimer les jurandes et les maîtrises, en même temps que la corvée royale, par une série d'édits (5 janvier-9 février 1776) (4).

Mais l'Edit resta lettre morte en Roussillon, car il n'y reçut même pas un commencement d'exécution (5).

(1) Ainsi avait agi la vieille aristocratie anglaise qui avait fait la grandeur du pays. Elle attirait à elle les hommes de talent issus de la gentry rurale, ou même de la roture. A force de prévenances, elle leur permettait de ne point se trouver déplacés dans leur nouveau milieu, elle leur facilitait l'accès aux postes les plus élevés, auxquels semblaient les désigner leurs qualités. Les nouveaux venus faisaient honneur à l'aristocratie de naissance et, par leur propre mérite, justifiaient les privilèges des anciens.

(2) A. DRAPÉ, op. cit. page 224.

(3) Principalement, la fameuse maxime de GOURNAY « Laissez faire, laissez passer ».

(4) Rappelons que l'Edit ne touchait pas la corporation des apothicaires (Voir plus haut, page 30). Préison qu'il fallut un lit de justice (12 mars 1776) pour le faire enregistrer par le Parlement de Paris. Plus docile, le Conseil Souverain du Roussillon avait procédé à son enregistrement.

(5) A. DRAPÉ, op. cit., page 208.

D'ailleurs il fut bientôt abrogé par un obscur successeur de Turgot, renvoyé le 12 mai 1776. C'est dans la nuit du 4 août 1789, que la constituante vota sans discussion la réformation des maîtrises et des jurandes, qui furent définitivement supprimées par les décrets des 2-17 mars 1791.

..

Les corporations avaient donc à cette date, plus de cinq siècles d'existence (milieu du ^{xiii}^e siècle à la fin du ^{xviii}^e siècle).

Comme toutes les autres, la corporation des apothicaires avec ses « prohoms » et ses « sobreposats » devait donc disparaître : incomplètement toutefois, car l'intérêt du public nécessitait le maintien de certains règlements ou prérogatives de l'institution dissoute.

Ce qui a disparu, c'est la constitution interne de notre corporation avec ses représentants tout puissants, maîtres et « sobreposats » ; c'est le mode d'accession à l'exercice d'une profession qui exigeait des garanties techniques autres que celles que peut prouver un simple apprentissage ou une formation empirique (1).

Ce qui subsiste et devait subsister, c'est l'instruction plus rationnelle du futur pharmacien, non seulement comme jadis dans l'officine du maître, mais surtout à l'Université — dont il était tenu jusque-là trop à l'écart — afin d'y puiser les connaissances exigées par une thérapeutique en constante évolution et une pharmacopée qu'enrichissent sans cesse des produits nouveaux et complexes.

Ce qui a disparu et devait disparaître, c'était cette catégorie de « privilégiés », fiers et jaloux de leurs droits et attributions ; c'était un système de réglementation exclusif et fermé, souvent rebelle à toute innovation ; c'était, enfin c'est « esprit de caste » substitué lentement à l'idéal communautaire qui animait dès son origine chaque membre du métier.

(1) Nous ne considérerons que le cas particulier de la corporation qui nous intéresse.

Ce qui survit encore de l'ancienne corporation, tout au moins dans son principe d'assistance mutuelle, ce sont les associations d'entraide et de charité. Leur action de solidarité dépasse l'ancien cadre corporatif puisqu'elles s'adressent à toutes les infortunes, mais elles ne présentent pas une mystique aussi agissante que celle des « Confréries » fondées à une époque où la foi avait sur les âmes une emprise que nous concevons mal aujourd'hui. Les notions religieuses se présentaient avec l'évidence de la vérité aux hommes du Moyen-Age ; elles dictaient leur conduite individuelle (1) et de plus elles étaient estimées nécessaires à la vie sociale.

Ainsi la corporation était dissoute, mais sans ruiner « l'esprit » même qui lui avait donné naissance et avait longtemps concouru à son développement : l'esprit d'union entre membres d'une même profession qui ont des intérêts communs à défendre et qui ne pouvaient le faire qu'en se groupant.

Dans cet ordre d'idées, nous verrons apparaître le Syndicat — forme pour ainsi dire retrécie de la corporation, puisqu'au lieu de comprendre « l'universitas » des gens d'un même métier, il ne renferme qu'une partie de ceux-ci, maîtres d'une part et ouvriers d'autre part, sans lien cohérent entre eux.

Et c'est précisément cet « esprit », persistant et vivace malgré les fluctuations économiques de chaque époque mais renoué par l'évolution des événements, qui semble devoir permettre de faire revivre, dans des conditions nouvelles, une organisation corporative adaptée aux sources mêmes du « vieux fonds français » (2).

*
* *

Dans ce cadre général, mais avec un caractère qui lui reste propre, nous avons vu grandir et prospérer, au cours de sa longue histoire, la corporation des apothicaires.

(1) Ainsi le suicide, péché mortel qui entraîne les peines éternelles, est chose inouïe à cette époque.

(2) Maréchal PÉTAIN (Allocution du 4 juin 1941).

Confondus d'abord avec les « speciaiyres », ils ont pu se séparer de ceux-ci pour s'élever progressivement de la condition de « menestrals » à celle « d'artistes ».

Ils ont ainsi réalisé leur autonomie professionnelle, parallèlement certes, aux transformations des formes de l'économie, mais principalement grâce à leur contribution aux progrès généraux des sciences médicales. Par la notion d'aptitude et de capacité, exigée de leurs membres, les apothicaires ont pu rompre avec les pratiques commerciales des « speciaiyres » et affirmer le caractère technique et scientifique de notre profession.

Cette évolution se produisit dans le déroulement normal de la vie corporative, dont leur communauté était partie intégrante. Elle en partagea la grandeur et la suivit dans sa décadence au cours des siècles.

*
**

Mais, de ce que des abus avaient vicié l'ancienne corporation au point de ne plus permettre de reconnaître en elle l'ardente et vivace union du lointain passé où elle réunissait toutes les activités dans une même foi, il ne s'ensuit pas qu'elle devait disparaître à jamais.

Aujourd'hui, la corporation tend à ressusciter dans une forme nouvelle. Par la recherche d'un juste équilibre ménagé entre les intérêts de ceux qui la composent, elle étend son activité à tout ce qui concerne matériellement et moralement une profession responsable et solidaire de l'ensemble de la communauté.

La nôtre, avons-nous vu, avait laissé subsister en 1789 de nombreux vestiges qui répondaient à des besoins permanents. Celle qui doit la remplacer devra, pensons-nous, pour remplir tout son rôle, dépasser le cadre local dans lequel, elle était jusqu'ici restreinte.

Elle doit dépasser aussi le cadre local des intérêts ou des buts individuels pour s'étendre régionalement et nationalement. D'abord, afin de rester en contact étroit avec les centres intellectuels où ses membres ont reçu leur

formation technique et morale. La source principale de sa valeur demeure la Science. Les maîtres des Facultés, dont la plus haute vertu est la loyauté, restent les guides supérieurs du savoir. Leur exemple inspire l'éducation professionnelle, la vocation de leurs élèves et leur orientation sociale, au service non plus de leur seule individualité, mais, comme dans la vieille corporation des apothicaires, pour le bien public de la santé et au service de la communauté.

Ainsi sera réalisée la plus grande, la véritable « universitas » comprenant les maîtres du savoir et non seulement les praticiens, mais aussi les étudiants, dans un sentiment de collaboration et d'interdépendance volontaires et durables.

Dans son remarquable ouvrage, « la Faculté de « pharmacie de Montpellier, son passé, son présent » (1), l'éminent doyen, M. Astruc, n'a pas seulement « recueilli « l'héritage d'une tradition séculaire d'enseignement pharmaceutique » (2). Dans un chapitre particulièrement suggestif consacré à « la sauvegarde professionnelle », dans ses rapports avec l'autorité depuis la loi de Germinal, il a nettement formulé cette conception qui contient de précieuses suggestions : « *L'Ecole est amenée à suivre de « près dans la vie professionnelle l'étudiant qu'elle a « scientifiquement formé ; elle conserve ainsi une action « morale directrice et salutaire sur l'exercice journalier « de la pharmacie »* (3).

Et plus loin, dans une sorte d'anticipation des événements qui sont, pour ainsi dire, en état de gestation dans la France nouvelle, il ajoute que la Faculté reste un « foyer « incontesté de solide culture scientifique qui dépasse et « domine le cadre pratique et utilitaire, mais aussi foyer de « culture tout court, qui développe chez l'étudiant, le sens « des proportions, les idées générales, la curiosité du

(1) A. ASTRUC et L. IRISSOU, « La Faculté de Pharmacie de Montpellier. Son passé, son présent ». Toulouse, Hedel, 1941.

(2) *Id.*, page 5.

(3) *Id.*, page 182.

« savoir en dehors du programme défini qui forme le
« jugement, donne à chaque ordre de choses sa vraie place
« dans un ensemble et lui attribue la valeur morale qui
« convient.

« Tel est bien le rôle joué par notre Ecole. Sa doctrine
« éducative embrasse un large champ d'enseignements
« variés, en accord constant avec les données scientifiques
« les plus modernes avec les besoins hygiéniques et écono-
« miques de la *région* et du *pays* » (1).

Cette dernière « mission » ne correspond-elle pas à cette réalité que la culture de l'esprit doit prédisposer à accepter un sens élevé de l'intérêt général qui dépasse et subordonne ainsi les préoccupations individuelles au regard de la société? N'est-il pas naturel et nécessaire que l'Ecole reste le guide et l'arbitre souverain indépendant?

La pharmacie, par sa nature technique et pratique, unit les diverses formes de l'activité productrice à l'activité intellectuelle scientifique, à la recherche et aux découvertes en vue d'applications positives. Elle est un Service de la communauté qui, en retour, doit élargir et garantir ses bases permanentes.

Considérée dans tous ses éléments constitutifs, la Pharmacie pourra, dans l'avenir, sous l'égide et le contrôle de l'inspection de ses maîtres, s'organiser et se constituer selon les principes de la famille professionnelle tracés dans le message du Maréchal du 1^{er} mai 1941 :
« l'ordre social nouveau, tenant compte de la réalité éco-
« nomique et de l'activité humaine, permettra à tous de
« donner leur effort maximum dans la dignité, la sécurité
« et la justice ».

La Charte du Travail, promulguée le 4 octobre 1941, a nettement précisé, en son article premier, que les familles professionnelles constituées dans chaque ordre d'activité auront, pour objet et pour but, « de gérer en commun les
« intérêts professionnels de tous leurs membres, de toutes

(1) A. ASTRUC et L. IRISSOU, op. cit., p. 187.

« catégories, et d'apporter leur concours à l'économie nationale, selon les directives des pouvoirs publics ».

La Pharmacie, en raison de son caractère technique, social et historique, ne peut être considérée comme un simple organisme industriel ou commercial ordinaire, en dépit de certaines tendances qui ont dénaturé son rôle véritable à l'égard de la santé publique et de la communauté nationale *insuffisamment protégés*.

Il nous apparaît comme une nécessité évidente, au terme de notre étude, que, si elle doit rester fidèle à ses origines par l'enseignement supérieur qu'elle reçoit de la Faculté, *véritable représentant qualifié des pouvoirs publics*, il convient également, selon le même principe indiscutable, qu'elle demeure soumise à cette même autorité, *indépendante de tous les intérêts privés*.

Cette tradition historique, relative au contrôle, à l'inspection et aux règles générales de l'exercice de la Pharmacie, nous paraît devoir être réaffirmée et maintenue avec d'autant plus de force que, pas plus que la médecine, la pharmacie ne saurait être considérée comme une profession de caractère commercial. Elle restera essentiellement fondée sur la science et sur l'art, au service de la santé publique.

La hiérarchie corporative séculaire de la profession, que nous avons étudiée dans le passé, continuera à unir dans une solide autonomie la capacité et la valeur du savoir aux intérêts légitimes de tous les membres qui collaborent, à des degrés divers, à la même œuvre, sous la règle du bien public et de la solidarité. La Charte du Travail, en créant l'unité nécessaire de la France renouvée dans tous les domaines de son activité, répondra ainsi aux directives essentielles du Maréchal, qui place au premier rang de la vie nationale l'amour et la primauté du travail dans la justice (1), « car la vraie hiérarchie est celle du « talent et du mérite » (2) et « l'économie d'un pays n'est « saine que dans la mesure où la prospérité des entreprises « privées concourt au bien général de la communauté (3).

(1) « Seuls le travail et le talent deviendront le fondement de la hiérarchie « française ». Maréchal PÉTAÏN, Message du 11 octobre 1940.

(2) Maréchal PÉTAÏN, « Principes de la Communauté », art. XIII.

(3) *Id.*, art. XIV.

En ma qualité de Censeur de tour, j'ai lu la Thèse ayant pour titre :

*Monographie historique sur la Corporation des Apothicaires
en Roussillon des Origines à 1789,*

par Paul DEVY.

Je pense que la Faculté peut en permettre l'impression.

Montpellier, le 17 juin 1943,

Le Professeur : A. ASTRUC,

Vu :

Montpellier, le 17 juin 1943,

Le Doyen : A. ASTRUC.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 19 juin 1943,

Le Recteur : J. SARRAILH.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES

MANUSCRITS ET ORIGINAUX

A. — Archives départementales des Pyrénées-Orientales

SÉRIE B. — Cours et juridictions

Procuration royale des Comtés du Roussillon et de Cerdagne

B. 210 (1401-1418). — Notules de PONS GILABERT et de Raymond FERRER, notaires à Perpignan

B. 217 (1275-1422). — Registre XIII de la « Procuracio Real ».

SÉRIE C. — Intendancé du Roussillon

C. 666 (1690-1705). — Perpignan : Milices bourgeoises.

C. 668 (1726) id. id.

C. 669 (1726) id. id.

C. 674 (1733) id. id.

C. 680 (1744-1745) id. id.

C. 1051 (1686-1775). — Arts et métiers.

C. 1052 (1751-1767) id.

C. 1053 (1776-1787) id.

C. 1054 (1776-1789). — Liquidation des dettes des communautés d'arts et métiers supprimées en Roussillon.

C. 1291 (1682-1692). — Collèges royaux du Roussillon.

C. 1307 (1753-1789). — Université littéraire de Perpignan.

C. 1542 (1715-1718). — Perpignan : Corps et Confréries.

C. 1543 (1388-1720) id. id.

C. 1544 (1729-1730) id. id.

SÉRIE E. (non classée)

Documents provenant de sources diverses, et en particulier des études de Notaires, relatifs aux corps d'arts et métiers de Perpignan (XIII^e-XVIII^e siècles).

B. — Archives communales de la Ville de Perpignan

SÉRIE A A. — Constitutions municipales

A A 1 (1162-1785). — Livre vert majeur.

A A 2 (1766-1768) id. (tome II).

A A 3 (1185-1413). — Livre vert mineur.

A A 4 (1074-1729) id. (tome II).

Ces livres contiennent les actes constitutifs de la commune de Perpignan.

A A 5 (1266-1739). — Livre des Provisions.

A A 6 (1503-1771) id.

Ces livres renferment les actes constitutifs et politiques de la commune de Perpignan.

A A 7 (1510). — RIGAUDINE... « *Recollecta de tots los privilegis, « provisions, pragmatiques e ordinacions de la vila de Perpinya contra « nuals en lo llibre vert major e menor, e llibres de pragmatiques e « ordinacions divisit en dues parts»... per lo notari Rigau Sindich de la vila Perpinya, Barcelona Johan Rosembach. 1510.*

Ouvrage très précieux pour la recherche et l'étude des chartes ou règlements intéressant les corps d'arts et métiers de la ville de Perpignan.

SÉRIE B B. — Administration communale

B B 1 (1559-1563). — Registre des délibérations du Conseil général.

B B 2 (1725-1741) id. id.

Ces livres relatent, entre autres, les résultats des opérations d'élection aux diverses charges municipales, ainsi qu'aux fonctions de « sobreposats ».

B B 7 (1275-1508). — Livre des Ordinacions.

B B 8 { (1693-1715) } id.
 { (1509-1631) }

Contenant les règlements consulaires relatifs à l'administration municipale et corporative.

B B 18 (1647-1737). — Registre « d'immatriculation » du Bras mineur.

B B 19 (1636-1735). — Livre « des insaculations » du Bras mineur.

B B 26 à B B 60 (1515-1789). — Livres dits de « Totis », contiennent tous les actes de la vie municipale et corporative : Règlements, délibérations, réceptions à la maîtrise, etc.

B B 61 à B B 109. — Liasses du greffe.

SÉRIE H H. — Industrie, agriculture, commerce

H H 11. — Règlements divers des corporations.

H H 15. — Livre de la corporation des droguistes, ciriers, chandeliers, sucriers.

H H 18. — Testimonial, examen de maîtrise, etc.

SÉRIE I I. — Constitutions de Catalogne

I I 1. — « *Constitutions y altres drets de Cathalunya* ». Barcelone, 1588.

I I 9. — Inventaire des archives municipales dressé en 1751 par le notaire Jaume, secrétaire de l'Hôtel de Ville.

C. — Archives de la Couronne d'Aragon : Barcelone

Privilège de Charles-Quint (28 avril 1520) « *Apothecariorum ville « Perpinyani* ». Texte photographique de l'original.

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ALART. — « La médecine et les médecins en Roussillon au xiv^e siècle ». Lézignan, Loupiac, 1913.
« Privilèges et titres relatifs aux franchises, institutions et propriétés communales de Roussillon et de Cerdagne ». Perpignan, Latrobe, 1878.
« Documents sur la langue catalane des anciens comtés de Roussillon et de Cerdagne ». Paris, Maisonneuve, 1881.
« Géographie historique des Pyrénées-Orientales ». Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales, tome XII, 1866.
- ARAGON. — « Organisation municipale de Perpignan ». Perpignan, Comet, 1920.
« Documents historiques sur la ville de Perpignan ». Perpignan, Comet, 1922.
- ASTRUC et IRISSE. — « La Faculté de Pharmacie de Montpellier, « Son passé, son présent ». Toulouse, Hédel, 1941.
- BOUVET. — « Histoire de la pharmacie en France ». Paris, Occitania, 1937.
- BRU. — « De quelques documents intéressant l'Histoire de la « pharmacie catalane et les anciens apothicaires catalans ». Perpignan, *Indépendant*, 1932.
- BRUTAILS. — « Etude sur la condition des populations rurales en Roussillon au Moyen-Age ». Paris, Imprimerie Nationale, 1891.
« Notes sur l'économie rurale du Roussillon à la fin de l'Ancien régime ». Perpignan, Latrobe, 1889.
- CALMETTE et VIDAL. — « Histoire de Roussillon ». Paris, Boivin, 1931.
- CARRÈRE. — « Voyage pittoresque de la France. Province de Roussillon ». Paris, Lamy, 1788.
- CAUWÈS. — « Cours d'économie politique ». Paris, Larose, 1893.
- DELAMARRE. — « Traité de la police ». Paris, Hérissant, 1738.
- DELAUNAY. — « Les apothicaires du Haut-Maine et du Maine Angevin sous l'ancien régime ». Revue d'histoire de la pharmacie, nos 100 à 109 (décembre 1937-mars 1940).
- DESPLANQUE. — « Les Constitutions communales de Perpignan ». Revue d'histoire et d'archéologie du Roussillon, 1^{re} année, tome 1, 1900.
- D'ORIOLA. — « Les Consuls de Perpignan ». Perpignan, Barrière, 1912.
- DRAPÉ. — « Recherches sur l'Histoire des corps d'arts et métiers en Roussillon sous l'ancien régime ». Paris, Arthur Rousseau, 1898.
- FLORENT-SERRURIER. — « Etude locale sur la forme primitive de la corporation au moyen-âge ». Devenir social; Paris, Giard et Brière, décembre 1895 et janvier 1896.

- GAZANYOLA. — « Histoire du Roussillon ». Perpignan, Alzine, 1857.
- GUIBEAUD. — « Origines et historique des rues de Perpignan ». Journal illustré des Pyrénées-Orientales, 1901-1904.
- GUITARD. — « Histoire sommaire de la littérature pharmaceutique ». Revue d'histoire de la pharmacie, n° 92, 93, 94, 95 (décembre 1935 à septembre 1936); n° 98 et 99 (juin et septembre 1937).
- HENRY. — « Histoire du Roussillon ». Paris, Imprimerie Nationale, 1835.
 « Le guide en Roussillon ». Perpignan, Alzine, 1842.
 « Ancienne constitution militaire de Perpignan ». Bulletin de la société philomathique. Perpignan, Alzine, 1839.
 « Histoire de la constitution municipale de Perpignan ». Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire, tome v, 1841.
- IRISSOU. — « Les compagnons apothicaires originaires du Languedoc et de Rouergue, immatriculés à Montpellier de 1574 à 1736 ». Revue d'histoire de la pharmacie, 106^e volume, juin 1939.
- JAUBERT CAMPAGNE. — « Essai sur les anciennes institutions municipales ». Perpignan, Alzine, 1833.
- JUST DE BERNON. — « Histoire du peuple allemand ». Paris, 1881.
- MARTIN SAINT LÉON. — « Histoire des corporations de métiers ». Paris, Presses universitaires de France, 1941.
 « Le compagnonnage, son histoire, ses coutumes, ses règlements, ses rites ». Paris, Colin, 1901.
- MASSOT-REYNIER. — « Les coutumes de Perpignan, suivies des usages ». Montpellier, Martel aîné, 1848.
- PLATTER. — « Félix et Thomas Platter à Montpellier ». Montpellier, Camille Coulet, 1842.
- RENAN. — « L'avenir de la Science ». Paris, Calman-Levy, 1923.
- SEIGNOBOS et LANGLOIS. — « Introduction aux études historiques ». Paris, Hachette, 1899.
- SELLIER. — « L'assemblée provinciale du Roussillon et sa commission intermédiaire ». Perpignan, Latrobe, 1898.
- TORREILLES. — « La diffusion du français après l'annexion ». Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire, 55^e vol., 1914.
 « L'université de Perpignan des origines à 1789 ». Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire, 33^e vol., 1892.
 « Les pauvres et l'hôpital de Perpignan au xvi^e siècle ». Revue d'histoire et d'archéologie du Roussillon, tome vi, 6^e année, 1905.
- TORREILLES et DESPLANQUE. — « L'enseignement élémentaire en Roussillon, depuis ses origines jusqu'au commencement du xix^e siècle ». Devenir social; Paris, Girard et Brière, janvier 1896.
- VIDAL. — « Histoire de la ville de Perpignan, depuis les origines jusqu'au traité des Pyrénées ». Paris, Welter, 1897.
 « Perpignan depuis les origines jusqu'à nos jours ». Paris, Welter, 1897.
 « Les Juifs des anciens comtés de Roussillon et de Cerdagne ». Paris, Durlacher, 1888.

TABLE ANALYTIQUE

TABLE ANALYTIQUE

INTRODUCTION

Considérations générales — <i>Notre objet</i> — Une monographie historique et documentaire. Cadre général et caractères essentiels de la Corporation catalane.	Pages
La Corporation catalane. — <i>Le Roussillon.</i> — Son Particularisme ; la Coutume ; l'Autorité locale et royale ; les Apothicaires. Divisions de cette étude...	13 à 19

PREMIÈRE PARTIE

DES ORIGINES A L'ACCESSION A LA MAITRISE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

Périodes historiques. — Origines obscures : la nécessité, le métier, les offices.	
1322 : Les habitants de Perpignan classés d'après le métier.	
1346 : Ordonnance royale ; distinction entre les <i>Arts</i> et les <i>Métiers</i> .	
1360 : Mandement de Pierre d'Aragon et l'amalgame des métiers ; les <i>speciayres</i> (épiciers-apothicaires), au sixième rang des 15 unions...	23 à 27
1449 : La hiérarchie des offices : Distinction des Arts groupés en collèges à matricule et des Métiers, associés en confréries.	
1622 : Pragmatique de Philippe IV : Les <i>artistes</i> et les <i>menestrals</i> ...	28 à 29
Vue d'ensemble. — « <i>Speciayres</i> » et « <i>Apothecaris</i> ». — Les mentions anciennes de l'existence des apothicaires à Perpignan au XIII ^e siècle (ALART, VIDAL), au XVI ^e (RIGAUDINE), unis aux <i>speciayres</i> , mais investis d'attributions différentes et distinctes. Dualité des fonctions dans un commun négoce selon les ordonnances consulaires.	
Développement parallèle à l'évolution de la science médicale et aux progrès techniques...	29 à 38

CHAPITRE II

L'APPRENTISSAGE

Règles générales. — Ordonnance constitutive du 7 mai 1381. L'apprentissage obligatoire, ou stage des <i>speciayres</i> , nommément appliqué à l' <i>apothecaria</i> , par ordonnance du 18 juin 1439. Sa durée; la capacité « pour le profit et l'utilité de la chose publique » est garantie par l' <i>examen</i> exigé des seuls candidats apothicaires.....	Pages 41 à 44
Le 28 avril 1520. — Le Privilège de Charles-Quint. Charte de la profession jusqu'à la loi de Germinal. Exceptions: Les fils de maîtres; dispense ou durée variable du stage; exemples historiques.....	44 à 47
La Condition de l'apprenti. — Le contrat d'apprentissage, (<i>locavit</i>), et ses modalités; enseignement et nourriture; responsabilité et garanties morales; redevances dues au Maître et à la Confrérie.....	48 à 52
La Culture de l'apprenti. — Preuve de la scolarité préparatoire à la formation professionnelle, théorique et pratique.....	52 à 55
Sa formation technique. — L'Enseignement donné par le maître; la préparation des drogues et médicaments; le matériel; les livres de <i>farmacio</i> et l'étude des auteurs.....	55 à 60

CHAPITRE III

LE COMPAGNONNAGE

Son existence non établie en Roussillon. — Caractère classique du compagnonnage: état intermédiaire entre l'apprentissage et la maîtrise. Un tel fait n'a pas existé en Roussillon; preuves diverses.	
a) Tirées des textes et règlements: l'accession à la maîtrise est <i>uniquement</i> subordonnée à l'apprentissage. Confirmation par les ordonnances: 7 mai 1381, commune aux <i>speciayres</i> et <i>apothecaris</i> ; 18 juin 1439, confirmative; 28 avril 1520, Privilège de Charles-Quint; mêmes prescriptions.	63 à 65
b) Autres preuves. — Aucune trace de ce vocable en latin, catalan ou français; l'apprenti appelé parfois <i>jove</i> ou <i>garçon apothicaire</i> . la Charte de 1436 cite le <i>massip</i> équivalent au préparateur; en 1602, on cite le <i>baylet</i> ou valet. Situation de l'officine en cas de décès du maître: la gérance par <i>algun que fos examinat</i>	66
c) Rien n'établit que la législation du royaume d'Aragon fut différente ou uniforme. Le particularisme local est un fait constant, respecté même sous la domination française. Les auxiliaires de l'apothicaire.....	66 à 70

CHAPITRE IV

DE L'APPRENTISSAGE A LA MAITRISE

Conditions requises de l'apprenti. — Justification de l'apprentissage.....	Pages 73
Le certificat d'apprentissage. — Institué en 1381 : la <i>Carta Testimonial</i> , élargi en 1439, est maintenu depuis 1520. Exemples : Les Témoignages des maîtres de stage, des voisins, des camarades, clients, médecins. <i>Curriculum vitæ</i> remis aux <i>Sobreposats</i> , puis au <i>Commissaire enquêteur</i> (1615).....	74 à 79
L'information de vita et moribus. — Rôle des enquêteurs. La procédure relative au postulant et à sa famille (<i>Natalibus</i>). L'information et le <i>Testimonial</i> remis aux <i>Sobreposats</i> pour en délibérer avec le Collège en vue de l'admission à l'examen. L'ordonnance du 23 juillet 1415 interdit l'exercice de la profession aux juifs.....	80 à 85

L'EXAMEN

Considérations générales. — Epreuve de capacité constatée par les <i>Sobreposats</i> (1381) et par les Consuls (1439) pour les candidats apothicaires. Distinction progressive à l'égard des épiciers (1485 et 1508). Depuis le Privilège de 1520. Epreuves diverses. Formalités préliminaires d'admission à l'examen : Age; Requête aux <i>Sobreposats</i> ; le Certificat d'apprentissage et l'Information <i>de vita et moribus</i> ; l'avis du Collège; l' <i>Andador</i>	85 à 90
L'examen secret. — Lieu et jury d'examen. Trois épreuves : la Tentative; la Théorique; la Pratique : le <i>cap d'obre</i> ou préparation galénique; l'admission et le serment.....	90 à 95
L'examen public. — A l'Hôtel de ville, en présence des consuls. Le serment professionnel. La <i>Carta publica</i> (diplôme), se formule.....	95 à 99
Examens irréguliers et exceptionnels. — Insuffisance du savoir et restrictions à l'exercice de la profession. Concours des médecins et des consuls. Procédure au cas de refus du Collège, exemples. Exception : examen sans le concours d'un seul apothicaire,...	100 à 105
Les droits d'examen. — En nature, <i>propines</i> : leur ancienne origine. Règlement 15 janvier 1616 : les bénéficiaires, les quotités; Droits en espèces : Ordonnances de 1485, 1520 et 1615.....	105 à 108

DEUXIÈME PARTIE

LA VIE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE PROFESSIONNELLE

VIE INTÉRIEURE

CHAPITRE PREMIER

LES « SOBREPOSATS »

Règles générales communes aux corps de métiers, applicables aux apothicaires. Pages
113 à 114

Nomination et modalités. — Depuis 1196, le principe électif est applicable aux *prohoms*, puis aux *sobreposats*.
En 1315, élection par les prédécesseurs; en 1395, le Conseil des offices (5 membres pour les *speciayres*) nomme les *sobreposats*. 114 à 116

La Matricule, créée le 18 août 1449, par la reine Marie. Parallélisme des institutions communales et corporatives. Opérations pratiquées : inscription, insaculation, extraction, admission. Exemples. Les trois *bras* de la ville, les apothicaires dans le *bras mineur*. Conflits des droguistes et des apothicaires.
Le refus d'exercer les fonctions ; sanctions ; incapacités.
Le 25 octobre 1737, l'extraction des « surposés » apothicaires est abolie. 116 à 122

CHAPITRE II

FONCTIONS DES « SOBREPOSATS »

Pouvoirs de législation et de juridiction corporatives. — La hiérarchie corporative : *prohoms*, *sobreposats*, *consuls* (ordonnances de 1381 à 1520). Privilège de Charles-Quint (28 avril 1520), maintenu malgré l'opposition des consuls, jusqu'à la Révolution 125 à 129

Droit de contrôle et d'inspection — Application des statuts ; vérification des règles d'admission à la maîtrise et de l'exercice de la profession. Visite des boutiques, formes diverses : Ordonnance royale de 1351 : Commission de trois *prohoms* (*mercader*, médecin et *speciayre*).
En 1485, inspection par les *sobreposats* seuls assistés de *prohoms*.
En 1520, même règle, les décisions des *sobreposats* sans recours. Depuis 1585, toutes les boutiques d'apothicaires visitées par un médecin, un apothicaire et le *protomédic*; le 15 septembre 1665, confirmation de ce privilège. Règlement du 22 juin 1724 : rétribution du médecin-inspecteur 129 à 135

Taxation et vente. — 1520 : la vente des produits à un tarif établi par les <i>sobreposats</i> . Au cas de contestation des prix, arbitrage.	Pages
1351 : Règlement royal pour la fabrication et la vente.	
Ordonnance de Montso (1553) : la taxation est confiée à un apothicaire et à un ou deux médecins; pénalités pour fraudes et dol.	
Ordonnance du 14 juillet 1615 : les <i>sobreposats</i> taxent, seuls, les « comptes de médicaments »	135 à 138

Sauvegarde des intérêts corporatifs. — Les <i>sobreposats</i> surveillent, vérifient, expertisent les produits vendus et défendent les intérêts corporatifs contre « les clients sans vergogne », les débiteurs de mauvaise foi, les revendeurs illégitimes; sanctions. Prescriptions pour « le bien et le salut de la chose publique ».	
Droit du Collège de s'assembler sans autorisation d' <i>official</i> (1520)	138 à 144

CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION DE LA CONFRÉRIE

L'unité de foi et l'unité corporative. — La Confrérie et la Corporation	147 à 148
--	-----------

La vie religieuse. — Saint Michel, « chef et patron de l'Office des apothicaires »; ses fêtes; rang et ordre dans les cérémonies. La Chapelle et les actes qui y sont reçus. Ressources; redevances de la Corporation; le compte de gestion des <i>sobreposats</i>	148 à 154
---	-----------

VIE EXTÉRIEURE

CHAPITRE IV

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Les conflits corporatifs. — Les conflits avec les épiciers et les droguistes.	
En 1619 : demande des droguistes, ciriers et confiseurs en vue de constituer un collège distinct des apothicaires.	
Le 12 février 1620, les consuls consacrent le principe, mais le droit de visite des apothicaires est maintenu.	
1678 : Retrait du qualificatif d'épicier aux apothicaires.	
1700 : Le conflit Gavado contre les droguistes.	
1762-1768 : Le procès Comellas aux <i>mercaders</i>	157 à 162

CHAPITRE V

LES RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

- La Commune et la Corporation.** — La Commune liée à la Corporation. Charte du 28 février 1197. Règlement du 16 novembre 1346 : les trois *maines*. Réduction de l'influence des métiers (25 mars 1360) classés en 15 groupes. Les *sobreposats* maintenus aux assemblées générales. Le 23 août 1402, création du Conseil général. La « Matricule » (28 août 1449). Pages 165 à 167
- Les Apothicaires et l'organisation communale.** — Les *sobreposats*, mandataires corporatifs au Conseil général. En 1402 : Jean Ferrer demande à Martin I^{er} la révision de la Constitution municipale. En 1409, Pierre Batlle réclame la vérification des finances communales (dernière manifestation politique). 168 à 169
- La Milice et Pimpôt.** — Participation des *sobreposats* à la *Ma Armada*. Rôle dans la répartition des taxes communales et royales comme mandataires de la communauté. 169 à 172

TROISIÈME PARTIE

LA RÉGLEMENTATION CORPORATIVE

- Tableau d'ensemble.** — De 1197 à 1449 : autonomie ; de 1449 à la Révolution : réglementation corporative. Dès 1381, les apothicaires constitués en « corps fermé » 175 à 176

CHAPITRE PREMIER

FORMES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EXERCICE DE LA PHARMACIE

- Aptitudes requises.** — Enquête ; apprentissage ; maîtrise ; licence des consuls et des *sobreposats* ; exemples. Situation au décès du titulaire : l'ordonnance de 1485, après celle de 1439, fixe les conditions ainsi que le Privilège de 1520. Depuis 1415, l'exercice de la profession reste interdit aux juifs. L'arrêt du 23 mars 1686 admet « tous les Français », sous l'observation des règlements. 179 à 184

CHAPITRE II

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

- Dispositions particulières.** — Privilège de la fabrication et de la vente des médicaments. Caractère spécial : la sauvegarde de la santé publique. Conséquences. 187 à 188

CHAPITRE III

RÈGLEMENTATION DE LA FABRICATION

- La pratique de l'Épicerie.** — La loyauté et la sincérité des produits envisagés. Ordonnances et prescriptions nombr. usés : 1296, la fabrication des chandelles, cierges ; 1381, les matières premières employées et leurs qualités ; 1485, dispositions antérieures confirmées ; 1494, la cire travaillée ; 1615, la cire destinée au luminaire, les flambeaux ; infractions et sanctions..... Pages 191 à 195
- Séparation progressive de l'Épicerie et de la Pharmacie.** — Depuis l'ordonnance de 1620, les pharmaciens spécialisés dans la préparation de médicaments. Caractère libéral : les garanties professionnelles du savoir, de la capacité et de la moralité pour la protection du « bien public » et de la « santé publique ». Le contrôle des inspecteurs. Le maître irresponsable des fautes de l'apprenti..... 195 à 197

CHAPITRE IV

RÈGLEMENTATION DE LA VENTE

- Ventes communes aux « speciauyres » et aux « apothecaris ».** — Réglementation générale restreinte : les médicaments « composés » aux apothicaires ; les produits simples « non mélangés » aux épiciers. Les poids et mesures ; les récipients ; les produits divers ; sanctions. En fait, l'épicerie est pratiquée jusqu'aux lois de Germinal..... 201 à 205
- Dispensation des médicaments.** — L'activité commerciale des épiciers limitée. Prescriptions relatives aux prix de vente, à la concurrence, au colportage et à l'inspection des officines. Les poisons et substances mortives..... 205 à 207

QUATRIÈME PARTIE

SOUS LA DOMINATION FRANÇAISE

- Vue d'ensemble.** — Persistance des institutions locales corporatives. Étapes. En France, de 1581 à 1673. Tendances à l'unification : Henri III, Henri IV, Colbert. En Roussillon : en fait, les attributions particulières des apothicaires non modifiées depuis 1520... 211 à 212
- Particularités.** — Arrêt du Conseil d'Etat du 23 mars 1686 : les ouvriers français peuvent s'établir en Roussillon ; mais exception en faveur des apothicaires. Stage et droits réduits en faveur des apothicaires-majors.

Edits de 1723 et 1725 : Louis XV crée de nouvelles lettres de maîtrise : les pharmaciens sont exceptés.	Pages
Edit Royal de 1745 : Création du corps des contrôleurs et inspecteurs des maîtres. Etat des corporations : A Perpignan les droguistes-épiciers (28 maîtres) y sont nettement séparés des apothicaires (7 maîtres). Hors Perpignan, ils n'ont pas de statuts, et travaillent sans passer maîtres.	
Etat général de 1762 : Les droguistes avec les épiciers, ciriers, sucriers, forment un même collège; les statuts des apothicaires sont ceux de 1520.	
Nouvel Etat : 16 novembre 1767. Classification des professions en 11 collèges d'arts et métiers; les apothicaires sont au premier rang, les droguistes au sixième, en collèges distincts	212 à 217
L'E'dit de Turgot. — Le 27 février 1776, suppression des jurandes et maîtrises : les apothicaires exceptés. Motifs spéciaux : l'utilité, le savoir, la probité. Preuve du particularisme local : Persistance de la coutume et du privilège de 1520. Lettre de l'Intendant au Contrôleur général des finances (19 septembre 1776) : « Il n'y a pas « d'uniformité entre les villes de la même province sur la nature « des corporations ».	218 à 220

CONCLUSIONS

Le Passé, l'Avenir. — Le milieu historique de l'institution corporative. — Rappel des motifs de la confusion primitive des <i>speciarys</i> et des <i>apothecaris</i> . — Evolution : le parallélisme de la maladie et de la technique médicale. — L'intérêt de la communauté et les prérogatives du travail. Le sens des conflits corporatifs; diverses phases de cette évolution jusqu'en 1789 et les conséquences de l'esprit de privilège et d'hérédité. Ce qui a disparu et ce qui demeure. — La transformation et la contribution au progrès des sciences médicales. L'évolution nouvelle et les directives entrevues. — La Charte et la famille professionnelle. — La formation par les maîtres et la continuité légitime de leur contrôle sur la profession; autorité du savoir et arbitrage indépendant. — Dans l'autonomie de la profession, les intérêts particuliers placés sous l'égide des intérêts généraux	223 à 234
---	-----------

ERRATA

Pages	Lignes	Lire :	Au lieu de :
17	28	arts	art
24	33	voir p. 25	voir p. 23
32	25	leurs médecines	leur médecines
36	33	concurrence	condition
45	31	voir p. 29	voir p. 27
49	15	causées	causés
59	35	damasceni	damesceui
74	29	stat	stot
76	35	y regint aquella	yr eginta quella
78	28	los treballa	lostreballa
»	38	n° 3453	n° 3483
81	26	ordenam	orderam
83	19	maille à partir	maille à partie
89	43	dies	di s
90	19	incontinent	in ontinent
91	20	haguen	hagu n
»	21	axi	ax
103	21	consulatus	consulatus
106	26	devan	divan
115	3	ou	où
128	16	source de toute loi	source de toute la loi
»	28	romain et de ses principes	romain ou de ces principes
130	3	condamne à une amende	condamne d'une amende
131	37	declaratio	delaration
»	41	id.	voir p. 130, note 3
137	7	un ou deux médecins	un des deux médecins
150	1	présidaient	étaient associés
151	1	encourue	encourue
152	15	importance	imporatnce
167	11	participait	participant
168	18	1342	134
169	29	1499	2499
182	38	deu florins	deux florins
183	30	note 3	note 32
192	9	réglementent	règlement
202	33	son approbation	leur application
203	34	obrador	abrador
213	21	Par	Pour
»	25	lettres de maîtrise	lettre de maîtrise
214	2	roi	rois
215	38	sans	sa s
227	37	Précisons	Pré ison

Page 120, note 1, ajouter : B B 75. — Liasses du greffe (1697-1698).

Achévé d'imprimer
sur les presses de Gabriel TRILHA
Imprimeur

A PERPIGNAN
le XXX-X-MCMXLIII

